

Quoi faire cette semaine
page A20

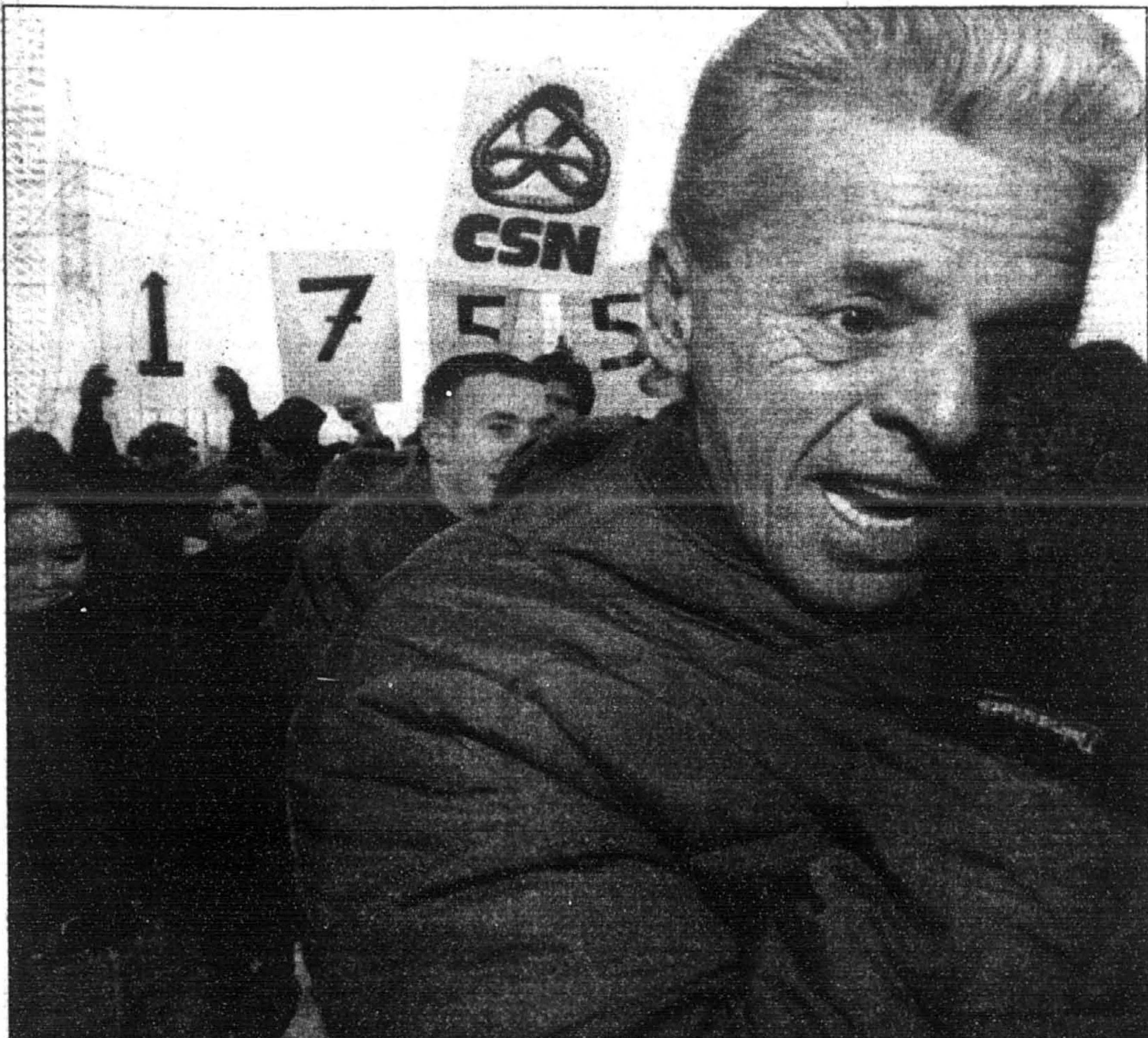
L'héritage de Pinochet
Chili
Un système à deux vitesses
page A23

Cyberpresse
Pour en savoir plus sur le COMDEX
page B12



Auto
Une Lincoln sous le signe du renouveau
page C1

Une larme de joie!



Serge Manseau a été hier après-midi le premier chauffeur de Métro-Richelieu à réintégrer son poste après 1755 jours sans travail. Son entrée triomphale au centre de distribution de Rivière-des-Prairies, sous les acclamations de ses collègues, lui a fait verser une petite larme d'émotion.

Au jockey d'ouvrir la voie

YANN PINEAU

C'est Serge Manseau, le jockey, celui qui mène les remorques au quai de chargement, qui a franchi le premier, hier, la porte du centre de distribution Mérite 1 de Métro-Richelieu à Rivière-des-Prairies.

Mille sept cent cinquante-cinq jours après avoir été congédié illégalement avec 149 de ses collègues camionneurs en février 1993, M. Manseau a fait son entrée au travail peu avant 15 h sous les applaudissements et les vivats de ses compagnons de travail qui avaient formé une haie d'honneur.

Cette reprise du travail met un terme à presque cinq ans de guérilla juridique entre Métro-Richelieu et la CSN, et honore la principale disposition d'un jugement rendu en août dernier et qui ordonnait à la com-

pagnie de reprendre ses chauffeurs et de les dédommager pour les préjudices subis.

Toutefois, de nombreux différends subsistent entre l'employeur et les syndiqués, à commencer par le nombre réel de camionneurs qui retournent au travail.

Des 150 de 1993, la réintégration de 12 d'entre eux fait encore l'objet de contestations de Métro-Richelieu. Restent 138. Compte tenu des retraites, invalidités, démissions, etc. la compagnie considère que seulement 115 sont effectivement disponibles actuellement. De ce nombre, Métro-Richelieu dit que 62 occupaient un poste régulier à temps plein en 1993 et que les 53 autres étaient sur appel.

Voir **AU JOCKEY** en A2

Le PLQ réclame la démission de Bouchard

GILLES NORMAND

Les quelque 350 délégués du Parti libéral du Québec, réunis en conseil général durant deux jours à Montréal, ont réagi vivement à la nouvelle voulant que le cabinet du premier ministre ait eu recours à des renseignements confidentiels, en réclamant de façon unanime la démission de Lucien Bouchard, dont ils estiment qu'« il n'a pas de mandat » pour diriger les destinées du Québec.

Le chef libéral, Daniel Johnson, dans son discours de clôture à savoir fortement électoral, a de son côté réclamé de M. Bouchard qu'il ordonne immédiatement la création d'une commission parlementaire extraordinaire pour permettre aux députés de toutes allégeances de questionner le gouvernement et faire la lumière sur cette affaire de renseignements privés qui se retrouvent en diverses mains.

« Je demande au premier minis-

tre Bouchard de mettre sur pied une commission parlementaire qui va avoir le mandat et les moyens de faire la lumière sur des choses comme ça (...). On est obligé de se demander: est-ce que ça va être vous la prochaine personne sur qui le gouvernement va ramasser des renseignements pour faire triompher son idéologie », a lancé Daniel Johnson avant de conclure que son

Voir **LE PLQ** en A2

Oui, il y a eu des échanges

ÉRIC TROTTIER

Niant « catégoriquement » que son cabinet ait « scruté des renseignements personnels et confidentiels provenant de déclarations de revenus de certains députés du Bloc québécois », le premier ministre Lucien Bouchard a ordonné hier une enquête administrative visant à faire toute la lumière sur cette affaire.

Toutefois, un communiqué diffusé par le bureau du premier ministre a pratiquement confirmé en tous points la nouvelle

parue hier dans un quotidien montréalais.

Selon ce communiqué, non signé mais au bas duquel apparaît le nom de l'attachée de presse du premier ministre, Marthe Lawrence, des vérifications préliminaires indiquent qu'au printemps 1996, un ancien membre du cabinet Bouchard, l'avocat Charles Chevette, fils du ministre Guy Chevette, a appelé André Néron, alors directeur de ca-

Voir **OUI** en A2

Clinton redit non au traité d'Ottawa

RUDY LE COURS
envoyé spécial, VANCOUVER

Le ballet diplomatique a commencé à se déployer hier et se poursuivra toute la journée avant que les leaders des 18 membres de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) n'amorcent leur sommet à huis clos demain.

Le premier ministre Jean Chrétien a eu un premier pas de deux en tout début de journée avec son homologue de Singapour, Goh Chok Tong, avant d'avoir un tête-à-tête de plus d'une heure avec le président des États-Unis, Bill Clinton.

Ce dernier n'a pas ménagé ses compliments à l'égard du Canada et de son gouvernement avant de rappeler qu'il n'est pas question pour les États-Unis de ratifier le traité contre les mines anti-personnel lors de la Conférence d'Ottawa le mois prochain, bien que les Américains

s'engagent dans plusieurs opérations internationales de déminage.

Les deux hommes ont aussi abordé le délicat contentieux du saumon du Pacifique. Tout en réitérant son entière confiance dans le comité bilatéral formé de Davis Strangway (Canada) et William Ruckelshouse (É-U), M. Clinton a ajouté: « Je vais faire mon bout de chemin pour que leurs conclusions soient appliquées de bonne foi. »

Les deux hommes ont aussi montré qu'ils étaient sur la même longueur d'ondes en ce qui concerne le leadership que doit exercer le Fonds monétaire international en matière de crise financière comme celle que traversent plusieurs économies d'Asie.

Une fois expédié leur point de presse, les deux hommes ont quitté le ciel couvert de Vancouver pour aller taper quelques balles dans un des beaux terrains de golf de la banlieue, laissant à leurs ministres respectifs et aux autres

leaders les rondes de rencontres bi et multilatérales.

Du côté canadien, les ministres Lloyd Axworthy et Sergio Marchi ont eu un entretien avec les organisateurs du Sommet populaire qui se tient en parallèle à celui de l'APEC. Selon M. Marchi, la libéralisation du commerce doit se faire selon les règles du droit et cela inclut la reconnaissance des intérêts des travailleurs. Sinon, ils ne pourront comprendre que la libéralisation puisse améliorer leurs conditions.

Lorsqu'on a souligné à MM. Axworthy et Marchi qu'en certains pays membres de l'APEC, les leaders syndicaux les plus chanceux étaient tout bonnement jetés en prison, ils ont expliqué que l'APEC est une organisation jeune et que le Canada profitait de sa présidence en 1997 pour

Voir **CLINTON** en A2

■ Autre texte, page A4



Le premier ministre Jean Chrétien et le président Bill Clinton ont échangé des bons mots hier à Vancouver.

768
JOURS
AVANT
L'AN 2000

INDEX

Petites annonces
- index C6
- immobilier C6 et C7
- marchandises C7 et C8
- emplois C8
- automobile C8 à C11

- affaires B7
Arts et spectacles B8 à B11
- horaires-spectacles B10
- télé-horaire B10
Bandes dessinées C8

Bridge C12
Décès C11
Économie B1, B4 à B7
Êtes-vous observateur? C6
Feuilleton C10

Horoscope C9
Informatique B12
Laval A9
Loteries A2 et A5
Mondes A20 à A24
Mots croisés C7 et S10

Mot mystère C10
Politique A4 et A10
Quoi faire A20
Rive-Sud A8
Tabloid Sports
- Philippe Cantin S5

ÉDITORIAL

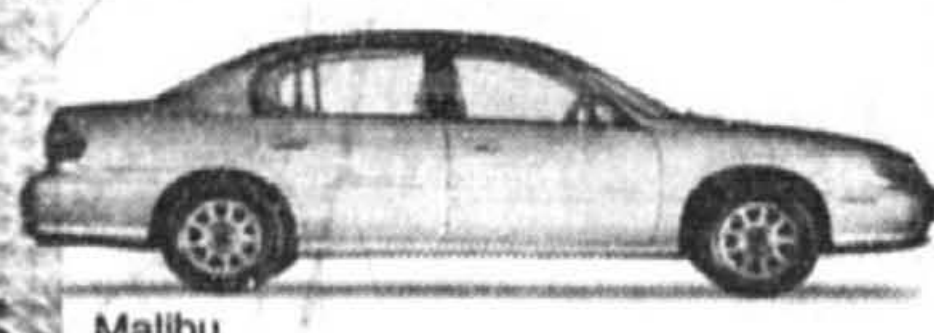
Les misères de l'APEC
- Frédéric Wagnière
page B2

MÉTÉO

Éclaircies
Max. -1, min. -10
Cahier Sports, page 16



6 21924 98765 1



Malibu

2.9%
Taux de financement



Cavalier 2 et 4 portes

LES CONCESSIONNAIRES
CHEVROLET
OLDSMOBILE DU
QUÉBEC



*Offre sur les Malibu 1997 - 1998 et Cavalier 1998. Taux de financement à l'achat de 2,9 % applicable sur des termes allant jusqu'à 48 mois et de 4,9 % applicable sur des termes de 49 à 60 mois. Sujet à l'approbation du crédit. Voyez votre concessionnaire participant pour tous les détails.

Suites de la une

Au jockey d'ouvrir la voie

AU JOCKEY / Suite de la page A1

Ce sont les 62 permanents qui rentraient au travail hier et aujourd'hui, Métro-Richelieu déclarant ne pas avoir un volume de travail suffisant pour donner de l'ouvrage aux autres pour l'instant.

Cela amène à un autre aspect du conflit: les marchands chez qui les camionneurs livrent les produits chargés à Rivière-des-Prairies.

Après l'abolition du secteur transport de Métro-Richelieu en 1993, les quelque 250 marchands associés au géant de l'alimentation ont fait appel à diverses compagnies de transport pour assurer leur approvisionnement.

Aujourd'hui, seulement 135 d'entre eux ont fait savoir qu'ils utiliseraient les services des camionneurs réintégrés. Selon la compagnie, cela représente 60 % du volume de travail total des activités de camionnage. En conséquence, et tant qu'il n'y aura pas plus de marchands au bercail, les employés à temps partiel risquent de ne pas travailler du tout ou, au mieux, très partiellement.

« En 1993, ça allait très mal au niveau du transport, dit Gérard Tremblay, vice-président, opérations grossistes, chez Métro-Richelieu. Les livraisons arrivaient en retard, les chauffeurs avaient de mauvaises relations avec les marchands. Si on trouve des aménagements opérationnels pour regagner leur confiance, je pense que plusieurs d'entre eux feront à nouveau affaire avec nous. Mais on ne peut pas les forcer à revenir. »

Lise Poulin, présidente de la Fédération du commerce de la CSN, écarte du revers de la main les explications de la compagnie: « Métro-Richelieu ne leur a pas demandé leur avis avant de fermer son secteur transport en 1993. Ils doivent revenir. »

D'autre part, il reste aussi à régler le différend sur la somme des salaires perdus et des dommages subis au cours des cinq dernières années. Sans compter que la dernière convention collective a été signée en 1989 et est échu depuis 1992. Il faudra donc en négocier une nouvelle et l'employeur songe à des changements substantiels.

En attendant, même s'ils sont contents des derniers dénouements, les camionneurs et leurs familles restent marqués par les cinq années de conflit.

« C'est une journée triste pour moi, racontait hier Lise Tremblay, la conjointe de Serge Manseau. En 1993, j'étais mariée avec un autre camionneur. Il s'est suicidé il y a trois ans. C'est le conflit qui l'a tué. »

Le PLQ réclame la démission de Bouchard

LE PLQ / Suite de la page A1

parti était actuellement « en mode électoral ».

Cette fois, selon le *Journal de Montréal*, c'est le jeune avocat Charles Chevrete, ex-chef de cabinet adjoint du premier ministre Bouchard, qui aurait eu entre les mains, au printemps de 1996, le dossier fiscal d'un député du Bloc québécois, Ghislain Lebel, de la circonscription de Chambly.

Au bureau de Lucien Bouchard, on craignait apparemment que de présumées irrégularités dans le dossier fiscal du député de Chambly ne portent atteinte au Bloc québécois. Le chef de cabinet adjoint

aurait communiqué ses inquiétudes au chef bloquiste de l'époque, Michel Gauthier.

M. Chevrete a quitté ses fonctions en mars 1997, préférant la pratique du droit à la vie politique, a indiqué hier Marthe Laurence, attachée de presse de Lucien Bouchard. Elle affirme que le premier ministre n'a eu aucune connaissance de ces présumées manipulations.

Ces révélations ont en quelque sorte pris le dessus sur le contenu du conseil général, où les jeunes du parti ont réussi à tirer leurs marrons du feu, parvenant notamment à recueillir des appuis sérieux parmi les députés, dont ceux de Daniel Johnson et de Pierre Paradis, en faveur de leur résolution réclamant le

droit au vote libre pour les députés en chambre. Sans être adoptée, la proposition a été confiée à la commission politique pour être débattue plus tard.

C'est également la Commission jeunesse qui est à l'origine de la résolution qui, une fois amendée, réclame la démission du premier ministre et la tenue d'une commission parlementaire extraordinaire sur le coulage de renseignements confidentiels. Les allégations d'hier s'ajoutent au congédiement d'un fonctionnaire à Hydro-Québec et de neuf autres au ministère du Revenu.

Intervenant sur la résolution, un jeune délégué a dit de Lucien Bouchard qu'il n'a pas été élu par les Québécois.

« Ce qui est en train d'arriver est sans précédent. Si les divulgations qui maintenant ont cours ont le moindre fondement, on vient de tourner la page la plus noire de nos institutions parlementaires et gouvernementales démocratiques », a lancé Daniel Johnson.

Le chef libéral qui, la veille, réclamait des élections générales au plus tôt, a semblé galvanisé par les malheurs du gouvernement qu'il accuse de « cacher le déficit dans nos poches » et de détériorer les systèmes de santé et d'éducation. Il a terminé son allocution en invitant ses troupes à « faire monter l'intérêt partout au Québec pour le PLQ et pour notre programme ». Il les invite à travailler ferme pour « gagner les élections en 1998 ».

Oui, il y a eu des échanges

OUI / Suite de la page A1

binet de l'ancien chef de l'opposition officielle à Ottawa, Michel Gauthier.

Au cours de cette conversation, confirme le communiqué du bureau du premier ministre, M. Chevrete a informé M. Néron que le député de Chambly du Bloc québécois, Ghislain Lebel, avait un litige avec le ministère du Revenu.

Selon le communiqué, toutefois, « outre l'existence d'un litige, aucune information spécifique quant à la nature de ces contentieux n'a été communiquée à ou par M. Chevrete. Les circonstances exactes par lesquelles un membre du cabinet du premier ministre a pu être mis au fait d'une telle information restent à préciser. Jamais le premier ministre ni son chef de cabinet n'ont été informés de ces événements. »

Selon le quotidien, l'intervention de M. Chevrete auprès du cabinet de Michel Gauthier visait à ce que la direction du Bloc incite son député à régler ses comptes avec le fisc québécois.

Hier, le député Ghislain Lebel a déclaré qu'il n'avait pas été mis au courant, à l'époque, du fait que le cabinet du premier ministre Bouchard a transmis des informations confidentielles à son sujet. Il a

ajouté avoir réglé son litige depuis, en payant un montant de 1700 \$ pour rembourser la taxe de vente qu'il avait perçue à titre de travailleur autonome, avant son élection en 1993.

Quant à cette enquête administrative, qui sera menée par le ministère du Revenu à la demande du premier ministre, Lucien Bouchard espère en dévoiler les résultats en début de semaine.

Clinton redit non au traité d'Ottawa

CLINTON / Suite de la page A1

tenter d'en élargir les intérêts. C'est pourquoi il ne s'oppose pas à la tenue du Sommet populaire, pourquoi aussi il va contribuer à l'examen médical du leader ouvrier indonésien, Muchtar Pakpahan, qui croupit dans les geôles du président Suharto. Amnesty International a organisé une vaste campagne pour sa libération qui a valu à M. Axworthy la réception de 120 000 cartes postales au cours des derniers mois. Très malade, M. Pakpahan est accusé de sédition pour avoir organisé des manifestations et est passible de la peine capitale.

Le Sommet populaire a aussi organisé trois manifestations hier dont la première a réuni plus de 4000 personnes bravant la pluie selon la GRC, 3000 selon les organisateurs et 2000 selon les journalistes présents. En soirée, on préparait aussi un bel accueil aux leaders philippin et chinois, Fidel Ramos et Jiang Zemin. Ce dernier était conférencier à un dîner à 1000 \$ le couvert.

Tous ces déplacements du gotha politique et des militants de tout horizon se font dans le cadre du déploiement policier le plus important de l'histoire du Canada: 3000 agents de la GRC et de la Sûreté de Vancouver, 1000 soldats et réservistes. On les voit partout: en auto, en moto, à vélo, bref avec leurs gros sabots. Cela crée un véritable Calvaire aux habitués du centre-ville mais heureusement on ne déplore jusqu'ici aucun incident.



Des manifestants brandissant des pancartes protestent contre la tenue du sommet de l'APEC devant le Centre des congrès de Vancouver, où les chefs de gouvernement de 18 pays de la région Asie-Pacifique se réuniront aujourd'hui.

La Presse

Renseignements : 285-7272

Abonnement : 285-6911

Télécopieur pour abonnement : 285-7039

Lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30

Samedi de 7 h à midi

Dimanche de 7 h à 11 h

Rédaction : 285-7070

Promotion : 285-7100

Les petites annonces : 285-7111

Télécopieur : 848-6287

Lundi au vendredi de 8 h 00 à 17 h 30

Décès, remerciements : 285-6816

Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30

Grandes annonces

Détailants : 285-6931

National, TéléPlus : 285-7306

Carrières et professions,

Nominations : 285-7320

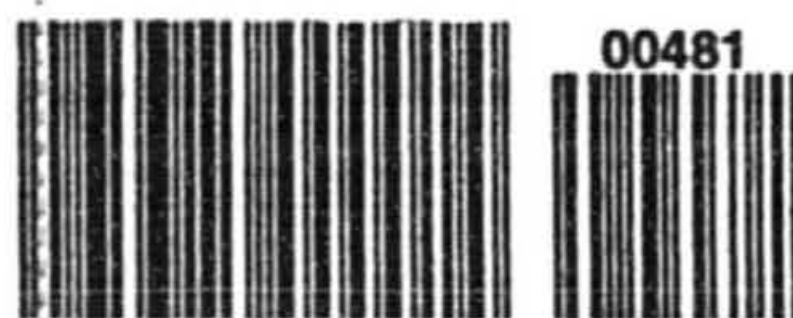
Comptabilité

Grandes annonces : 285-6892

Les petites annonces : 285-6900

La Presse est publiée par: La Presse, Liée, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

«Envois de publication canadienne - Contrat de vente numéro 0531650»
Port de retour garanti. (USPS003692)
Champlain N.Y. 12919-1518.



Lundi, 24 novembre 1997

LOTÉRIES

La quotidienne

à trois chiffres : 154

à quatre chiffres : 0372

COLLECTES DE SANG

Aujourd'hui, la Croix-Rouge attend les donateurs aux endroits suivants:

■ à Montréal: Centre des donateurs, centre commercial Maisonneuve, 2991, Sherbrooke Est (métro Préfontaine), de 10 h à midi et de 13 h à 17 h 30;

■ à Montréal: Tour de la Bourse, place Victoria, hall d'entrée, 800, Place Victoria, de 9 h 30 à 16 h. Objectif: 150 donateurs;

■ à Bois-des-Filion: chalet des citoyens, 479, chemin Adolphe-Chapleau, de 10 h 30 à 20 h. Objectif: 300 donateurs;

■ à Pincourt: centre Faubourg de l'île, 101, boul. Cardinal-Léger, de 14 h 30 à 16 h et de 17 h à 20 h 30. Objectif: 150 donateurs;

■ à Sainte-Julienne: salle municipale, 1380, route 125, de 14 h 30 à 17 h et de 18 h à 20 h 30. Objectif: 100 donateurs.



DEMAIN DANS LA PRESSE



Un outil précieux

■ Au cours de la dernière décennie, « environ deux nouveaux emplois sur trois » ont été créés dans des secteurs « largement tributaires » de la recherche et du développement (R&D), tels que les télécommunications, les services financiers, les industries pharmaceutique et informatique. Le Centre de recherches mathématiques (CRM), qui a ses locaux à l'Université de Montréal, vient justement de mettre sur pied un réseau de recherche regroupant cinq centres de recherche montréalais réputés. À savoir le RCM2, pour Réseau de calcul et de modélisation mathématique. Jacques Benoit nous explique toute leur utilité, demain dans le cahier Économie.

QUESTION DU JOUR

La Presse
Service Liaison

Vous voulez vous faire entendre?
Répondez à la question du jour. Pour faire connaître votre opinion, composez le 285-7333; au son de la voix, faites le 1.

L'arrestation rapide du présumé meurtrier du métro vous rassure-t-elle?

Êtes-vous d'accord avec la Régie des alcools du Québec, qui somme la microbrasserie GMT de retirer du marché sa Bière de Noël parce que le père Noël apparaît sur l'étiquette?

À cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été:

Oui: 16 %
Non: 84 %



CKOI 96.9 FM

GRAND PRIX: DEUX VOYAGES
DOUBLES DE 10 JOURS POUR
SKIER À BRIDES-LES-BAINS EN
SAVOIE AU PIED DES 3 VALLÉES.

VOYAGES Gendron

swissair

PRÈS DE

20 000 \$

EN PRIX

DU LUNDI AU JEUDI DES
ÉQUIPEMENTS DE SKI ET DE
SNOWBOARD GRACIEUSEMENT DE
ATOMIC, OXYGEN ET OBERSON.

ATOMIC

OXYGEN

LES VENDREDIS: HUIT WEEK-ENDS
POUR 2 À TREMBLANT INCLUANT
2 NUITS D'HÉBERGEMENT
ET 2 JOURS DE SKI.

TREMBLANT

COUPON DE PARTICIPATION

OBERSON

Concours ouvert aux 18 ans et plus.

Retournez le coupon de participation et écoutez CKOI FM entre 14h et 15h du lundi au jeudi pour participer. Entre le 10 novembre 97 et le 4 décembre 97. Si votre nom est mentionné, vous aurez 30 minutes pour appeler à CKOI et gagner le prix du jour. (Règlements disponibles chez OBERSON, 1355 boul. des Laurentides à Laval).

Quel est le plus important magasin de ski au Québec? Réponse:

Nom: _____ Age: _____

Adresse: _____

Ville: _____ Code postal: _____ Tél: _____

Postez à: Ski Mania Oberson, CKOI FM C.P. 96,9 Montréal, Qc H4G 3M1

Ce concours se termine le 7 décembre 1997 à 17h. Reproductions à la main acceptées, photocopies refusées.

La Presse

Le mot du jour
avoir deux choix

■ Un lecteur, M. Gilles Normand, estime qu'on ne peut employer l'expression *avoir deux choix*. M. Normand a raison. Il faut plutôt dire qu'on a le choix entre deux possibilités.

On pourrait aussi dire qu'on est devant une alternative. Dans ce dernier cas, c'est également le singulier qui s'impose, car une alternative implique deux possibilités.

— Il n'avait d'autre alternative que de se soumettre ou de démissionner.

Paul Roux



Une vingtaine de personnes âgées, incommodées par la fumée, ont reçu de l'oxygène.

Un incendie effraie 200 personnes âgées

RAYMOND GERVAIS

Deux cents personnes âgées ont été évacuées hier après-midi, de toute urgence, lorsqu'un incendie a éclaté dans un foyer pour vieillards à Saint-Laurent.

Les flammes ont pris naissance à l'intérieur d'une chambre située au deuxième étage du foyer Manoir De Casson, situé au 775, rue Muir, peu après 14 h.

Vingt pensionnaires de l'institution ont été incommodés légèrement par la fumée et ont reçu les premiers soins sur place des techniciens d'Urgences Santé. Une personne qui a souffert d'une crise

d'asthme a été transportée à l'hôpital, où les médecins ne craignent toutefois pas pour sa vie.

Selon les pompiers de Saint-Laurent, un article de fumeur serait responsable de l'incendie. Le feu a pris naissance dans un matelas, puis s'est propagé dans la pièce. Heureusement, l'intervention rapide des pompiers de la municipalité secondés par leurs confrères de Westmount, Mont-Royal et Hampstead, a permis d'éviter le pire.

Le Manoir De Casson compte 182 logements et dix étages. Tous les résidents ont pu réintégrer leur appartement en fin d'après-midi.

Chahuté, le président du RCM répond par un bras d'honneur

ÉRIC TROTIER

« Je commence à avoir mon crise de voyage! » Le controversé président du RCM, Michel Lemay, a clos par ces termes peu *politically correct*, et en faisant un bras d'honneur aux 150 membres qui se trouvaient devant lui, le brunch-débat qu'il avait lui-même commandé hier midi pour défendre son projet de reporter de plusieurs mois le congrès à l'investiture de son parti.

M. Lemay, qui a annoncé il y a dix jours son projet de reporter le congrès à la direction au mois d'avril (alors qu'il était d'abord prévu pour février), afin de lancer d'ici là un vaste plan de remise en contact entre son parti et les Montréalais, a reçu un message très clair des militants présents à son brunch d'hier : pendant deux heures, ceux-ci l'ont chahuté, dénoncé, tout en remettant en question sa bonne foi.

Dans un coin de la salle, il y avait les partisans du candidat pressenti Michel Prescott. Dans un autre, occupant les tables principales, ceux et celles qui travaillent pour Thérèse Daviau (à qui on a reproché d'avoir « paqueté » la salle pour faire un mauvais parti au président). Dans un autre, moins nombreux, ceux qui étaient avec le président Lemay.

Les militants étaient particulièrement insultés du fait que le président ait qualifié le RCM de parti à

la « culture fermée et initiatique » pour justifier son projet. Mais ce qui les choquait encore plus, c'est que le président tente en ce moment de jeter aux ordures trois années de militantisme actif.

« Nous avons passé des semaines à travailler bénévolement sur le programme du parti. Toutes les instances se sont ensuite prononcées sur un agenda électoral... Pour quoi? Pour se faire dire, à la dernière minute, que tout ça n'a servi à rien. Le projet du président Lemay est une insulte à l'intelligence des membres du RCM : M. Lemay, respectez les échéances déjà établies », a scandé Normand Bibeau, un délégué de l'est de la ville.

Michel Lemay a expliqué à maintes reprises, comme il l'a fait tout au long de la semaine dernière, que son projet Participation Montréal vise avant tout à rejoindre 25 000 Montréalais afin de prendre le pouls de la population, de se rapprocher des citoyens, avant les élections de novembre 1998. Selon lui, l'opération, complexe et longue, justifie le report du congrès à la direction et est nécessaire pour que le RCM redonne le parti « ouvert » qu'il a déjà été.

« Depuis trois ans, nous avons presque doublé notre *membership* et nous avons épongé la dette de 100 000 \$ que nous avions à la suite des dernières élections, a clamé un autre militant, Jean-Yves Duthel, qui travaille pour l'organisation de Thérèse Daviau. Si ces réalisations sont les signes d'un parti fermé, alors il y a des partis qui doivent drôlement nous envier! »

M. Duthel a accusé M. Lemay de cacher, dans le report du congrès, la candidature à la direction de

Jean Doré ou celle de Liza Frulla : « Si Mme Frulla ou Jean Doré ne sont pas prêts à entrer dans la course, ce n'est pas notre problème, a-t-il dit. Le parti n'a pas à adopter son agenda en fonction de celui des candidats... »

Un autre militant, Gilles Demontigny, a demandé à Michel Lemay pourquoi il n'avait pas soumis son projet au conseil général du 22 octobre. L'ancienne présidente du RCM, Louise Roy, a accusé M. Lemay d'avoir créé de toutes pièces la crise qui secoue le RCM depuis deux semaines.

Bref, Michel Lemay n'a pas trouvé beaucoup d'appuis dans sa proposition de reporter le congrès de deux mois. Après deux heures de ce traitement, il a éclaté.

« Se faire crucifier, ça fait partie de la job de président de ce parti », a-t-il déclaré plusieurs minutes après l'assemblée, après s'être calmé dans une petite pièce en compagnie de ses plus proches collaborateurs.

Le président ne s'est pas excusé pour son geste, mais il l'a expliqué ainsi : « Je suis un être entier et passionné et parfois, ma passion s'exprime de façon étrange. L'assemblée a été dure pour moi ; j'ai perdu patience... »

Le brunch-débat, qui a duré plus de deux heures, aura donc montré à quel point ce parti est déchiré en ce moment, en vue de l'élection à la direction du RCM, prévue pour le printemps 1998.

Finalement, la saga va se poursuivre au congrès du 7 décembre. D'ici là, le comité exécutif du RCM devra réévaluer la pertinence de proposer aux membres du parti le projet de M. Lemay, à la lueur des propos entendus lors de ce fameux débat.

À quand l'expulsion des motards de la rue Gilford, demande Côté

ÉRIC TROTIER

Le conseiller municipal de Rosemont, l'ex-officier de police Robert Côté, demande à la police de la CUM d'imiter le geste accompli vendredi au repaire des Hells Angels de Saint-Nicolas, en banlieue de Québec, en chassant les Rockers — une bande de motards affiliée aux Hells — de leur repaire de la rue Gilford, dans l'est de Montréal.

« Les gens de mon quartier craignent que la fermeture du bunker des motards de l'île aux Pruches et de celui de Saint-Nicolas n'entraînent une concentration des activités criminelles des bandes affiliées aux Hells dans le repaire de la rue Gilford », a déclaré M. Côté à La Presse, hier.

Or, affirme M. Côté, la Ville a

déjà fait tout ce qu'elle pouvait pour nuire aux activités des motards dans le secteur, en interdisant, par exemple, la circulation à moto dans les rues voisines du repaire et en obligeant les Rockers à effectuer des travaux pour se conformer aux règlements municipaux.

« Expulser les motards de leur repaire, c'est une toute autre affaire, qui appartient à la police », dit le conseiller de Vision Montréal.

Il ajoute : « Je suis déçu de constater que les efforts de la police n'aient pas encore mené à la fermeture de ce repaire de bandits. Pourtant, la Ville de Montréal a joué un rôle majeur dans l'adoption des amendements au code criminel (qui permettent à la police de fermer un repaire de motards pour activités criminelles). »

M. Côté dit que les citoyens du quartier ont assez souffert de la présence des motards dans le voisinage.

« Il y a plusieurs maisons à vendre autour du repaire et personne n'en veut. En outre, les locataires fuient le quartier, ce qui fait que les logements restent vides. Je connais au moins un propriétaire d'immeuble qui va refuser de payer ses taxes municipales parce qu'il n'arrive plus à louer ses logements. Il est temps que la police intervienne... »

M. Côté dit qu'il a abordé la question à plusieurs reprises avec le directeur du SPCUM, Jacques Duchesneau. Manifestement, ce dernier ne semble pas prêt à intervenir pour lui donner satisfaction.

L'EXPRESS DU MATIN



Trois morts

■ Au moins trois personnes ont perdu la vie de façon accidentelle sur les routes du Québec, au cours du week-end. Samedi, vers 5 h 20, sur la route 138, à Sainte-Anne-de-Portneuf, André Ouellet, 39 ans, de Québec, est mort à la suite d'une perte de contrôle. Samedi, vers 20 h 30, au kilomètre 42 de la route 389 sur un territoire non organisé entre Manic 2 et Manic 3, Sylvain Caron, 32 ans, domicilié au Lac-au-Saumon, dans la région d'Amqui, est mort lorsque le camion qu'il conduisait a plongé dans un ravin. Hier, vers 11 h 35, sur la route 117, à Évain en Abitibi, Patricia Pichette-Généreux, 50 ans, de Rouyn-Noranda, est morte à la suite d'une collision entre deux véhicules.

Incendie au centre-ville

■ Un édifice à logements abritant un commerce au rez-de-chaussée a été la proie des flammes tôt hier matin dans l'ouest du centre-ville de Montréal. Les flammes d'origine accidentelle ont pris naissance à l'intérieur de l'édifice de 10 étages

situé au 900, rue Sherbrooke Ouest, angle Mansfield. Le bâtiment a été évacué et les pompiers de Montréal, répondant à une deuxième alerte, ont mis un peu plus d'une heure à circonscrire l'incendie, dont seule la fumée était visible. Il n'y a pas eu de blessé.

Bagarre générale

■ Une bagarre générale qui a éclaté vers les 2 h 30 hier au bar Le Dauphin, situé sur le boulevard Taschereau, à Saint-Hubert, a fait deux blessés, un adolescent de 17 ans et un homme de 24 ans, poignardés respectivement à l'épaule et au thorax. La bagarre a éclaté pour une raison encore inconnue à l'intérieur de la boîte de nuit, où se trouvaient quelque 150 personnes, et s'est poursuivie à l'extérieur sur le terrain de stationnement. Plusieurs des belligérants se sont divisés en groupes et se sont affrontés à mains nues et à l'arme blanche. Les deux blessés ont été transportés à l'hôpital. Personne n'a été arrêté en rapport avec cette bagarre digne des films, et les enquêteurs ont peu d'espoir de remonter à la source, puisque aucun témoin ne semble vouloir collaborer avec la police.

Circulation ralentie

■ Les trois à cinq cm de neige qui sont tombés hier sur Montréal ont ralenti la circulation automobile et causé quelques sorties de route sur les voies rapides. La Sûreté du Québec ne signalait toutefois que peu d'accidents. À Montréal même, les chenillettes ont déblayé les trottoirs et des abrasifs ont été épanchés sur la chaussée. Environnement Canada prévoit encore quelques flocons, ce matin, et l'aller au travail pourrait être plus lent que

d'habitude. On conseille donc aux automobilistes de partir plus tôt pour éviter d'être en retard.

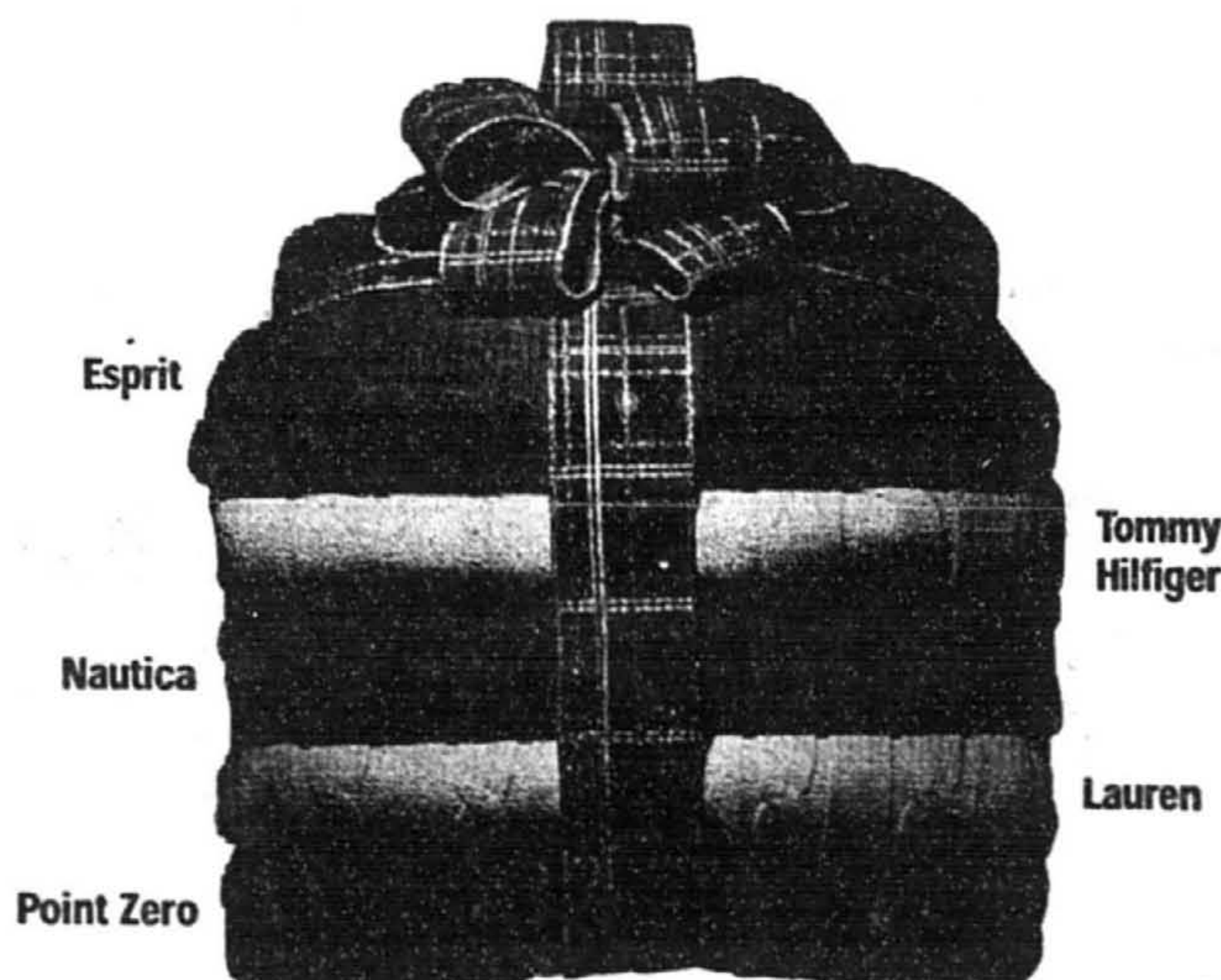
Accident de travail

■ Une homme de 35 ans, Claude Bernier, de Québec, est mort de façon tragique, hier, lorsqu'il a été écrasé contre un mur par une grue. L'accident s'est produit en fin d'après-midi à l'usine Produits forestiers D.G., située rue des Pins à Sainte-Aurèle, dans la Beauce. Le travailleur, qui était à l'emploi de la compagnie Maxi-Tour, du boulevard Pierre-Bertrand, à Québec, s'affairait à changer des pièces de machinerie lorsque la grue a reculé sur lui. Il a été conduit au centre hospitalier de Saint-Georges, où son décès a été constaté. Le coroner Raymond Morin a été chargé du dossier. La Commission de la santé et de la sécurité du travail a aussi ouvert une enquête.

Mystère...

■ Malgré la visite de plusieurs experts depuis une semaine, on n'a toujours pas pu déterminer avec certitude l'origine de la colonne de vapeur qui sort d'un champ de Saint-Césaire, près de Granby. Noël Viens, l'agriculteur propriétaire du champ, a creusé un peu avec une pelle ces derniers jours, sans résultat. Il prévoit faire venir une pelle mécanique cette semaine. Des experts d'Environnement Québec lui ont indiqué la semaine dernière que la vapeur pourrait venir d'un amas de matières organiques en décomposition. M. Viens a découvert la colonne de vapeur d'une trentaine de centimètres de diamètre et de trois mètres de hauteur le mois dernier, à une trentaine de mètres de sa résidence.

ON VOUS OFFRE TOUTES NOS MARQUES D'AFFECTION



Découvrez tous nos trésors de Noël, découvrez nos marques d'affection. Visitez les Ailes où chaque rayon déborde des plus merveilleuses idées-cadeaux de Noël.

AILES
LES AILES DE LA MODE

Le plaisir tel qu'Ailes

MAIL CHAMPLAIN • CARREFOUR LAVAL • PLACE STE-FOY

<http://www.bsf.ca>

Clinton exprime sa confiance dans les économies d'Asie

Presse Canadienne
VANCOUVER

Le président américain, Bill Clinton, a exprimé hier à Vancouver sa confiance dans l'avenir des économies asiatiques et en particulier de la Corée du Sud.

« Je pense que l'heure est à la confiance en l'avenir de l'Asie », a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse à la veille du sommet des chefs d'État et de gouvernement du forum de coopération de la région Asie-Pacifique (APEC).

« Les Sud-Coréens ont une économie très puissante, avec un potentiel important », a-t-il affirmé.

« Je ne vois absolument pas comment quiconque pourrait être moins qu'optimiste sur les perspectives à long terme de l'économie de la Corée du Sud, étant donné ses performances remarquables ces dernières décennies », a-t-il ajouté.

La crise financière qui s'est étendue à la Corée du Sud après avoir frappé plusieurs pays d'Asie est au centre des préoccupations du Sommet.

Par ailleurs, les 18 économies du forum de coopération économique de l'Asie-Pacifique se sont engagées sur une série limitée d'initiatives de libéralisation de leurs marchés, la Chine réaffirmant sa volonté de baisser à 15 % en moyenne ses tarifs douaniers d'ici l'an 2000.

Ces engagements dits « plans d'action individuels » (IAP) constituent la liste des promesses faites par chacun des membres de



l'APEC qui est entérinée dans le cadre du Sommet des chefs d'État et de gouvernement.

Ces promesses représentent le mécanisme clé censé mener à la disparition complète des barrières tarifaires et non tarifaires d'ici 2010 pour les pays industrialisés de la zone et d'ici 2020 pour les autres.

Selon un document obtenu par l'AFP qui dresse la liste des engagements formulés pour le Sommet de 1997, la Chine déclare avoir réduit ses droits de douane de 23 % à 17 % en moyenne en date d'octobre 1997.

Ceci représente « une accélération comparée à la promesse faite par la Chine en 1996 de réduire ses droits de douane à environ 15 % d'ici l'an 2000 », explique dans ce document Leonard Edwards, un haut responsable canadien dont le pays est l'hôte cette année de ce cinquième Sommet.

Une autre promesse est faite par le Chili, qui s'engage à réduire ses droits de douane de 11 à 8 % « à court terme » sous réserve de l'accord du Parlement.



PHOTO AFP

Plusieurs milliers de manifestants ont défilé bruyamment mais sans incident sous la pluie hier à travers la ville de Vancouver pour protester contre le Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Forum de coopération économique Asie-pacifique (APEC). Martelant des slogans du type « APEC, dehors », le défilé, qui rassemblait par petits groupes de nombreuses associations, était émaillé de banderoles : « La Chine hors du Tibet », « Taïwan ne fait pas partie de la Chine », « APEC, organisation du crime ». Musique, maquillages et mannequins gigantesques symbolisant l'APEC égayaient la marche dans une ambiance bon enfant.

L'Indonésie annonce des réductions supplémentaires portant sur 123 produits qui s'ajoutent aux réductions promises en 1996 au Sommet de Manille, qui fut l'occasion de la publication des premiers plans d'action. La Nouvelle-Zélande promet le réexamen d'ici fin

1997 des droits concernant l'automobile avec l'intention de les supprimer au début de l'an 2000. L'Australie s'engage à de nouvelles réductions sur les voitures et pièces détachées d'automobiles qui passeront à 10 % d'ici 2005. Elle exprime son intention de réduire d'ici

2005 aussi les droits sur les textiles et chaussures. Le Canada affirme vouloir accélérer en 1998 la réduction de tarifs douaniers qu'il avait promis d'éliminer en 1999 dans le cadre des engagements souscrits durant les négociations de l'Uruguay Round.

**La nouvelle Corolla 1998.
Plus puissante, vous la
conduirez plus souvent.**



**Heureusement,
elle consomme moins.**

À partir de 14 928 \$*. Avant de prendre le volant de la nouvelle Corolla 1998, soulevez le capot. Vous y découvrirez le nouveau moteur plus léger 1ZZ-FE à 16 soupapes. Ses 120 ch ne tarderont pas à vous faire sourire de satisfaction. D'autant plus quand vous savez qu'elle consomme moins. Une meilleure insonorisation, un moteur plus silencieux et une ligne aérodynamique réduisent le niveau de bruit même à vitesse de croisière grâce aux joints

d'étanchéité doubles dans les portières. Vous n'entendrez plus que les battements de votre cœur. Ne nous croyez pas sur parole. Faites-en l'essai dès aujourd'hui. Vous ne voudrez plus vous en séparer. Appelez-nous au 1 888 TOYOTA-8 ou visitez notre site à www.toyota.ca.



TOYOTACOROLLA
TELEMENT DIFFÉRENTE. TELEMENT TOYOTA.

* P.D.S.F. pour la Corolla VE 1998 (modèle BR12EM-A) à boîte manuelle 5 vitesses. Immatriculation, assurance, taxes, frais de transport et de préparation en sus. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Modèle montré avec équipements en option. Pour plus de renseignements, communiquez avec votre concessionnaire.

Commission Poitras 101

Pour s'initier à la commission Poitras chargée d'enquêter sur la Sûreté du Québec, on n'a pas besoin d'un doctorat, ni de connaître par coeur la chronologie des événements, ni de se rappeler le nom des commissaires ou le grade des témoins.

Il n'est pas non plus nécessaire de savoir si les enquêteurs de la SQ ont fabriqué ou non des preuves.

Non. Pour s'initier à cette commission qui tient ses audiences au cinquième étage du palais de justice de Montréal, il suffit de savoir que si la SQ est dans la merde jusqu'au cou, si elle est l'objet d'une enquête publique en ce moment, c'est tout bêtement à cause d'un fantôme : un fantôme partagé par tous les enquêteurs de la SQ, un fantôme nommé Matticks.

Faites le test avec n'importe quel enquêteur. Mentionnez le nom des fameux faux frères et le changement s'opérera sous vos yeux. Vous verrez l'oeil de l'enquêteur s'allumer, son pouls accélérer, ses mains transpirer, son visage rosir de bonheur.

Je charrie un peu, mais c'est pour illustrer une grande vérité : si les enquêteurs de la SQ n'avaient qu'un seul vœu à faire, qu'un seul fantôme à réaliser, ce serait de mettre le grappin sur les Matticks.

Pour un enquêteur de la SQ, prendre sur le fait un de ces faux frères, c'est comme gagner un Oscar. C'est la consécration d'une carrière. La jouissance ultime. La cerise sur le gâteau.

Ce fantôme qui se transmet de génération en génération depuis au moins 20 ans est à la source de tous les problèmes de la SQ aujourd'hui. Il ne faut pas s'en étonner.

Quand on fantôme pendant des années

sur une chose qui nous échappe constamment, on finit par perdre patience. On pogne les nerfs. On tourne les coins ronds. On en arrive à faire des conneries ou à fabriquer des preuves.

Cela ne signifie pas nécessairement qu'on est corrompu.

Qu'on est pressé par contre, certainement.

Dans l'affaire Matticks, j'ai l'impression que les enquêteurs étaient très pressés. Pressés de vivre leur fantôme. Pressés d'en finir. Pressés d'aller jouer au golf. Pressés de monter en grade.

L'opération qu'ils ont déclenchée contre le clan Matticks au mois d'avril 1994 aurait dû durer des mois, voire des années.

La prudence commandait qu'ils tissent patiemment leur toile, qu'ils resserrent lentement leur filet.

En lieu et place, un mois plus tard, tout était terminé. Bing, bang, au suivant !

■ ■ ■

Dans un des 200 volumes déposés en preuve à la commission Poitras, j'ai retrouvé une lettre du directeur Serge Barbeau.

Il écrit et je cite :

Dans la crise qui nous occupe, nous avons été nos propres et nos pires ennemis. Dans nos enquêtes en particulier, nous n'avons pas respecté le temps nécessaire à leur réalisation. Et nous ne l'avons pas respecté parce que nous avons adhéré à une philosophie fondée sur le résultat rapide et sur l'accumulation des résultats plutôt que sur leur



Nathalie
PETROWSKI

jusqu'à la moelle, qu'ils ont délibérément fabriqué des preuves parce qu'ils n'ont aucune morale. Malheureusement, je soupçonne la vérité d'être tout autre.

La vérité, c'est que la corruption commandait de la rigueur, de la ruse et de l'intelligence, toutes choses manifestement absentes à la SQ.

■ ■ ■

Ce matin, la commission Poitras continuera d'entendre le témoignage de Michel Arcand, le « Michel Dumont » de la SQ.

Nous avons déjà eu un avant-goût la semaine dernière de ce personnage haut en couleur et joyeusement cafouilleux.

Il fallait voir la tête ahurie des commissaires quand Michel Arcand leur a déclaré candidement : « C'est toujours ben pas de ma faute si mes enquêteurs ne prennent pas des notes pendant les perquisitions. »

Les commissaires ont cru que cet officier supérieur, autrefois à la tête de Carcajou, se foutait de leur gueule.

qualité.

La vitesse, l'impatience, le résultat rapide, la mentalité du fast-food, voilà à mon avis les plus grands crimes de la SQ qui, à bien des égards, ressemble à la société micro-ondes dont elle est issue.

Je sais que ça serait plus facile d'affirmer que les enquêteurs de la SQ sont une bande de pourris, qu'ils sont corrompus, qu'ils ont délibérément fabriqué des preuves parce qu'ils n'ont aucune morale. Malheureusement, je soupçonne la vérité d'être tout autre.

Pour ma part, j'étais convaincue qu'il disait la vérité. Toute la vérité.

La plus belle preuve de ce que j'avance, je l'ai retrouvée dans les notes d'André Dupré, le patron d'Arcand et le numéro 2 de la SQ.

En septembre 1995, Dupré réunit au Holiday Inn Crowne Plaza commandants, officiers et sous-officiers, la crème de la crème policière, quoi.

Devant ce corps d'élite que l'on imagine avisé, averti, responsable et professionnel, Dupré rappelle les règles d'or de la perquisition.

Que leur rappelle-t-il au juste ? Qu'il faut étiqueter les objets au lieu de les jeter en vrac dans le coffre de l'auto. Que lorsque les enquêteurs tombent sur une montagne de documents, ils ne doivent pas s'écrier : Maudit qu'il y a du papier ici. Envoyez, fourrez ça dans la boîte.

Que pendant une perquisition dans une cour à scrap sale et froide, on ferme sa gueule et on cherche le cadavre au lieu de tonner qu'est-ce qu'on fait ici, tabarnac ?

Bref, il leur rappelle les règles élémentaires qu'on sert à des enfants d'école, pas à des officiers.

Serge Barbeau revient sur la question des grades dans la lettre dont je vous parlais plus haut. Il écrit et je cite :

Nous avons gradé des gens pour les récompenser, pour les neutraliser, pour nous en débarrasser. Le grade est devenu le sujet principal de nos préoccupations. Nous avons baissé les bras devant nos responsabilités d'évaluation des processus et des hommes. Dans les circonstances, comment se surprendre que la Sûreté soit devenue un milieu hautement favorable au développement de la pathologie de tous les égoïsmes et de tous les pouvoirs ?

Même s'il est un peu tard pour le dire, Serge Barbeau avait entièrement raison.

loto-québec

Résultats		GAGNANTS		LOTS	
Tirage du 97-11-22		6/6	2	2 554 514,30 \$	
10 15 25 31 33 35		5/6+	7	120 696,70 \$	
Numéro complémentaire: 8		5/6	377	1 792,80 \$	
		4/6	20 186	64,10 \$	
		3/6	362 167	10 \$	
Ventes totales: 20 564 855 \$		Prochain gros lot (appr.): 2 000 000 \$			

Résultats		GAGNANTS		LOTS	
Tirage du 97-11-22		6/6	0	1 000 000,00 \$	
21 34 35 41 43 44		5/6+	0	50 000,00 \$	
Numéro complémentaire: 5		5/6	9	500,00 \$	
		4/6	967	50,00 \$	
		3/6	19 301	5 \$	
Ventes totales: 674 570,50 \$					

Résultats		GAGNANTS		LOTS	
Tirage du 97-11-23		6/6	0	1 000 000,00 \$	
8 9 13 15 19		5/6+	0	50 000,00 \$	
24 26 27 28 31		5/6	4	500,00 \$	
32 37 39 40 44		4/6	154	0372	
45 46 47 65 67		3/6	0372	NUMÉRO 413462	

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

LE MEILLEUR MOYEN

Avant d'acheter ailleurs
venez nous voir!



Pour réaliser des affaires
en or!

PAS DE TAXES



MICHELLE C. EPSTEIN

Joaillerie

5165 ch. Queen Mary,
suite 402, Montréal
488-1948

Affaires au coeur du Vieux-Québec



Programme corporatif

19 octobre 1997 au 30 avril 1998

- Entièrement rénové
- Chambre de catégorie supérieure
- Stationnement intérieur à titre gracieux
- Journal du matin livré à la chambre
- Appels locaux sans frais
- Piscine intérieure/club santé
- Restaurant fine cuisine à « La Table du Manoir »
- Resto-bistro « Le Saint-James »
- 7 salles de réunions pour des groupes jusqu'à 200 personnes

* Non valide les 5, 7, 12, 13 et 14 février 1998

Forfait reunion à partir de 59 \$ par personne, par jour

A partir de
85\$*
par chambre,
par nuit



Manoir
Victoria

44, Côte du Palais, Vieux-Québec
(Québec) Canada G1R 4H8
Tél.: (418) 692-1030 Téléc.: (418) 692-3822
www.qbc.clic.net/manvic manvic@qbc.clic.net

1 800 463-6283

Démarrateurs à distance

Optez pour la sécurité!

Transmission automatique

AstroStart



à partir de
109,95\$
Installation et taxes en sus.

Transmission manuelle

SHIFTStart

à partir de
169,95\$
Installation et taxes en sus.

- Pivote de contact installé sous le capot
- Commutateur de « mise hors service »
- Démarrage impossible si le bras de transmission n'est pas au neutre et si le frein à main n'est pas enclenché
- Mode continu : permettant de retirer la clé de l'ignition tout en laissant le moteur en marche et désactivation du mode continu de l'extérieur du véhicule par la télécommande

Ce modèle Shiftstart doit être installé en succursale pour un maximum de sécurité.

NOUVEAU et
sécuritaire

Détecteur de mouvement
dans la circonférence du bras
de transmission désactivant
le démarrage



Voyez notre annonce dans l'annuaire Pages Jaunes^{MC}
sous la rubrique radios d'autos.

75 succursales au Québec

Lebeau
VITRES D'AUTOS

Montréal-métro

Les caisses d'économie et les syndicats se donnent la main

YANN PINEAU

Les trois principales centrales syndicales du Québec (CEQ, CSN et FTQ) ont signé hier une entente de coopération avec la Fédération des caisses d'économie Desjardins dans le but de créer et de maintenir des emplois au Québec, ainsi que pour faciliter la tâche des travailleurs dans la gestion de leurs finances.

Selon le volet de l'entente lié à l'emploi, les caisses d'économie seront appelées à intervenir financièrement dans des entreprises ou des coopératives, à consentir des prêts ou à partager leurs compétences dans certains projets.

En vertu du volet sur les finances des travailleurs, les caisses pensent organiser en milieu de travail des séances de planification de la retraite, en collaboration avec les syndicats et les fonds de travailleurs. On envisage aussi des initiatives d'éducation financière pour les travailleurs et des services de conseil. Enfin, les caisses distribueront des produits financiers issus d'organisations syndicales comme le Fonds de la CSN ou le Fonds de solidarité de la FTQ.

300 000 membres

Les 116 caisses d'économie Desjardins sont des institutions coopératives implantées en milieu de travail dans quelque 700 entreprises et institutions. Elles desservent 300 000 membres et ont un actif de plus de 2,4 milliards de dollars. Parmi elles, on compte par exemple la caisse des policiers de la CUM ou celle des pompiers de Montréal, mais on en trouve aussi chez Bell, Hydro-Québec, des hôpitaux, des commissions scolaires, etc.

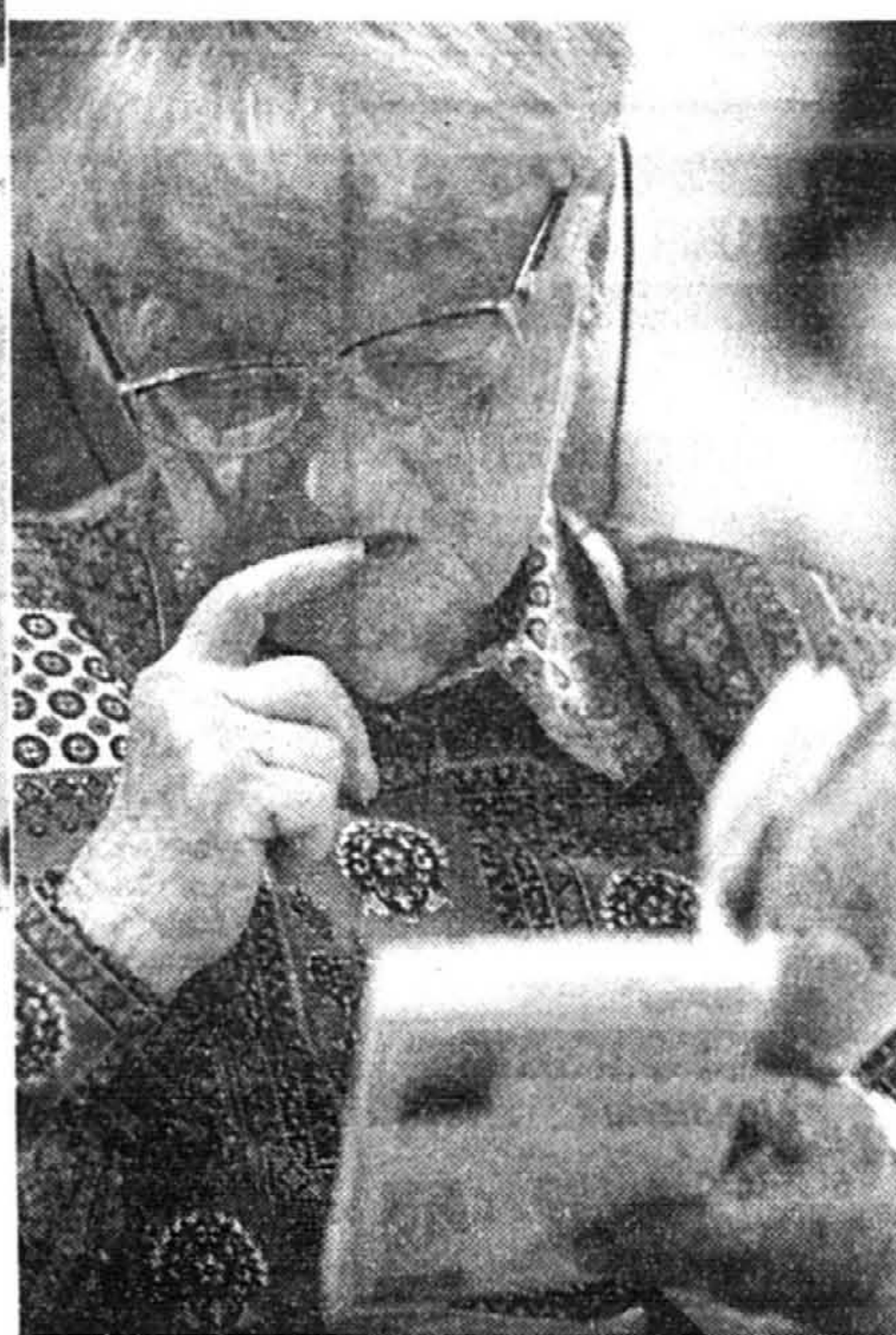
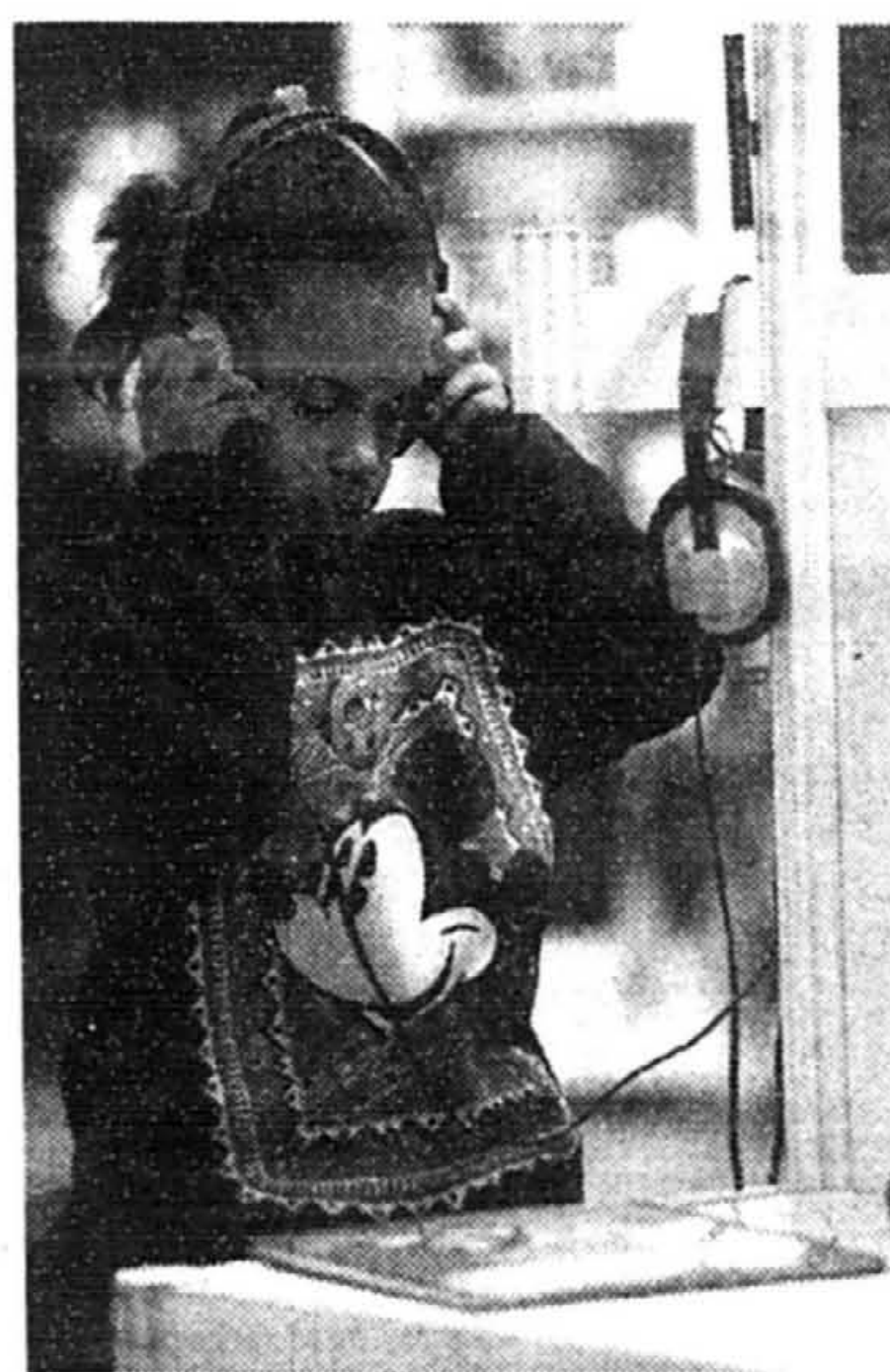
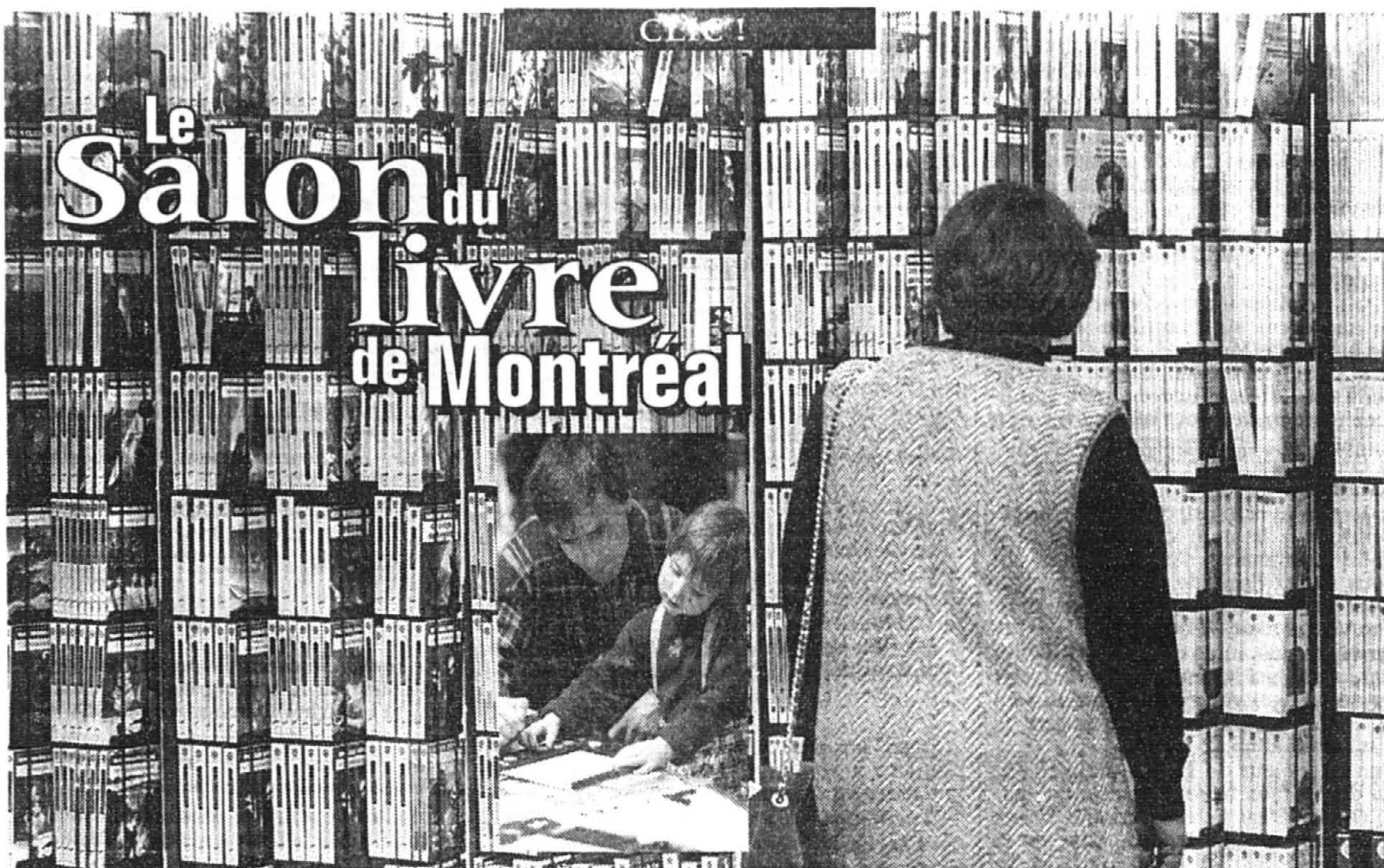
Pour Clément Godbout, président de la FTQ, l'entente signée hier constitue un retour aux sources car les liens entre le monde syndical et les caisses d'économie ont toujours été forts.

« Pour le monde ordinaire, dit-il, l'entente va permettre de combler un besoin. Les jeunes, par exemple, ont souvent de bonnes idées, mais ils manquent parfois d'argent et d'encadrement. On va pouvoir résoudre comme ça un certain nombre de problèmes. En plus, ça va consolider la solidarité économique dans les régions.

Conseil pour la retraite

« Par ailleurs, beaucoup de gens nous appellent pour avoir des conseils pour leur retraite ou pour leurs finances. Là encore, on va combler des besoins. »

D'ici janvier prochain, chaque centrale syndicale devra avoir mis au point un plan d'action pour permettre la concrétisation de l'entente dans les premiers mois de 1998.



Photos :
Bernard Brault
La Presse



Que ce soit pour le choix (1000 éditeurs et des millions de livres occupent depuis jeudi la Place Bonaventure), pour rencontrer des auteurs (ils sont 800 à participer à l'événement), pour découvrir le roman qui nous fera rêver ou l'ouvrage pratique qui nous apprendra à mieux jardiner, à mieux cuisiner, à mieux aimer: le Salon du livre de Montréal, qui se termine demain, demeure un rendez-vous incontournable pour les amateurs de lecture peu importe leur âge.

Le SLM, lui, célèbre d'ailleurs cette année son 20^e anniversaire. Ceux qui le visitent aussi: quand on aime (entre autres les livres), n'a-t-on pas toujours 20 ans?

Le syndicat ne voit aucun espoir d'un règlement négocié aux postes

Presse Canadienne
HULL

Le ministre responsable de la Société canadienne des postes a anéanti tout espoir d'un règlement négocié entre la société d'État et ses employés, a déclaré hier le négociateur principal du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes.

Philippe Arbour croit que la menace faite vendredi par le ministre des Travaux publics Alfonso Gagliano de recourir à une loi de retour au travail dès aujourd'hui, en cas d'impasse dans les négociations, a fait en sorte que les négociateurs patronaux ont délibérément paralysé le processus.

Les négociations sont au point mort depuis samedi soir et les deux négociateurs principaux ne se sont entretenus que brièvement par téléphone, hier après-midi. Les parties patronale et syndicale étaient réunies chacune dans ses quartiers, hier après-midi, et rien ne laissait croire à une reprise des négociations.

« Depuis la déclaration de M. Gagliano, il est évident que la Société n'essaie plus de négocier une entente, a dit M. Arbour. Pourquoi négocier quand le gouvernement s'apprête à définir les dispositions du nouveau contrat de travail? »

Dans une semaine

Un responsable de la Société des postes a indiqué hier que si le gouvernement dépose aujourd'hui une loi de re-

tour au travail, la reprise du service ne pourrait survenir que lundi prochain, au plus tôt.

Les 45 000 employés membres du STTP ont déclenché la grève mercredi. Les principaux points en litige concernent les salaires, la sécurité d'emploi ainsi que les modifications aux trajets des facteurs.

Des manifestations sont prévues aujourd'hui par les syndicats pour protester contre le dépôt d'une éventuelle loi de retour au travail. Des milliers de grévistes doivent notamment se rassembler devant les bureaux du ministre Gagliano à Hull, pour ensuite marcher jusque sur la colline parlementaire.

Le ministre Gagliano a déclaré hier qu'il évaluerait la situation aujourd'hui et consulterait ses collègues du cabinet avant de prendre une décision quant au dépôt d'une loi.

« Je m'attendais à ce que ça bouge davantage pendant le week-end et ce n'est pas le cas jusqu'ici, a-t-il dit en entrevue. J'espère qu'en début de journée (aujourd'hui), nous aurons des nouvelles, mais les choses ne se déroulent pas com-

me je le souhaitais.

« Je crois que la meilleure façon d'éviter une loi de retour au travail est de négocier sérieusement, et ce n'est pas ce que je vois présentement. Plutôt que de rivaliser de stratégie, ils devraient s'asseoir à la table et négocier », a ajouté le ministre.

Le négociateur principal de la société d'État, Raymond Poirier, a réfuté les allégations de M. Arbour qui met en doute la bonne volonté de la partie patronale dans les négociations. Il a estimé que les propos de M. Gagliano vendredi n'avaient aucunement influencé la stratégie des négociateurs patronaux.

« Pas le moindre. Je dis depuis le début que nous sommes ici pour négocier et que nous allons faire de notre mieux pour obtenir une entente négociée », a déclaré M. Poirier.

D'autre part, le STTP a exprimé l'avis que le recours à une loi de retour au travail constituerait un cas de concurrence déloyale à l'égard des entreprises privées de livraison de colis.

« En nous privant de notre droit de grève, le gouvernement accorde un traitement privilégié à la Société aux dépens de ses concurrents, qui ne peuvent recourir à une loi d'exception pour mettre fin à une grève de leurs employés », a déclaré M. Arbour par voie de communiqué.

Le 160^e anniversaire de la bataille de St-Denis-sur-Richelieu

RAYMOND GERVAIS

Plusieurs centaines de personnes se sont retrouvées hier matin à Saint-Denis-sur-Richelieu, afin de commémorer le 160^e anniversaire des événements de 1837-1838.

La cérémonie a été marquée notamment par une allocution de Yves Michaud, nommé patriote de l'année. M. Michaud a rappelé le pourquoi de la rébellion des patriotes qui, avec 300 hommes, ont repoussé l'armée anglaise à Saint-Denis.

Lors de la bataille, 14 patriotes perdirent la vie à l'intérieur des murs plombés de la maison de pierre de dame Saint-Germain.

Les grandes luttes des Québécois

M. Michaud a profité de l'occasion pour rappeler les grandes luttes des Québécois à partir de la pendaison de Louis Riel en 1885 et de l'abolition des écoles françaises au Manitoba, dans les Territoires du Nord-Ouest et en Ontario. La conscription de 1942, la proclamation des mesures de guerre en 1970 et les échecs de Meech et de Charlottetown ont aussi été évoqués.

Le vice-premier ministre du Québec, Bernard Landry, ainsi que Gilles Duceppe, chef du Bloc québécois, Stéphane Bergeron, député de Verchères, ainsi que Guy Bouthillier, président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, ont également pris la parole.

Des produits du terroir

Des gerbes de fleurs ont été déposées au pied du Monument aux patriotes. Un défilé dans les rues de Saint-Denis s'est ensuite mis en branle au son des fifres et des tambours pour se rendre à la salle Lussier, où les participants ont pu déguster des produits du terroir.

La journée à la mémoire des patriotes était organisée par la Maison nationale des patriotes.

Montréal métro

Deux cents professionnels de l'aide aux jeunes décident de boycotter la juge Ruffo

La direction de la protection de la jeunesse des Laurentides dépose deux requêtes contre elle

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

La juge Andrée Ruffo, de la Chambre de la jeunesse de la Cour du Québec, se retrouve de nouveau sur la sellette, alors que quelque 200 professionnels oeuvrant auprès d'adolescents de la région des Laurentides ont décidé de la boycotter systématiquement, et que la direction de la protection de la jeunesse (DPJ) de cette région a déposé une requête en récusation et une autre en bref d'évocation contre elle.

Lors d'une assemblée générale spéciale, le 12 novembre, le Conseil multidisciplinaire et le Conseil consultatif du personnel clinique, dont les membres sont les professionnels oeuvrant auprès des jeunes des Laurentides, ont été informés que les difficultés déjà soulevées dans le passé relativement au juge Ruffo étaient toujours présentes, même si des accalmies se produisent de temps à autre.

Dans un dossier de plusieurs pages transmis à l'émission *Québec plein écran*, de Télé-Québec, il est écrit que lors de cette rencontre, trois types de problèmes rencontrés avec la juge ont été cités : la personne autorisée n'est pas nécessairement perçue ou considérée comme témoin expert, des ordonnances rendues par le tribunal sont jugées illégales, et des attitudes non respectueuses des personnes ont été observées.

Pour ces raisons, peut-on aussi lire, et considérant l'ampleur des difficultés que rencontrent les intervenants des centres jeunesse des Laurentides avec ce magistrat, que ces difficultés persistent depuis au moins une dizaine d'années, il a été décrété « un boycott systématique, individuel et collectif, consistant à cesser, à compter du 15 janvier 1998, toute présence du personnel des centres jeunesse des Laurentides devant la juge Andrée Ruffo ».

Pour que le rôle reste vierge

Dans le texte de la pétition, il est aussi mentionné de faire en sorte que le rôle des audiences présidées par la juge Ruffo à Saint-Jérôme reste « vierge », de ne rien inscrire et de faire appel à l'avocat du contentieux des centres jeunesse qui aurait le plus d'habileté à faire face « aux situations générées par l'attitude de la juge Andrée Ruffo ».

Ce document dénonçant les agissements de ce juge, qui a passablement défrayé la

manchette dans le passé, principalement à cause de ses démêlés avec le Conseil de la magistrature et aussi de façon positive en étant honorée par des associations de femmes, circule actuellement auprès de tous les intervenants oeuvrant auprès des jeunes des Laurentides.

On veut aussi sensibiliser des collègues des autres régions, principalement de Laval, afin d'avoir une mobilisation générale contre elle. Il est même recommandé de saisir la Commission de la santé et de la sécurité au travail (CSST) de la situation en invoquant les impacts des problèmes sur la santé physique et mentale du personnel, sur les plans individuel et collectif.

Pour sa part, le directeur de la direction de la protection de la jeunesse des centres jeunesse des Laurentides, Claude Lamothe, a mandaté des avocats pour déposer au palais de justice de Saint-Jérôme une requête en récusation de la juge Ruffo dans un dossier présentement débattu à la Chambre de la jeunesse. M. Lamothe allègue que la juge Ruffo a croisé dans le corridor de la chambre de la jeunesse un adolescent dont elle a reçu des informations reliées à une cause qu'elle préside, et ce hors cours et sans la présence des autres parties au dossier.

La Presse a appris hier que la juge en chef de la Cour du Québec, Huguette Saint-Louis, doit désigner incessamment un magistrat pour entendre les motifs de cette requête et écouter la version de la juge Ruffo.

En Europe

Il est aussi écrit dans cette enquête que la juge a démontré des préjugés défavorables au directeur de la DPJ et à l'organisation des centres jeunesse des Laurentides. Elle a, toujours selon la requête, assigné ses propres témoins afin de démontrer l'incompétence du directeur de la DPJ.

M. Lamothe soutient également que dans une conférence donnée en Europe, la juge



La juge Andrée Ruffo

PHOTOTHÈQUE La Presse

Ruffo a discrédité l'utilisation des centres de réadaptation du Québec.

La DPJ a déposé un bref d'évocation en Cour supérieure à la suite d'une décision récente de la juge Ruffo ordonnant au centre d'accueil Huberdeau pour jeunes délinquants de lui fournir les dossiers personnels de ses 125 employés.

Par ailleurs, la Cour supérieure doit rendre

une décision aujourd'hui à Montréal dans une requête qu'a déposée la juge Ruffo afin que le ministère de la Justice défraie les honoraires de son avocat, qui la représente dans une plainte privée déposée par Pierre Viau, un résident de Saint-Eustache, à la suite d'une conférence sur les médecines douces qu'elle a prononcée, et pour laquelle elle aurait été payée 1500 \$. M. Viau s'oppose à ce traitement.

Une bombe explose dans les bureaux d'une compagnie

RAYMOND GERVAIS

Une forte déflagration a secoué une partie de Dollard-des-Ormeaux en fin de soirée, samedi, après l'explosion d'une bombe à l'intérieur des bureaux de la compagnie Pavage Paramount, au 82, rue Brunswick.

L'explosion n'a fait aucun blessé, mais la détonation en a fait sursauter plusieurs, et les dégâts causés à l'édifice de deux étages sont importants.

Un incendie s'est déclaré à la suite de l'explosion, mais les pompiers de la municipalité ont réussi à maîtriser les flammes rapidement. Le souffle de l'explosion a fait voler les vitres de l'édifice en éclats.

Pour le moment, la police de détient aucun suspect en rapport avec cet attentat à la bombe et ne possède pas de mobile non plus.

Les techniciens en explosifs de la police de la Communauté urbaine de Montréal tenteront au cours des prochains jours de reconstituer les différentes composantes de la bombe. Les enquêteurs nagent toutefois pour le moment en plein mystère. Ils ne croient cependant pas que ce nouvel attentat à la bombe soit relié à la guerre que se livrent les groupes de motards pour le contrôle de la vente des stupéfiants à Montréal.



Les vitres de la compagnie Pavage Paramount ont été soufflées par l'explosion d'une bombe placée à l'intérieur de l'édifice, samedi soir à Dollard-des-Ormeaux.

PHOTO STÉPHANE BRUNET, collaboration spéciale

Navette spéciale

TARIF VALEURS FAMILIALES
MINI-FOURGONNETTE

39,95 \$
pour 1 journée
200 km gratuits



Les prix s'appliquent aux locations de mini-fourgonnettes dans les comptoirs Budget participants du Canada seulement. Les tarifs comprennent 200 km gratuits par jour. Les kilomètres supplémentaires sont facturés 0,20 \$ le kilomètre. Chaque journée supplémentaire est facturée 39,95 \$. Réservation au minimum 3 jours à l'avance. Veuillez mentionner le code de la promotion au moment de la réservation. Une période de 24 heures consécutives constitue une journée. Le véhicule doit être retourné au comptoir d'origine. Garanties facultatives d'assurance, service de plein d'essence, frais de kilométrage supplémentaire, taxes et options en sus. Cette offre ne peut être jumelée à aucun autre travail, offre promotionnelle ou programme Copyleft. Cette offre ne donne pas droit aux milles grands voyageurs. Les modalités de location locale s'appliquent. Offre valable jusqu'au 22 décembre 1997.

Finis le magasinage des fêtes qui dure des semaines et les pertes de temps ! En un seul voyage, tous vos cadeaux entreront dans une mini-fourgonnette de chez Budget. Autre solution : louer sept rennes et un traîneau.

Budget.

Sortez de l'ordinaire !

Réservations
National 1-800-268-8970
Montréal (514) 938-1000

Veuillez mentionner le code promotionnel
A289506
au moment de la réservation

Rive-Sud

Négociations infructueuses mais gel de taxes dans plusieurs villes

MARTHA GAGNON

La grande majorité des villes de la Rive-Sud n'ont toujours pas réussi à s'entendre avec leurs employés municipaux, mais plusieurs prévoient un gel de taxes en dépit du corset financier qui leur serre la taille.

« Si les négociations sur la réduction de 6 % de la masse salariale échouent, c'est le gouvernement qui en portera l'odieux et non les municipalités, affirme Jean-Bosco Bourcier, maire de Châteauguay et trésorier de l'Union des municipalités du Québec. Dans notre cas, il n'est pas question d'alourdir le fardeau des contribuables. »

M. Bourcier précise que, dans sa région, sur une quinzaine de municipalités, seulement deux ou trois ont conclu des ententes avec leurs employés municipaux.

À Châteauguay, comme à Longueuil, Boucherville, Brossard, Mont-Saint-Hilaire, Saint-Hubert et Saint-Basile-le-Grand, les maires affirment, malgré tout, qu'il n'y aura pas de hausse de l'impôt foncier. Ils comptent y arriver par des moyens variés : réorganisation administrative, retraite anticipée, abolition de postes, augmentation des tarifs (aréna, bibliothèque, piscine et autres), programme d'économie d'énergie, modification dans les services comme la réduction de la collecte des ordures à une fois par semaine au lieu de deux.

Les villes doivent exécuter des tours d'adresse pour maintenir un niveau raisonnable de taxation. « Il faut distinguer les dépenses essentielles de celles qui ne le sont pas, explique Michel Gagnon, directeur général à Saint-Basile-le-Grand. On se demande, par exemple, si on doit abolir les fêtes de quartier et de bénévoles, éliminer le ramassage des branches, réexaminer le transport local, etc. Tous les services qui ne sont pas liés directement à la mission de la Ville et entrent en compétition avec d'autres, sont remis en question. »

Entente à Saint-Lambert et Boucherville

Les négociations avec les employés ont donné des résultats dans quelques villes. C'est le cas de Saint-Lambert et de Boucherville. Ainsi, les 134 employés à Saint-Lambert doivent se prononcer aujourd'hui sur une entente de principe intervenue entre la Ville et l'ensemble des syndicats. À Boucherville, les cols bleus ont accepté vendredi un plan de réorganisation du travail, dont la diminution des heures supplémentaires et l'abolition de certains postes. La Ville a aussi conclu une entente avec les

cols blancs.

« Les salaires ne sont pas touchés, précise la mairesse Francine Gadbois. Nous changeons les mentalités et les façons d'agir. Il y a aussi le plan de retraite anticipée qui a entraîné dernièrement le départ de 16 employés. Il faut maintenant s'attaquer à la dette qui était

de plus de 93 millions à la fin de 1996. »

À Longueuil, quatrième ville en importance au Québec avec un budget de 136 millions, les négociations avec les cols bleus sont à l'étape de la conciliation. Ceux-ci refusent que le plancher d'emploi soit diminué de 11 postes, ce qui entraînerait une baisse des effectifs de 171 à 160. Quant aux conventions collectives des cols blancs, pompiers et policiers, elles ont été signées en 1996 et il serait difficile d'y faire des brèches.

Le directeur général, Massimo Iezzoni, explique que la Ville pour-

suivra en 1998 son programme de rationalisation. Selon lui, le budget ne contiendra pas de grosses surprises. Le maire et son équipe prévoient maintenir leur engagement de geler les taxes sans diminuer la qualité des services.

« La Ville a été prévoyante en réalisant des surplus année après année, dont plus de neuf millions en 1997, pour faire face aux transferts gouvernementaux, affirme M. Iezzoni. L'opposition nous reproche d'avoir accumulé des surplus, alors que si tel n'était pas le cas, on nous accuserait d'un manque de planification. »

Le maire de LeMoyne, Guy Talbot, pense que le « gouvernement devra mettre ses culottes » s'il veut obtenir une réduction de 6 % des coûts de main-d'œuvre. « Nous n'avons même pas réussi à diminuer le plancher d'emploi d'un poste, dit-il. Avec le nouveau rôle d'évaluation dont la valeur a diminué, le taux de taxation augmentera inévitablement à certains endroits. »

À Mont-Saint-Hilaire, le maire Honorius Charbonneau affirme que la Ville ne veut pas diminuer le salaire des employés. « Je suis tout à fait contre ; nos employés ne sont pas les mieux payés. La Ville a même dû rétablir l'équité dans certains cas. La réorganisation administrative nous a toutefois permis d'atteindre une réduction de 5 % et il ne reste que 1 % à trouver. » Le compte des contribuables ne sera pas haussé, à l'exception de la taxe d'assainissement des eaux qui passera de 51 \$ à 121 \$.

« Nous sommes rendus à l'os »

Dans certaines villes, où la marge de manœuvre est très mince, on envisage cependant de hausser les taxes ou de diminuer les services.

« Nous sommes rendus à l'os », affirme Marcel Dulude, maire de Saint-Bruno, qui se demande où faire des coupes et n'écarter pas la possibilité d'augmenter le compte de taxes.

Même si l'objectif de réduction de 6 % était atteint, M. Dulude explique que la Ville devrait encore trouver 600 000 \$ pour payer la facture de Québec. « On a réussi à geler les taxes depuis cinq ans, mais cette fois la barre est très haute. Bien sûr, on continue de faire des efforts. Par exemple, on vient d'annoncer que la neige sera désormais soufflée sur les propriétés privées, ce qui permettra des économies de 35 000 \$. »

À Chambly, on prévoit déjà une augmentation de taxe de deux cents, ce qui représente 20 \$ pour une maison de 100 000 \$. En plus de la facture de Québec, la Ville doit effectuer des travaux importants pour améliorer les infrastructures à la suite des inondations.

À Varennes, Sainte-Julie, Beloeil et Otterburn Park, la préparation du budget donne des maux de tête aux administrateurs qui ne savent pas encore si le compte de taxes et les services seront affectés. « C'est très serré, dit Jean Robert, maire de Varennes. On n'a pas réussi à atteindre l'objectif de réduction de 3 % avec nos employés. »



Jean Robert, maire de Varennes.



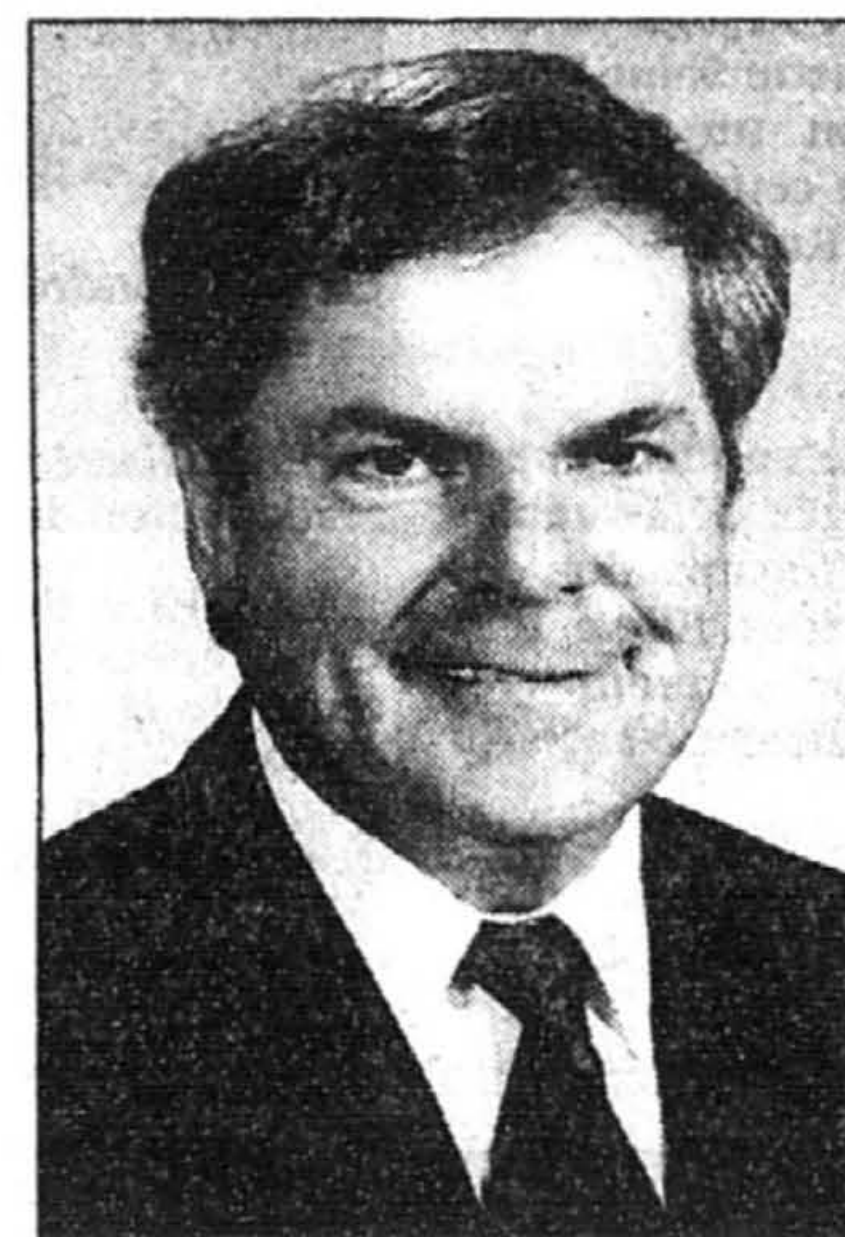
Guy Talbot, maire de LeMoyne.



Marcel Dulude, maire de Saint-Bruno.



Francine Gadbois, mairesse de Boucherville.



Jean-Bosco Bourcier, maire de Châteauguay.



Honorius Charbonneau, maire de Mont-Saint-Hilaire.

Les bébés de l'année 1997

Publiez dans *La Presse* une photo de votre petit chérubin né en 1997

et présentez ainsi, à tous nos lecteurs, cet être charmant, incomparable, unique... une soie !

Le 31 décembre prochain, *La Presse* publiera le cahier spécial **Les bébés de l'année 1997.**

Si votre enfant est né cette année, vous pourrez enfin montrer à tout le monde celui ou celle qui illumine vos matins !!! Que vous soyez parent, grand-parent, oncle, tante ou ami, réservez votre annonce dès maintenant pour seulement 29,95 \$, taxes incluses.

En prime, en association avec la courte échelle.

La Presse offrira aux parents de ce bébé, 4 albums: **Plaisirs de vacances, Plaisirs de chats, Les couleurs et Venir au monde** d'une valeur totale de 23,80 \$. Ces albums, aux illustrations tendres et rigolotes, procureront aux parents et à leurs tout-petits des moments de plaisir inoubliables !

HÂTEZ-VOUS ! DATE LIMITE : 11 DÉCEMBRE 1997

Remplissez le coupon et retournez-le, avec la photo qui ne doit pas excéder 5 po sur 7 po et qui ne pourra être retournée. Date limite : le 11 décembre 1997

En raison du conflit postal

Vous pouvez acheminer votre coupon à : ou les déposer dans les boîtes à cet effet au service à la clientèle des magasins la Baie de la région métropolitaine :

La Presse
Réf. : Les Bébés
750, boul. Saint-Laurent
Montréal (Québec)
H2Y 2Z4

la Baie Centre-ville • la Baie Centre Laval • la Baie Place Vertu • la Baie Pointe-Claire
• la Baie Place Rosemère • la Baie Boulevard • la Baie St-Bruno • la Baie Centre
Rockland • la Baie Galeries d'Anjou • la Baie Dorval • la Baie Place Versailles
• la Baie Mail Champlain • la Baie Carrefour Laval

Nom : Prénom :
Pour la facturation
Adresse : App. :
Ville : Code postal :
Tél. (dom.) : (travail) :
Prénom et nom du bébé :
☐ Fille ☐ Garçon Date de naissance :
Prénoms et noms des parents :
☐ Ci-joint un chèque ou mandat-poste de 29,95 \$ à l'ordre de *La Presse*, ltée.
☐ Je souhaite effectuer le paiement de 29,95 \$ par carte de crédit :
☐ Visa ☐ MasterCard No de la carte de crédit :
Date d'expiration : / / Signature :

VOTRE BÉBÉ À LA UNE DU CAHIER

Votre bébé court la chance de faire la une du cahier

«LES BÉBÉS DE L'ANNÉE 1997»

En effet, nous choisisons au hasard, parmi toutes les demandes reçues, la photo d'un bébé qui servira à faire la première page, en couleurs, de ce cahier spécial. Les parents de notre vedette recevront, quant à eux, un encadrement de cette page.



Benoît Larue
Fils de Nathalie et Mathieu

PRÉSENTÉS PAR

La Presse la Baie

2569002-M

Laval/Laurentides/Lanaudière



Chantal Deschamps, mairesse de Repentigny.



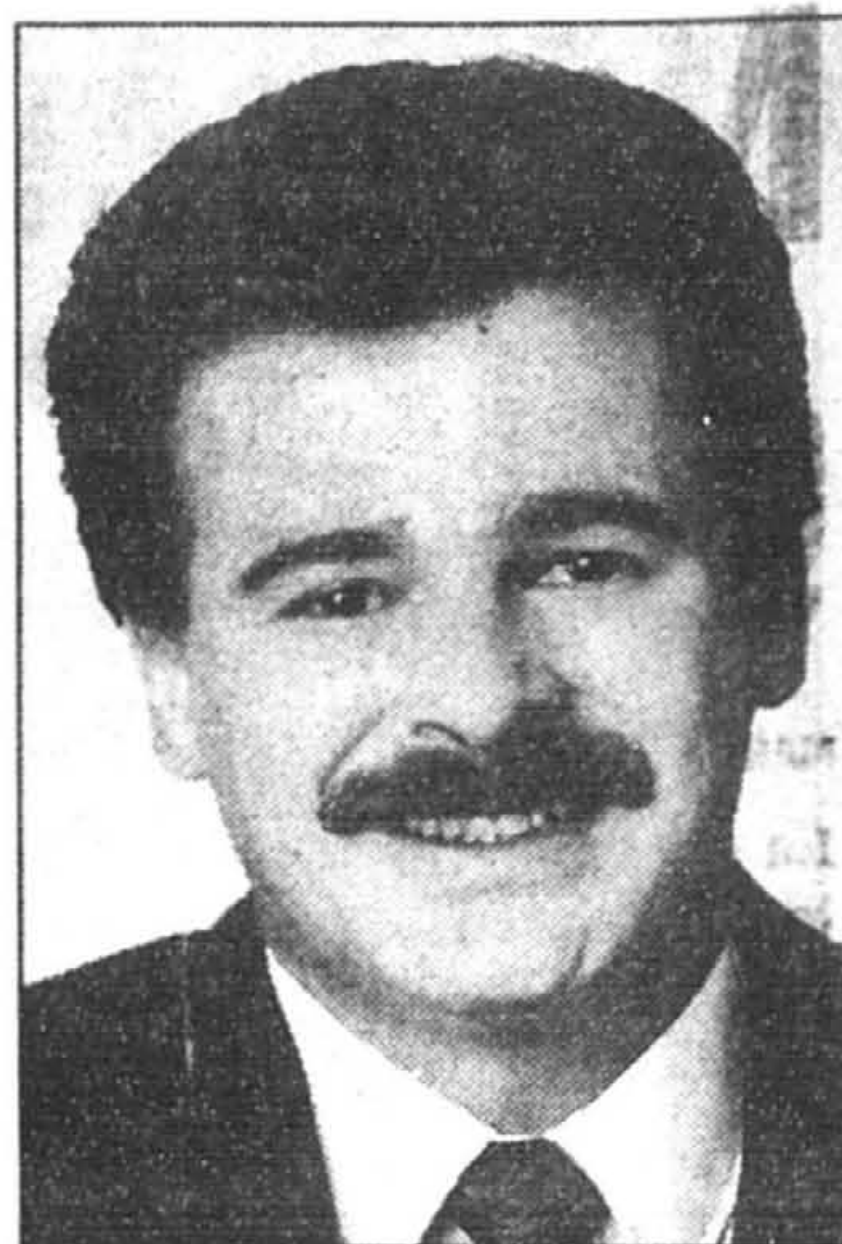
Hubert Meilleur, maire de Mirabel.



Gilles Vaillancourt, maire de Laval.



Richard Marcotte, maire de Mascouche.



Jean-Marc Robitaille, maire de Terrebonne.

Minuit moins cinq à l'hôtel de ville

ISABELLE HACHEY

Certains sont résignés, d'autres totalement révoltés. Tous sont sur le qui-vive. Il est minuit moins cinq pour les maires des banlieues nord de Montréal. Comment s'acquitteront-ils de la facture que leur a refilée le gouvernement du Québec ?

C'est demain que le ministre des Affaires municipales, Rémy Trudel, s'informera de l'état des négociations entre les municipalités du Québec et leurs employés afin de récupérer 6 % des coûts de main-d'œuvre. Plusieurs maires de la couronne Nord jugent que l'exercice est impossible. Et que le gouvernement n'aura pas le choix : il faudra une loi d'exception pour faire plier les syndicats.

À Saint-Eustache, par exemple, la convention collective des employés n'échoit qu'en décembre 1998. « C'est du jamais vu. Je ne sais pas comment on va pouvoir rouvrir une convention collective. Il va falloir que le gouvernement nous donne les outils pour le faire », dit le maire, Jean Prévost.

Mais le gouvernement refuse toujours d'annoncer ses intentions en cas d'échec des négociations. Ainsi, pour l'élaboration de leur prochain budget, les maires se sont munis d'un plan A, qui tient compte d'une loi d'exception, et d'un plan B, qui s'annonce beaucoup plus douloureux. Pour les administrations municipales, du moins.

Le maire de Terrebonne, Jean-Marc Robitaille, s'insurge contre les « ambiguïtés » entretenues délibérément, selon lui, par le gouvernement. « On nous dit « une loi spéciale si nécessaire, mais pas nécessairement », ironise-t-il. Ce que je veux, c'est que le langage soit clair ! » À Terrebonne aussi, les conventions collectives sont si-

gnées jusqu'en 1998 et 1999.

Les délais imposés par le gouvernement sont beaucoup trop courts, affirme pour sa part le maire de L'Assomption, Lionel Martel. « On nous demande de négocier tout ça en un mois, avec tous les syndicats, alors que ça peut pren-

dre deux ans en temps normal », déplore-t-il.

De son côté, le maire de Rosemère, Yvan Deschênes, jure qu'il retranchera 300 000 \$ de son prochain budget, l'équivalent de 6 % de la masse salariale des employés municipaux. Une mesure « réaliste », croit-il. « Je me fie aux déclarations du ministre Trudel, qui a dit qu'il prendrait les mesures nécessaires, le 25 novembre. »

Alors que le maire de Blainville, Pierre Gingras, a promis de geler le compte de taxes des citoyens jusqu'en 2001, celui de Mascouche, Richard Marcotte, tient un tout autre discours. Un discours aux anti-

podes, en fait, de ceux de ses homologues de la couronne Nord, qui affirment tenter « par tous les moyens » de ne pas hausser le fardeau fiscal de leurs concitoyens...

Le maire Marcotte promet ni plus ni moins que de transférer la totalité de la facture gouvernementale aux comptes de taxes des Mascouchois ! « Depuis 1992, nous avons coupé plus de 10 % de la masse salariale. On ne peut rien faire de plus », explique celui qui ne craint pas de prendre une décision impopulaire. « Les citoyens savent que ce n'est pas dû à l'administration de la ville. Le plus important dans la vie, c'est de dire la

vérité. Et la vérité, c'est que nous sommes devenus des collecteurs de taxes pour le gouvernement ! »

La nouvelle mairesse de Repentigny, Chantal Deschamps, est moins radicale. Elle souhaite maintenir les taxes à un bas niveau, mais ajoute du même souffle qu'elle n'est pas « la fée des étoiles ». Une hausse éventuelle due à la réforme Trudel sera clairement identifiée comme telle sur le compte de taxes des Repentinois, promet-elle toutefois.

Même si elles réussissent à réduire leurs coûts de main-d'œuvre, la plupart des municipalités ne se seront acquittées que de la moitié de leur facture. Et comme la majorité des maires répugnent à hausser les taxes, d'autres mesures sont envisagées, telles que la tarification, la réduction ou la fusion des services municipaux. « Nous allons passer en revue tous les services que nous offrons », admet Yvan Deschênes.

« Le gouvernement veut qu'on coupe dans les services, on va le faire ! » tranche le maire de Mirabel, Hubert Meilleur. Là-bas, ce sont peut-être les cadres qui devront faire leurs valises ou, du moins, se serrer la ceinture. « Ici, une secrétaire monoparentale qui gagnent 20 000 \$ par an, c'est un salaire normal. Ma philosophie, c'est de réduire les écarts entre les cadres et les cols bleus et blancs. »

Enfin, à Laval, le maire, Gilles Vaillancourt, a promis de maintenir le gel du compte d'impôt foncier en 1998, malgré un transfert gouvernemental de 15,7 millions. Des ententes ont déjà été conclues avec trois syndicats pour récupérer 6 % des coûts de main-d'œuvre. Mais la partie s'annonce beaucoup plus corsée avec les pompiers et les policiers.



Jean Prévost, maire de Saint-Eustache.



Yvan Deschênes, maire de Rosemère.



Pierre Gingras, maire de Blainville.

Les affaires roulent bien: 3,9 %*



BMW Série 3

On peut dire que les affaires roulent bien pour vous! Et pour cause! Pour un temps limité, vos concessionnaires BMW du Grand Montréal mettent à l'épreuve votre sens des affaires en vous offrant le plaisir de louer une fougueuse BMW de la série 3 à un taux de seulement 3,9%. Hâtez-vous d'en profiter! Cette offre se termine malheureusement le 31 décembre 1997. Que voulez-vous... les affaires sont les affaires!

Offre spéciale: obtenez également 4 pneus d'hiver gratuits.**

Montréal
Canbec Automobiles inc.
4090, rue Jean-Talon Ouest
Montréal
731-7871

Laval
Boulevard St-Martin Auto inc.
1430, boul. St-Martin Ouest
Chomedey, Laval
667-4343 / Mtl 343-3412

Banlieue Ouest
Automobiles Jalbert inc.
16710, Route Transcanadienne
Kirkland
695-6662 / 343-3413

Rive Sud
Park Avenue BMW
8755, boul. Taschereau Ouest
Brossard 445-4555
Montréal 875-4415



Le plaisir de conduire.

* Offre valable sur tous les modèles 328i 1998 neufs. Les taux de location sont ceux offerts exclusivement par les Services financiers BMW et sont disponibles auprès des concessionnaires participants, conditionnellement à l'approbation de crédit. Les mensualités de 499\$ plus taxes sont basées sur un contrat de crédit bail à terme de 36 mois, avec un versement initial ou une valeur de reprise de 6 000\$ plus taxes. Valeur résiduelle garantie de 27 782\$. Des frais de 0,12 \$/km s'appliquent sur la portion du kilométrage excédant 18 000 km par année. Fret, transport et préparation en sus. Consultez votre concessionnaire BMW du Grand Montréal pour connaître tous les détails. Cette offre prend fin le 31 décembre 1997.

** Les pneus Pirelli seront installés selon les spécifications du manufacturier et selon les disponibilités du concessionnaire BMW.

POSSÉDEZ UNE VOITURE NEUVE À TOUS LES 2 ANS

TOUJOURS LES MEILLEURS PRIX GARANTIS!

LECTEUR CD INCLUS PROTEGÉ SE 1998 LOCATION 24 MOIS

- Équipement complet
- Moteur 4 cyl injection
- AM / FM stéréo
- Volant inclinable
- 2 miroirs

179\$* PAR MOIS

mazda

LECTEUR CD INCLUS 626 LX 1998 LOCATION 24 MOIS

- Automatique
- Véhicule tout équipé
- Groupe électrique complet
- Transmission automatique

298\$* PAR MOIS

mazda

*T.T.P. en sus. Protégé 15000
626 11000 comptant. Sujet à approbation de crédit

LOCATION
MAZDA

Querín
mazda

1530, boul. Chomedey
Laval: 688-4787 Mtl: 336-7272

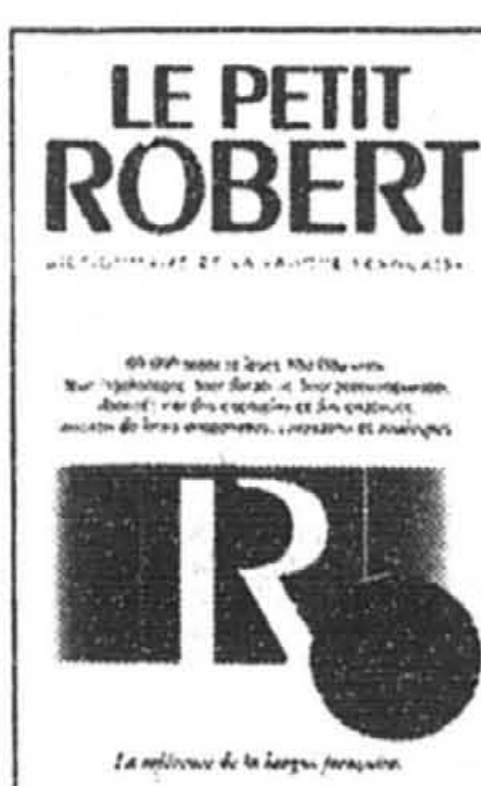
L'AUTORITÉ



C'est facile
à emballer!



L'AUTORITÉ



DERNIÈRE ÉDITION !

LE PLUS RESPECTÉ
DES MILIEUX SCOLAIRE
ET PROFESSIONNEL

PLUS DE 60 000 MOTS

LES SIGNIFICATIONS
LES PLUS ACTUELLES

ANALOGIES,
SYNONYMES, ANTONYMES
ET HOMONYMES

HISTOIRE DES MOTS

CITATIONS LITTÉRAIRES

TABLEAUX DE
CONJUGAISON, ETC.



ON LE PREND AU MOT !
<http://www.dicorobert.com>

Va pour le caractère « unique » du Québec, dit le Nouveau-Brunswick

HUGUETTE YOUNG
de la Presse Canadienne, OTTAWA

La déclaration de Calgary, qui énonce le caractère « unique » du Québec et l'égalité des provinces, ne fait peur à personne au Nouveau-Brunswick. Même qu'elle ne va pas assez loin.

C'est le constat que fait la coprésidente d'un comité parlementaire chargé de consulter la population au sujet de la déclaration de Calgary, la ministre de l'Environnement, Joan Kingston.

Débordant d'optimisme, elle souligne que la réaction des Néo-Brunswickois à la déclaration de Calgary a été très chaleureuse. La seule note discordante est venue du leader du parti COR, Confédération des régions, Greg Hargrove, et de groupuscules isolés.

« Je ne suis pas surprise du résultat, a expliqué Mme Kingston. Nous sommes déjà allés plus loin par le passé (...). Nous avons reçu un appui inconditionnel à la déclaration de Calgary. »

Selon elle, cet énoncé de principe ne pose pas problème au Nouveau-Brunswick car les mentalités ont évolué. Sur les 75 représentations qui ont été faites, la réaction a été très favorable, presque unanime, a-t-elle fait savoir.

Il ne faut pas s'en étonner, selon Mme Kingston, car le Nouveau-Brunswick avait fait adopter une résolution unanime dans son assemblée législative reconnaissant le Québec comme une société distincte, dans les jours précédant le référendum d'octobre 1995. De plus, bien avant, grâce à une modification constitutionnelle bilatérale, le Nouveau-Brunswick a fait enlever la Loi 88 sur l'égalité des deux communautés linguistiques, dit-elle.

Les citoyens ont pu se prononcer au cours d'audiences publiques, en naviguant sur le site Web ou en

donnant leurs impressions grâce à une ligne 1-800.

Les audiences qui n'ont duré que trois jours sont maintenant terminées.

L'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick doit reprendre ses travaux mardi. Un rapport est prévu pour la mi-décembre. Puis, les trois partis — libéraux, néo-démocrates et conservateurs —, se mettront d'accord sur une résolution favorable à Calgary vers la mi-décembre, prévoit Mme Kingston.

Ailleurs au pays

En Saskatchewan également, le processus est bien entamé. Quelque 160 réunions publiques organisées par les députés de tous les partis dans chacune des 58 circonscriptions ont déjà eu lieu.

Le tout se terminera vendredi et samedi prochain au cours d'audiences télévisées à Saskatoon. On tentera d'en tirer un bilan et de voir s'il y a un consensus sur la déclaration de Calgary, a expliqué le ministre responsable Bernie Wiens.

Jusqu'à présent, a-t-il déclaré, la réaction a été plutôt favorable aux sept principes de Calgary. Selon lui, la reconnaissance de la place du Québec passe mieux depuis que l'on fait allusion à son « caractère unique » plutôt qu'aux termes « société distincte ».

S'il y a un « consensus » sur une résolution, elle sera déposée à l'Assemblée législative en février ou mars. Une autre « option » serait de convoquer une séance spéciale de l'Assemblée législative de la Saskatchewan en décembre.

ROUTE BARRÉE

«Youpiiii!»

UN JEEP, ÇA TIENT BIEN LA ROUTE...
MÊME S'IL N'Y EN A PAS!



309\$*

par mois

Transport inclus
Location, terme de 24 mois. Comptant initial de 3 960 \$.

JEEP GRAND CHEROKEE LAREDO 1998 4X4

L'ensemble 26E + GEG + LSA comprend :

• Système de sécurité antivol • Moteur 6 cylindres de 4 litres • Boîte automatique à 4 rapports • Freins à disque et antiblocage aux 4 roues • Selec-Trac à mode 4 RM permanent • Climatiseur • Lève-glaces et verrouillage électriques • Volant inclinable gainé de cuir • Régulateur de vitesse • Radio-cassette AM/FM stéréo • Verre pare-soleil à filtre • Roues en aluminium • Porte-bagages • Hayon de verre.

Association publicitaire des concessionnaires Jeep et Eagle.



LE SEUL ET UNIQUE

* Tarif mensuel établi d'après la description du véhicule ci-haut. Location, terme de 24 mois. Immatriculation, assurances et taxes en sus.
Taxes pour le climatiseur en sus (100 \$). Sous réserve de l'approbation de Crédit Chrysler Canada Ltd. Le premier versement et un dépôt de sécurité seront exigés.
Location pour usage personnel. Rachat non requis. Le locataire est responsable de l'excellent de kilométrage après 40 800 km au taux de 9 ¢ le km. Offre d'une durée limitée.
Chez les concessionnaires participants. Le concessionnaire peut louer à un prix moindre et avoir à commander.

Conférences



L'École des Hautes Études
Commerciales vous invite
à assister à ses conférences
publiques.

Lundi 24 novembre

à 12h **La Mission commerciale HEC en Australie**
par Antoine Panet-Raymond, professeur de marketing
Salle CIBC

à 19h **Le marketing de soi : comment se vendre
quand on est travailleur autonome ou professionnel**
par Jean-Marie Doizy, consultant, JMD Conseils en gestion
et développement d'entreprises
Amphithéâtre IBM

Mardi 25 novembre

à 12h **La mission commerciale HEC au Brésil**
par Tetchenna Bellange et Muriel Lara, étudiantes au B.A.A.
Salle Coopers & Lybrand / Laliberté Lancôt

à 19h **Les grandes tendances en commerce de détail**
par Jean-Charles Chebat, titulaire de la Chaire de commerce
Omer DeSerres et Jacques Nantel, directeur des programmes
Amphithéâtre IBM

Mercredi 26 novembre

à 12h **La mission commerciale HEC en Israël**
par Corinne Berneman, professeur de marketing
Salle Coopers & Lybrand / Laliberté Lancôt

à 19h **De la stratégie à la communication :
le cas de la campagne publicitaire Molson Export**
par Jean Boisvert, chef, recherche en marketing,
Les brasseries Molson, et François Lacoursière, directeur groupe
conseil, Cossette Communication-marketing
Une dégustation suivra la conférence.
Amphithéâtre IBM

Jeudi 27 novembre

à 12h **Le terrorisme de l'image :
le marketing des candidats politiques**
par Guy Côté, associé principal, Le cabinet de relations publiques
National, et André Morrow, président, Morrow Communications
Salle Banque de développement du Canada

à 19h Marketing at the Millenium

par Sidney Levy, directeur du Département de marketing, College
of Business and Public Administration, University of Arizona.
Psychologue réputé pour ses études portant sur le comportement
humain au quotidien, les relations interpersonnelles, les activités liées
au travail, le comportement du consommateur. Parmi ses publi-
cations, on retrouve : «The Product and the Brand», «Symbols for
Sale», «Social Class and Life Style» et «Broadening the Concept
of Marketing». Au terme de cette conférence de la Chaire de
commerce Omer DeSerres, M. Levy recevra une plaque honorifique
soulignant sa contribution au domaine du marketing.
Amphithéâtre IBM

Entrée libre pour toutes les conférences

Exposition soulignant le 90^e anniversaire de la création de l'École
HEC, les premières années... 1907-1926
Vitrines du Salon L'Oréal



Université
de Montréal

autobus
129 ou 51



**Aujourd'hui et demain,
90 000 membres
du secteur scolaire de la CEQ
prendront le temps d'évaluer
le projet de loi modifiant
la Loi sur l'instruction publique
et se prononceront**

**Ce sont des gens
qui ont l'éducation à coeur**



**Leur voix devra être entendue,
car le succès d'une importante réforme
en éducation passe par celles et ceux
(personnel enseignant, professionnel et de soutien)
qui font l'école au quotidien**

Pour avoir accès au document de consultation des membres de la CEQ et pour nous faire part de vos commentaires par Internet, voici notre adresse WEB :
<http://ceq.qc.ca/alaune/dossier.htm>
Courrier électronique : pettigrew.louise@ceq.qc.ca

CEQ

Lafayette organise sa révolution tranquille

CHRISTIANE GUÉRARD
collaboration spéciale
LAFAYETTE

Ce n'est pas un hasard si en avant-première de son 10^e Festival international commandité par TV5, les autorités locales de Lafayette, en Louisiane, avaient choisi, outre un concert, d'inviter des intellectuels cajuns à une soirée de poésie.

C'est qu'en choisissant ce moyen d'expression quelque peu anachronique, c'est la fierté et la détresse des Cajuns qui transparaissent de leur français, un français parfois impeccable, d'autre fois coloré (mélange de français du XVIII^e siècle épique de créole français et africain), mais un français qui se voulait en tout cas la langue de l'esprit et du cœur.

Les festivals sont aussi nombreux en Louisiane que les mois de l'année. C'est dans cette conjoncture que les Cajuns préparent le Festival international, calqué sur le modèle du Festival d'été de Québec, en avril prochain, et dont les retombées économiques sont d'autant plus appréciables qu'il repose sur les épaules de 1000 bénévoles. En 1997, l'impact sur l'économie est estimé à 5,3 millions.

D'autre part, les Cajuns préparent aussi la Franco fête 99 à l'occasion du tricentenaire de la Louisiane française, un événement qui monopolisera les francophones pendant toute l'année.

Après deux siècles d'assimilation anglophone, les Cajuns de la Louisiane, 898 716 résidents d'ascendance francophone, soit 21 % de la population totale, n'ont pas digéré que les soldats anglais les forcent à quitter leurs terres de la Nouvelle-Écosse pour les larguer dans les bayous et les prairies du delta du Mississippi. Désormais, ils veulent laisser en héritage leur langue, celle-là même qui à l'école leur valait des sévices corporels, celle-là même qu'ils avaient pris l'habitude de n'utiliser que dans l'intimité de leurs foyers.

Résultat : linguistiquement parlant, ils ont perdu une génération et aujourd'hui, ils ne veulent pas en perdre une autre.



PHOTO SUZANNE BROWNLEE, collaboration spéciale

Dans la paroisse de Lafayette, en Louisiane, l'école publique d'immersion française de Myrtle Place a une capacité de 366 enfants.

Le rayonnement de la francophonie en Louisiane est inversement proportionnel aux moyens financiers dont disposent les neuf paroisses les plus acharnées, dont Lafayette fait partie avec 33 000 habitants parlant français sur une population de 90 000.

C'est dans cette conjoncture tout à fait particulière que Lafayette organise au mieux sa révolution tranquille, amorcée il y a 20 ans par le chanteur Zachary Richard.

Mais outre ces événements majeurs, Lafayette dispose d'une autre force de frappe, permanente cette fois : le CODOFIL, Conseil pour le développement du français en

Louisiane, qui a obtenu que le français soit non seulement enseigné et reconnu officiellement comme langue seconde dans les écoles élémentaires et secondaires publiques, mais qu'il existe des écoles d'immersion où l'enseignement du français soit assuré par des professeurs recrutés en France, au Belgique, au Canada, et en Afrique.

Cet esprit d'ouverture sur l'étranger s'est aussi manifesté avec la création du Centre international de Lafayette, dont le mandat consiste à attirer et favoriser l'exportation francophone (toutes les peaux destinées à la maroquinerie signée de la griffe française Hermès pro-

viennent d'ailleurs de Lafayette). Enfin, comme elle est jumelée à Poitiers en France, Namur en Belgique et Longueuil au Québec, Lafayette bénéficie de façon ponctuelle d'échanges culturels et touristiques avec ces pays.

Pour l'avocat québécois Jean Ouellet, installé depuis deux ans à Lafayette et marié à une Louisianaise, cette renaissance de l'identité francophone en Louisiane est emballante. « De tous les États américains, la Louisiane est le seul à avoir gardé le Code napoléonien, dit-il, et prenez les grands-parents de ma femme, ils ne parlent que le français ».

Par contre, selon le Québécois

Erik Charpentier, qui vit la réalité cajun depuis qu'il a émigré dans la paroisse de Lafayette et y travaille à titre de responsable de la programmation du Festival international, il ne faut pas sauter trop vite aux conclusions et ne considérer la Louisiane que sous l'angle folklorique d'un paradis perdu francophone.

Même si ce vent de libération en-dehors des contingences américaines est réel et qu'il véhicule un espoir, celui-ci reste fragile et ne touche qu'une minorité.

La réalité au quotidien est américaine et la francophonie même, surtout à Lafayette, est une francophonie d'exil !

Une offre d'INTERNET MICROTEC aux PME et travailleurs autonomes

FOUTEZ VOTRE COMPTABLE À LA PORTE !



Profitez du plan d'accès illimité de 3 mois à INTERNET MICROTEC pour seulement 26,95 \$ par mois* et ...

GRATUIT !



GAGNANT DU MIM D'OR 1997

Recevez en prime LE COMPTABLE MAKISOFT, version française, le logiciel comptable le plus performant de sa catégorie mais aussi le plus simple à utiliser !

UN CADEAU D'UNE VALEUR DE 69,95 \$

GRATUIT !

Obtenez en plus le CD d'installation ultra simplifiée d'INTERNET MICROTEC sans AUCUNS FRAIS D'ACTIVATION !

ABONNEZ-VOUS IMMÉDIATEMENT !

388-1144
1 888 638-6427 de l'extérieur
Faites vite, les quantités sont limitées !

Internet Microtec
www.microtec.net



* Sujet à un abonnement de 3 mois prépayé (80,05 \$ plus taxes applicables) porté sur carte VISA ou MasterCard, ou réglé par paiement préautorisé. LE COMPTABLE MAKISOFT fonctionne sous environnement Windows 3.1 et 95. En contrepartie, les utilisateurs de Mac ou autres systèmes d'exploitation ont droit à un mois d'abonnement supplémentaire sans frais. Cette promotion est strictement offerte aux nouveaux clients et est valide jusqu'au 31 décembre 1997 ou jusqu'à épuisement des stocks.



UNE SEMAINE SEULEMENT!



NETTOYAGE DE MOQUETTES Rabais de 50%

19\$ UNE PIÈCE ET UN VESTIBULE nettoyés à la vapeur
Notre prix ord. : 40 \$

Notre service 4 étoiles :
une garantie de satisfaction à coup sûr!

- Nos puissants appareils à la vapeur nettoient vos moquettes à fond et leur rendent toute leur fraîcheur.
- Nos spécialistes apportent un soin particulier au nettoyage des taches rebelles et des endroits plus passants.
- Nous déplaçons et remettons en place la plupart des meubles pour pouvoir nettoyer dans tous les coins.
- Nous vous fixons un rendez-vous qui vous convient. Nous travaillons même le samedi et le dimanche.

69\$ 6 pièces et un vestibule nettoyés à la vapeur
Notre prix ord. : 93 \$

Nous vous recommandons la MÉTHODE DE NETTOYAGE DE LUXE EN 2 ÉTAPES pour les moquettes qui n'ont pas été nettoyées professionnellement depuis au moins 12 mois. Seulement 10 \$ de plus par pièce.



79\$ Nettoyage de meubles Canapé et 2 fauteuils nettoyés à la vapeur

Nos méthodes de nettoyage sont adaptées à chaque tissu, pour de meilleurs résultats. Frais supplémentaires pour le nettoyage à sec, les coussins non attachés, le coton haïtien et les meubles modulaires.



NETTOYAGE DE CONDUITS DE VENTILATION

139\$ maison au complet*
Inclus : conduits principaux, nombre illimité de bouches.

APPELÉZ DU LUNDI AU SAMEDI DE 8 H À 18 H

Montréal (514) 339-5420 Trois-Rivières (819) 378-8480
Sherbrooke (819) 820-1417 Drummondville/Victoriaville (819) 474-8007

Traitement de protection des fibres offert moyennant des frais additionnels. Le vestibule est limité à 10 pieds linéaires et doit être étanche. Renseignez-vous sur notre trousse de détection d'humidité. Service de nettoyage moyennant 9 \$ additionnels par pièce. Les pièces de plus de 200 pieds carrés comptent pour 2 pièces ou plus. *Pour systèmes de chauffage simples. Frais additionnels pour serpentins de climatisation et portes d'accès, s'il y a lieu. Services résidentiels seulement. Les offres expirent le 29 novembre 1997.



Des Lyonnais lancent le « Smoked Meat de Montréal »

MICHEL DOLBEC
de la Presse Canadienne, PARIS

Des Français se lancent dans la production de « *smoked meat* ». Une nouvelle société lyonnaise a en effet acheté la recette de la célèbre viande fumée et l'a commercialisée sous l'appellation « Smoked Meat de Montréal ».

Cette société, baptisée « Smocmeat », rassemble le plus gros traiteur, la première entreprise de viande et un géant de la salaison haut de gamme de Lyon.

L'entreprise, au terme de deux années de négociations, a acquis le savoir-faire de la maison Kurt Horn Inc., de Montréal, le fournisseur de Ben's et de nombreux restaurants. Horn touchera des redevances « importantes » sur les ventes du « *smoked meat* » français.

L'importation pure et simple de viande fumée n'était pas envisageable : la viande de boeuf nord-américaine, parce qu'elle contient des hormones, n'a pas accès au marché européen.

Les Français, sauf ceux qui y ont goûté lors d'un séjour à Montréal, ignorent tout de la poitrine de boeuf façon « *smoked meat* ». Les associés de Smocmeat sont pourtant convaincus de pouvoir percer rapidement le marché français.

La production, lancée il y a quelques semaines, atteint une tonne par semaine. Elle devrait passer à 200 tonnes par an en 1998, pour un chiffre d'affaires de deux millions de dollars, ce qui ne sera rien encore au regard de 1200 tonnes vendues chaque année par Kurt Horn Inc., un des cinq fabricants montréalais.

« Nous allons d'abord attaquer la restauration avant de passer à la grande distribution. Il existe un intérêt considérable pour notre produit », explique Henri Gabriel, président des abattoirs de Lyon (50 millions \$ de chiffre d'affaires — 10 000 tonnes de viande par année).

Le *smoked meat* français ressemble en tout point à l'original. Philippe Moncourrier, président de Gast-

Moncourrier, a respecté à la lettre la recette montréalaise. « Nous avons été très surpris au départ par le côté traditionnel de la recette, raconte-t-il.

« Ça se rapproche des méthodes de salaison que nous connaissons. Mais même si ça paraît simple, il y a des trucs, une espèce de recette secrète, qu'il faut absolument connaître pour obtenir une viande tendre et d'une belle couleur. »

Jean-Paul Pignol, traiteur officiel de la prochaine Coupe du monde de soccer, a mis cette viande fumée au menu de tous ses buffets. « La première qualité du *smoked meat*, c'est d'être adaptable. Cette viande offre des possibilités incommensurables. Et elle reste fraîche très longtemps. C'est un produit de grande consommation de grande

qualité. »

Les habitués de chez Schwartz, boulevard Saint-Laurent, à Montréal, seraient bien étonnés de voir tout ce que le chef Georges Chauvet, associé lui aussi à cette aventure, peut faire avec de la viande fumée.

Le grand cuisinier d'origine française, établi au Canada depuis 45 ans, avait remporté une médaille d'or aux Olympiades culinaires de Francfort, en 1992. Pour lui, la viande fumée, ce n'est pas que des tranches sur du pain de seigle.

« On peut remplacer le lard de la quiche lorraine par de petites lanières de *smoked meat*. On peut le servir en julienne, le mettre sur la pizza, l'ajouter à la choucroute ou au cassoulet, dans les pâtes », a-t-il expliqué.

Escort et Windstar 98

Sautez sur les bonnes locations

Escort SE 98 Familiale ou berline



198\$*
PAR MOIS

TRANSPORT INCLUS.
AUCUN DÉPÔT DE SÉCURITÉ
— REQUIS.

- Climatiseur
- Entrée sans clé du côté conducteur avec 2 télécommandes
- Moteur de 2 L, 110 ch
- Boîte manuelle 5 vitesses
- Deux sacs gonflables
- Freins assistés
- Radio AM/FM stéréo avec haut-parleurs haut de gamme
- Glaces teintées
- Banquette arrière à dossier divisé repliable 60/40

CHOISISSEZ LE PAIEMENT QUI VOUS CONVIENT LE MIEUX

MISE DE FONDS ou échange équivalent	MENSUALITÉ LOCATION 24 MOIS
2750\$	198\$
1750\$	248\$

LOCATION SANS COMPTANT DISPONIBLE

AVANTAGES
24
mois
LOCATION

LE PLAISIR DE CHANGER DE
VÉHICULE AUX DEUX ANS

OPTION D'ACHAT À
VALEUR GARANTIE

MINIMISEZ VOTRE
OBLIGATION FINANCIÈRE

Windstar GL 98



269\$*
PAR MOIS

TRANSPORT INCLUS.
AUCUN DÉPÔT DE SÉCURITÉ
REQUIS.

- 4 fauteuils Capitaine
- Climatiseur
- 7 passagers
- Jantes en aluminium de 15 po
- Freins ABS aux 4 roues

GRUPE 357B :

- Moteur V6 de 3,8 litres, 200 chevaux
- Volant réglable
- Programmeur de vitesse
- Groupe électrique :
 - Verrouillage des portes
 - Lève-glaces
 - Rétroviseurs
- Glaces unidirectionnelles

CHOISISSEZ LE PAIEMENT QUI VOUS CONVIENT LE MIEUX

MISE DE FONDS ou échange équivalent	MENSUALITÉ LOCATION 24 MOIS
2995\$	269\$
1995\$	319\$

LOCATION SANS COMPTANT DISPONIBLE

PROGRAMME POUR DIPLÔMÉS :
Obtenez un rabais supplémentaire de 750 \$.
Voyez votre concessionnaire pour les détails.

OFFRES D'UNE DURÉE LIMITÉE



Vos concessionnaires Ford et vos
concessionnaires Lincoln Mercury

Notre site web : www.acfmq.qc.ca



* Première mensualité exigée. Immatriculation, assurances et taxes en sus. Des frais de 0,08 \$ de kilomètre après 36 000 kilomètres et d'autres conditions s'appliquent.

La population manifeste pour son hôpital à Bernierville

YANN PINEAU

De 1500 à 2000 personnes — selon les organisateurs — ont manifesté hier devant l'hôpital Saint-Julien, à Bernierville, pour que le ministre de la Santé et des Services sociaux, Jean Rochon, exige de la régie régionale Mauricie/Bois-Francs qu'elle prenne le temps de consulter le milieu avant d'enclencher la désinstitutionnalisation des 552 patients de l'hôpital.

La régie a en effet demandé à l'hôpital un plan de fermeture pour juin 1998, mais la population tient absolument à ce que l'hôpital demeure un établissement de santé — sous une forme ou sous une au-

tre — même après l'intégration dans la communauté d'une grande partie des patients atteints de déficience intellectuelle.

Hier, les manifestants sont partis vers midi de l'église de Bernierville pour se rassembler dans un stationnement de l'hôpital où plusieurs notables ont pris la parole jusque vers 14 h.

On comptait notamment parmi eux le député libéral provincial de Frontenac, Roger Lefebvre, le préfet de la MRC de L'Amiante, Fernand Huot, celui de la MRC de L'Érable, Martial Demers, le maire de Bernierville, Luc Saint-Pierre, celui de Saint-Ferdinand, Richard Blondeau, de même que le curé de

Saint-Ferdinand, Magella Marcoux, ainsi que des représentants de la CSN, de la Fédération des infirmières du Québec et de l'Union des producteurs agricoles.

L'un des organisateurs de la manifestation, Yves Charlebois, qui est aussi conseiller municipal à Saint-Ferdinand, a expliqué qu'il y avait eu moins de manifestants qu'il ne l'espérait à cause du mauvais temps qui sévissait hier.

Cela n'a toutefois pas empêché Luc Saint-Pierre, également président du comité de survie de l'hôpital, d'être optimiste sur l'éventuelle visite du ministre Rochon à l'hôpital dans les jours à venir.

« Ce qu'on veut du ministre Ro-

chon, explique M. Saint-Pierre, c'est qu'il impose un moratoire de trois mois sur la fermeture de l'hôpital pour que la régie consulte vraiment tous les intervenants afin de trouver une nouvelle vocation au bâtiment. Pour ce qui est de la désinstitutionnalisation, on est d'accord. On veut juste que la régie prenne le temps de consulter et de réfléchir à la meilleure façon de faire les choses. »

Les deux municipalités les plus proches de l'hôpital, Bernierville et Saint-Ferdinand, comptent 2500 habitants (en incluant les patients de Saint-Julien). Environ le tiers des 911 employés de l'hôpital résident dans ces deux localités.



La couverture du dernier numéro du magazine Time est consacrée aux parents des septuplés.

« Attention », disent les jumelles Dionne aux parents des septuplés

d'après AP et CP

Rappelant leur enfance difficile, les trois jumelles Dionne toujours en vie ont averti les parents des septuplés d'Iowa des périls de la célébrité.

La vie des sept enfants de Kenny et Bobbi McCaughey « ne devraient pas différer de celle des autres enfants », plaident Annette, Cécile et Yvonne Dionne dans une lettre publiée dans le premier numéro de décembre du Time. « Des naissances nombreuses ne devraient pas être confondues avec le spectacle, pas plus qu'elles ne devraient permettre de vendre des produits », écrivent les sœurs de 63 ans.

Conçues avant les traitements de l'infertilité, les cinq jumelles identiques sont nées le 28 mai 1934 près de North Bay, en Ontario. Pesant moins de deux livres chacune, elles étaient les premières quintuplées à survivre aux premiers jours de leur vie.

Instituées en attraction touristique par le gouvernement ontarien, à qui elles ont demandé compensation, les jumelles Dionne ont grandi dans une famille franco-ontarienne pauvre, avant de passer aux mains de l'État en 1935.

Trois films ont été tirés de leurs vies, ainsi qu'une biographie qui a semé la zizanie dans la famille Dionne à cause d'allégations d'inceste. Les poupées Dionne ont connu un grand succès dans les années 30.

Les jumelles ont grandi à Quintland, un parc thématique situé en face de la maison de leurs parents, où les fillettes étaient exhibées. Chaque jour, jusqu'à 6000 curieux les regardaient jouer derrière un miroir sans tain.

« Nos vies ont été ruinées par notre exploitation par le gouvernement de l'Ontario, où nous sommes nées, écrivent les sœurs. Trois fois par jour, nous constituons une curiosité pour des millions de touristes. »

L'une des cinq sœurs, Émilie, est morte en 1954, et une autre, Marie, en 1970.

Les trois survivantes demeurent à Saint-Bruno et espèrent que leurs vies servent de leçon aux McCaughey. « J'espère que leurs enfants auront droit à plus de respect que nous. »

Elles sermonnent aussi ceux qui seraient tentés de profiter de la renommée des septuplés. « À ceux qui tenteront d'exploiter la célébrité de ces enfants, nous disons : attention. »

Les parents McCaughey ont été inondés de cadeaux depuis la naissance de leur deuxième enfant. Seul le père, Kenny, 27 ans, a un salaire comme employé à la comptabilité chez un concessionnaire automobile.

Les sept enfants ont maintenant six jours et leur mère, Bobbi, est rentrée à la maison hier. Six d'entre eux sont en santé malgré un état précaire, alors que le plus gros, Kenneth, se porte bien depuis son premier repas, samedi, et respire de lui-même. Selon les médecins, il est normal que les prématurés aient des premiers jours difficiles. Les septuplés sont nés à 30 semaines et demie et pesaient à la naissance entre 1,05 et 1,48 kilos.

Aucun groupe de septuplés n'a jusqu'à présent entièrement survécu au-delà de quelques jours.

Jusqu'où ira un vieux cargo arraisonné à Montréal?

ÉRIC TROTIER

Le Queen, ce vieux cargo rouillé arraisonné vendredi dans le port de Montréal pour cause d'insalubrité générale et mauvais état mécanique, a pu reprendre la mer hier matin après avoir effectué quelques réparations. Mais un juge de la Cour fédérale a ordonné, en après-midi, qu'il soit re-saisi, après que six marins se soient plaints de n'avoir pas reçu leur plein salaire depuis huit mois.

S'il respecte l'ordre du tribunal, le navire devrait normalement s'arrêter au port de Baie-Comeau, à 5 h ce matin. Mais le marshall André-John Landriau, responsable de l'application de l'ordre de Cour, craignait hier soir que le capitaine tente d'échapper aux garde-côtes

canadiens. « Le capitaine semble vouloir s'esquiver, a indiqué M. Landriau à La Presse. S'il refuse de rentrer au port de Baie-Comeau, les garde-côtes pourront tenter de l'intercepter à Sydney, en Nouvelle-Écosse (ce soir). Mais ils ne sont pas équipés de fusils pour le forcer. Nous verrons bien... »

L'ordre du tribunal fait suite à une plainte portée par le syndicat international des marins (ITF). « Nous avons porté plainte pour une somme de 135 000 \$, équivalant au salaire non versé aux six membres de l'équipage depuis le mois de mars. Pour obtenir sa libération, la compagnie propriétaire du cargo devra verser le salaire aux six marins, ou encore verser la même somme en cautionnement en

attendant la fin des procédures judiciaires », a déclaré à La Presse l'avocat des marins, Gary Waxman.

Représentant la Fédération internationale de transport (ITF, le syndicat des marins qui avait porté plainte contre l'armateur grec Eurocarriers S.A., propriétaire du Queen, vendredi), M. Waxman a expliqué que les six marins plaignants, originaires des Philippines, se trouvent actuellement dans un hôtel de Montréal, après avoir été expulsés du navire manu militari, dans la nuit de samedi à dimanche.

Ces six marins avaient déclenché une grève pour protester contre leurs conditions insalubres, vendredi. Dommages majeurs sur le pont, fissures qui laissaient infiltrer la fumée des moteurs dans les cabi-

nes, panneaux d'écoutes non étanches, absence d'eau potable à bord, plomberie déficiente, etc ; les inspecteurs de Transport Canada ont recommandé plusieurs réparations d'urgence, samedi, avant de libérer le cargo, hier matin.

« Nous avons proposé des mesures temporaires qui permettraient au navire de faire le voyage », a indiqué Émile Le Bars, responsable de la sécurité des navires à Transport Canada.

Donc, le cargo chargé de grains et venant des Grands Lacs était reparti en direction de l'Atlantique (sa destination finale est l'Arabie saoudite), hier matin, quand un huissier a fait savoir à son capitaine qu'un ordre de saisie avait été délivré par un juge de la Cour fédérale.

À Radio-Canada, le journalisme d'enquête n'a pas de prix.

Il en a trois.

PRIX JUDITH-JASMIN :

Reportage long :

Hélène Pichette et Louise Lemelin pour *TROC : Made in Québec*

Le Point

Reportage court :

Bernard Drainville pour *Pierre Bourque et le financement illégal de Vision Montréal*

Montréal ce soir

Mention spéciale :

Alain Saulnier, Francine Tremblay et Simon Durivage pour *De nouvelles révélations sur le FLQ*

Enjeux

Ici Radio-Canada
Télévision

ANGLAIS
COURS AXES SUR LA CONVERSATION
Petits groupes : 3 à 7 personnes, admission continue
COURS INTENSIFS : à temps partiel et semi-intensifs
de jour, 21 h / semaine 1 à 6 fois par semaine
2 semaines : 230 \$ matin, après-midi, soir, samedi
4 semaines : 420 \$ 210 \$ / 30 h, 380 \$ / 60 h, 550 \$ / 90 h
(Taxes tout compris, aucune taxe, déboursement d'impôt)
Formation en entreprise adaptée à vos besoins
Cours particuliers : toutes les langues
Converlang
5260, av. du Parc
www.converlang.com 278-5309

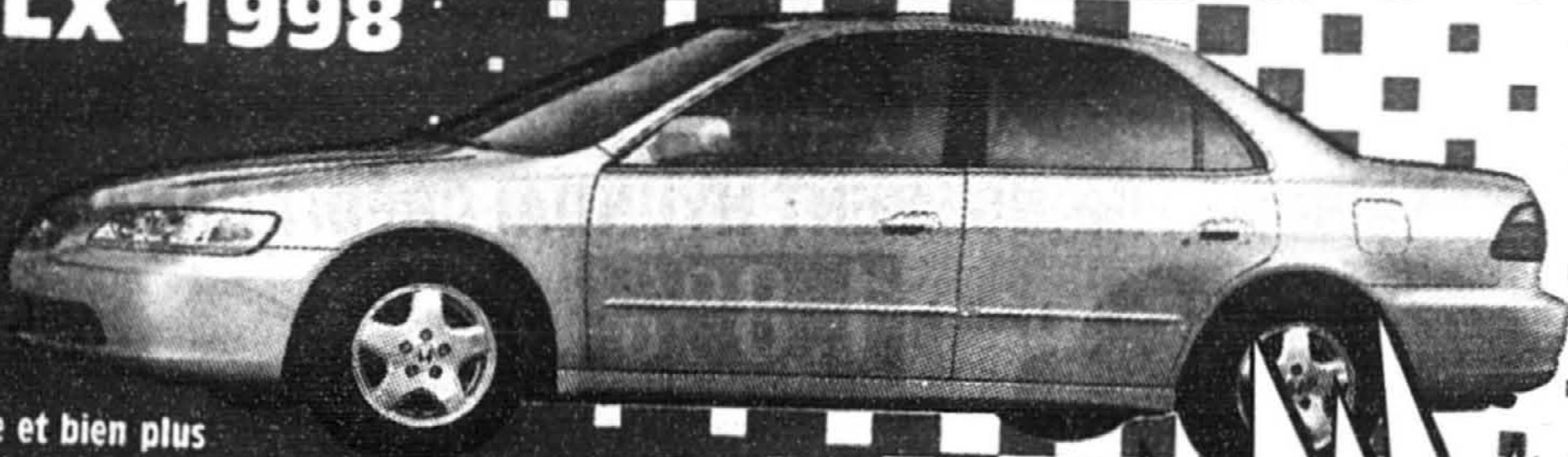
TÊTES D'AFFICHE À PRIX RECORDS!

BERLINE ACCORD LX 1998

318\$*

par mois,
location 48 mois

Air climatisé, transmission automatique, groupe électrique et bien plus



BERLINE CIVIC LX 1998

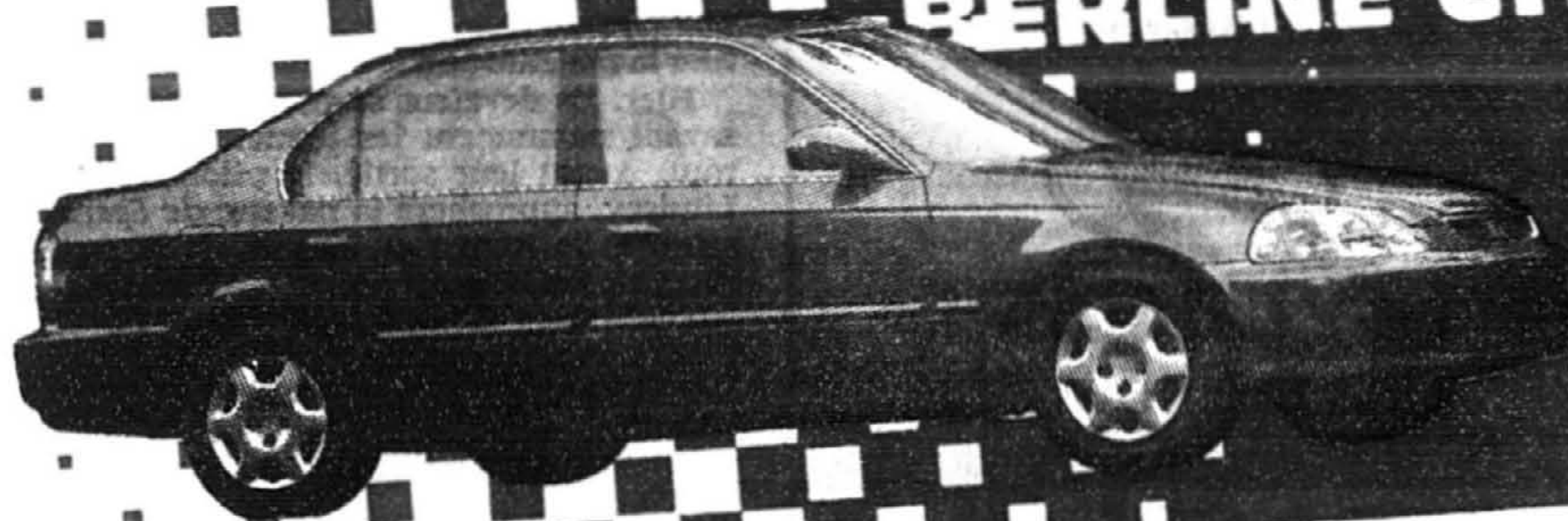
218\$* OU

par mois,
location 48 mois

NOUVELLE OFFRE!

4,8%**

sur financement d'achat
jusqu'à 60 mois sur toutes les
berlines Civic 1998 neuves



ODYSSEY 1998

298\$* OU **4,8%****

par mois,
location 48 mois

sur financement d'achat
jusqu'à 60 mois sur toutes les
Odyssey 1997 et 1998 neuves



CR-V LX 1997

298\$* OU **4,8%****

par mois,
location 48 mois

sur financement d'achat
jusqu'à 60 mois sur tous
les CR-V 1997 neufs



CIVIC HATCHBACK CX 1998

208\$*

par mois,
location 48 mois



ÉVÈNEMENT

**EN TÊTE
DE LIGNE**

HONDA

*Location-bail offerte par Honda Canada Finance Inc. portant sur la berline Accord LX 1998 (modèle CG564W), la berline Civic LX 1998 (modèle EJ653W), la Odyssey 1998 (modèles RA384W et RA386W), le CR-V LX 1997 (modèle RD185V) ou sur la Civic hatchback CX 1998 (modèle EJ632W) neufs. Selon le modèle, un versement initial de 2 110 \$, 740 \$, 1 550 \$, 1 950 \$, ou 520 \$ ou un échange équivalent, la première mensualité et un dépôt de garantie de 400 \$, 275 \$, 375 \$, 375 \$ ou 250 \$ sont exigibles. Programmes sans versement initial également offerts. Limite de 96 000 km, frais de 0,10 \$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation (850 \$ dans tous les cas) ainsi que taxes, assurance et immatriculation en sus. **Programme de financement de H.C.F.I. à 4,8 % offert à l'achat de tous les modèles berline Civic 1998, Odyssey 1997, 1998 et CR-V 1997 neufs pour des termes de 24, 36, 48 ou 60 mois. Un versement initial pourrait être exigé. Offres d'une durée limitée. Sujet à l'approbation du crédit. Photos à titre indicatif. Tous les détails chez votre concessionnaire Honda.

VOS CONCESSIONNAIRES HONDA DU QUÉBEC

HONDA

CONÇUES ET CONSTRUITES
SANS CONCESSION.



LES BONNES NOUVELLES CIRCULENT VITE!



❶ Prix du « Meilleur achat » en 1996, 1997 et 1998. *Le Magazine Carguide*



TAUX DE FINANCEMENT HYUNDAI CRÉDIT CANADA



à partir de **1,8%***

DISPONIBLE SUR
CERTAINS MODÈLES
1997 EN INVENTAIRE



HYUNDAI
Une ère nouvelle



L'UNE DES MEILLEURES GARANTIES DE L'INDUSTRIE :
5 ANS / 100 000 km (éléments importants)
ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES (3 ans / 60 000 km
standard) Incluant : livraison d'essence • changement de roue
en cas de crevaison • déverrouillage • remorquage

*Photos à titre indicatif seulement. Taux de financement à l'achat à partir de 1,8 % basé sur un terme de 24 mois applicable aux modèles 97 illustrés
offerts par Hyundai Crédit Canada. ** Paiements de location basés sur un contrat de 48 mois pour l'ACCENT L 3 portes 98 et l'ELANTRA GL 98 à partir de
168 \$ / 198 \$. L'obligation totale du consommateur pour 48 mois est de 8 064 \$ / 9 504 \$ respectivement. Versement initial de 850 \$ ou échange équiva-
lent en sus de la première mensualité et d'un dépôt de sécurité de 200 \$ / 250 \$. Option d'achat au terme de la location. Transport, préparation, taxes et
immatriculation en sus. Kilométrage annuel de 20 000 km, 8 c par kilomètre supplémentaire. Ne peut être jumelée à aucune autre offre. Sujet à l'approba-
tion du crédit. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Offre d'une durée limitée avec livraison d'ici au 30 novembre 1997.

LES PARTENAIRES HYUNDAI DU GRAND MONTRÉAL

NORD
CHOMEDY HYUNDAI
682-6000
DESMETTES HYUNDAI, Laval
668-6393
HAMEL HYUNDAI, St-Eustache
974-0440

HOULE ET FRÈRES HYUNDAI, Terrebonne
471-4547
HYUNDAI AUTO ST-JÉRÔME, St-Antoine
432-4252
HYUNDAI BLAINVILLE
434-5454

EST
COITEX HYUNDAI, Montréal
521-3201
HYUNDAI GABRIEL, Anjou
329-7777
HYUNDAI REPENTIGNY
856-7794

OUEST
AUTOMOBILES ULAN L.TÉE, Dorval
683-5702
HYUNDAI VALDREUIL
455-3677

SUD
HYUNDAI CASAVANT, St-Hyacinthe
774-6344 / 861-5028
HYUNDAI DE CHATEAUGUAY
699-8555
HYUNDAI LA PRAIRIE
659-2500
HYUNDAI VARENNES
652-4879 / 875-1978

LES AUTOMOBILES CLOGIN INC.
St-Jean-sur-Richelieu
348-8817
LONGUEUIL HYUNDAI
670-2090
SERAY AUTO INC., Chambly
875-1959

Columbia récupérera le satellite Spartan aujourd'hui

Agence France-Presse
WASHINGTON

Le satellite d'observation du Soleil *Spartan*, en panne depuis son largage dans l'espace vendredi par l'équipage de la navette spatiale *Columbia*, sera récupéré aujourd'hui lors d'une sortie extravéhiculaire, a confirmé hier le responsable de la mission, Lee Briscoe.

Spartan sera attrapé par les astronautes japonais Takao Doi et américain Winston Scott, lorsqu'ils effectueront leur marche dans l'espace prévue ce jour-là, a indiqué M. Briscoe au cours d'un point de presse au centre spatial Johnson à Houston.

La manœuvre pour libérer le satellite de 6 millions de dollars s'était bien déroulée mais la minuterie devant lancer le système de navigation n'avait pas fonctionné. *Spartan* sera donc incapable de réaliser les recherches prévues pendant ce vol.

Doi et Scott s'étaient entraînés en piscine, avant la mission, à récupérer le satellite avec leurs mains au cas où une manœuvre serait impossible avec le bras mécanique de la navette.

« La seule différence (avec les conditions de l'entraînement), a encore souligné M. Briscoe, c'est que *Spartan* tourne sur lui-même » à un rythme mal évalué en raison de l'absence de communications radio avec le satellite. Il devrait être situé entre un dixième de degré et 2 degrés par seconde.

« Je suis convaincu que cela peut se faire », a-t-il dit.

Ce tournoiement avait été provoqué par le heurt entre le bras mécanique et *Spartan* lorsque l'équipage de la navette avait tenté de le récupérer vendredi.

L'observatoire devait enregistrer les éruptions de matière à la surface du Soleil et les vents solaires, des phénomènes affectant les satellites, la météorologie sur Terre et les télécommunications.

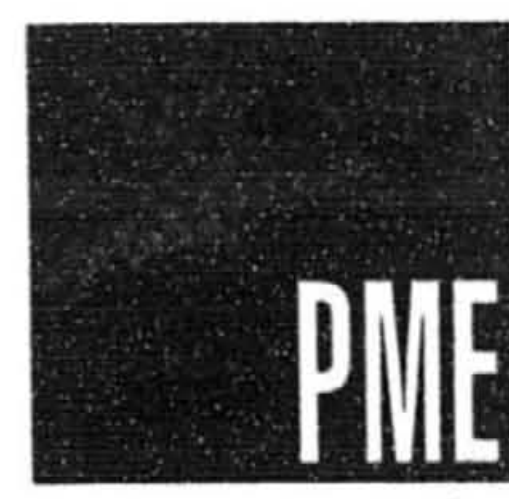
Au cours de leur sortie de six heures et demie, les astronautes consacreront environ une heure à la manœuvre de récupération de *Spartan* et pourront effectuer la majeure partie des autres tâches prévues.

Hier, ils devaient se préparer à leur marche en essayant notamment les tenues spéciales qu'ils revêtiront. Avant leur sortie, le pilote de *Columbia*, Steve Lindsey, approchera la navette de *Spartan* afin que le satellite se trouve au niveau de la soute lorsque les deux astronautes seront prêts à l'attraper.

Les autres astronautes à bord de *Columbia*, dont l'Ukrainien Léonid Kadeniouch et l'Américaine d'origine indienne Kalpana Chawla, poursuivent quant à eux les autres expériences prévues à bord de la navette.

Parmi celles-ci figurent les tests franco-américains sur les alliages de métaux réalisés avec le four Mephisto. Ces essais sont menés en collaboration entre le Centre national d'études spatiales (CNES), le Commissariat français à l'énergie atomique (CEA) et l'Université de Floride.

On vous a reconnu!



**FÉLICITATIONS AUX PME
QUI ONT EU L'AUDACE
DE PENSER AUTREMENT.**

Pour leur dynamisme en affaires, leurs compétences et leur sens de l'innovation, trois entreprises voient leurs efforts récompensés. Encore une fois, bravo aux PME lauréates du programme de reconnaissance Les PME de la Banque Nationale dans la région MONTRÉAL CENTRE.



reconnaissance Les PME de la Banque Nationale dans la région MONTRÉAL CENTRE.

PME D'OR: PUNCH! INTERNATIONAL INC.,

PME D'ARGENT: IMAFLEX INC.,

PME DE BRONZE: ALTO DESIGN INC.

En affaires, il faut penser autrement.



BANQUE NATIONALE

il faut penser autrement

Avec la participation de Samson Bélier
Deloitte & Touche

Abonnés regardez
c'est peut-être vous!

La Presse vous offre la chance de gagner l'Année Chapleau 1997, le recueil des caricatures de Serge Chapleau publié aux éditions du Boréal.

Corrosifs, impitoyables et surtout... hilarants, régalez-vous de ces cent douze nouveaux dessins de Chapleau. Une valeur de 18,85 \$.



Jusqu'au 28 novembre, nous publierons quotidiennement les noms de 10 gagnants abonnés à La Presse. Ces personnes recevront automatiquement leur prix par la poste dans un délai de 4 semaines.



Voici les chanceux d'aujourd'hui

M. Roy de Drummondville

M. Martel de Boucherville

Mme Gingras de St-Lambert

M. Jean-Guy Brodeur de St-Hyacinthe

Mme Tardif de Longueuil

M. Roby de Montréal

M. Charon de Terrebonne

M. Deshaies de La Gardeur

Mme Paul de Montréal

Mme Couture Simone de St-Lambert

La valeur totale des prix offerts est de 1 326,50 \$. Les règlements du concours sont disponibles à La Presse. Les gagnants devront répondre à une question d'habileté mathématique pour mériter leur prix.

La Presse

Abonnez-vous et vous pourriez être aussi parmi les chanceux du jour.

285-6911

EN BREF

Kasparov exige d'IBM la transparence

■ Le champion du monde d'échecs Gary Kasparov a demandé lors d'une visite à Genève qu'IBM publie les données informatiques de sa défaite contre le super-ordinateur Deep Blue, a rapporté hier l'Agence télégraphique suisse (ATS). Gary Kasparov, s'exprimant sur sa défaite contre Deep Blue avant de disputer à Genève un tournoi fictif contre 30 adversaires, a affirmé qu'IBM gardait toujours secrètes les données informatiques des parties. Ces informations seraient intéressantes du point de vue scientifique, a-t-il expliqué. Selon Gary Kasparov, si la société américaine ne rend pas publiques ces données, le doute sur une éventuelle intervention humaine dans la dernière partie subsistera. Aussitôt que cela sera clarifié, Kasparov s'est déclaré prêt à affronter de nouveau une machine. Gary Kasparov a perdu le 12 mai à New York la sixième et dernière partie de son match contre le super-ordinateur d'IBM.

Une femme dirigera la Croix-Rouge

■ Première en 78 ans d'histoire : une femme a été élue à la présidence de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. La Norvégienne Astrid Noeklebye Heiberg, ancien ministre, professeur d'université et psychiatre de 60 ans, a été désignée samedi à la présidence de la Fédération par les délégués de l'organisation, lors de l'assemblée générale qui s'est tenue à Séville en Espagne, ont rapporté hier des responsables de la Fédération fondée en 1919. Mme Noeklebye Heiberg, mariée et mère de deux enfants, va ainsi remplacer le Dr Mario Villarreal Lander, du Vénézuéla, dont le mandat s'est achevé au terme de dix ans d'exercice.

Assassinat d'un chef de la mafia sicilienne

■ Un chef de la mafia sicilienne a été assassiné au volant de sa voiture hier à Palerme, en Sicile, a-t-on appris de source policière. Antonino Geraci, 68 ans, a été tué de cinq balles dans la tête. La passagère de la voiture est sortie indemne du guet-apens. Les agresseurs ont réussi à prendre la fuite. Geraci, un des chefs de la mafia sicilienne (Cosa Nostra) jugés lors des maxi-procès de 1986, avait été libéré en juin dernier puis assigné à résidence à Cesaro, près de Messine, jusqu'en octobre. Il avait alors été autorisé à se rendre à Palerme pour des contrôles médicaux. Selon les enquêteurs, le clan de Geraci était en conflit avec le clan des « Corleonnais », dominé par l'ex-numéro un de Cosa Nostra Toto Riina, arrêté en 1993.

Du danger de courir... dans un gratte-ciel

■ Un employé de 27 ans est mort hier pendant une course dans les escaliers d'un gratte-ciel de 60 étages à Tokyo. Takanori Sato a apparemment succombé à une crise cardiaque entre le 22^e et le 23^e étage du Sunshine Building, alors qu'il prenait part à la traditionnelle course annuelle, selon la police. La course, à laquelle participaient 558 personnes, a été interrompue après que son transport à l'hôpital, où a été constaté son décès.

L'océan à la rame

■ Une équipe néo-zélandaise a remporté l'« Atlantic Rowing Race », une traversée de l'Atlantique à la rame et en double, partie le 12 octobre des Canaries et se terminant à la Barbade, a-t-on appris hier auprès des organisateurs. L'équipe Kiwi Challenge, arrivée samedi, a parcouru les 2757 miles de la course en 41 jours, 1 heure et 55 minutes, ont précisé les organisateurs de la course à la Barbade. « Cela a été formidable d'arriver et de voir tous ces gens qui nous attendaient pour nous féliciter », a déclaré l'un des deux gagnants Phil Stubbs, 36 ans au quotidien local *The Advocate*, peu après avoir atteint Port Saint Charles avec son équipier Rob Hamill, 33 ans, sélectionné olympique pour son pays. Les deux hommes sont en bonne forme, ont précisé les organisateurs. Trente-deux équipes internationales, utilisant des bateaux tous identiques, participent à cette course, la plus longue traversée de l'Atlantique à la rame jamais organisée.

À sept ans, il adore les aspirateurs

■ Morgan Wilburn, un petit Américain de sept ans qui habite en Virginie, est un mordu des aspirateurs. Il en a 21 chez lui, sans compter une vidéo de démonstration qui le passionne plus que n'importe quel dessin animé. C'est pourquoi la firme Bissell, dans le Michigan, a invité le gamin vendredi à visiter la chaîne de montage de son dernier appareil, son préféré, celui qui fonctionne avec de l'eau. « C'était son jour de gloire, sa visite de la Mecque », a commenté sa maman.



Gary Kasparov



MAXIMA GXE 1998

398\$
par mois

Votre plus grande
richesse,
c'est de savoir
compter.

398\$*
par mois

MAXIMA GXE 1998 (U4RG78 CK00)

Location 24 mois*

- Moteur V6, 3.0 L à 2 act. (190 ch)
- Boîte de vitesse automatique à 4 rapports
- Barres stabilisatrices avant et arrière
- Suspension avant indépendante à jambes de force
- Suspension arrière multibras différentielle
- Pneus P205/65 R15 toutes saisons
- Jantes en acier de 15 po avec enjoliveur entier
- Freins à disque aux quatre roues
- Deux coussins de sécurité gonflables
- Rétroviseurs électriques à glace dégivrante
- Verrouillage électrique des portes et lève-glaces électriques
- Régulateur de vitesse
- Climatiseur (sans CFC)
- Sièges avant chauffés
- Téléouverture électrique du coffre
- Siège du conducteur à 8 réglages électriques
- Régulateur automatique de l'air ambiant
- Radiocassette AM/FM avec lecteur de disques compacts et 6 hauts-parleurs (100 watts)
- Deux miroirs de courtoisie éclairés
- Télécommande de déverrouillage/verrouillage des portes avec système de sécurité
- Essuie-glace à balayage intermittent

+ 49\$**
par mois

MAXIMA GLE 1998 (U4TG78 GF00)

Et ajoutez

- Jantes en alliage 6,5J X 15
- Suspension de luxe (bagues injectées de liquide et bagues avant en uréthane)
- Support moteur avant injecté de liquide à commande électronique
- Volant et pommeau de levier de vitesse gainés cuir
- Siège du passager à 4 réglages électriques
- Dessus des sièges en cuir
- Coussins de sécurité gonflables latéraux (conducteur et passager)
- Garnitures des portes en similicuir
- Tirailleur de rangement dans le tableau de bord
- Bac de rangement dans la console
- Vide-poches sur dossier du siège du passager avant
- Garniture en similibois
- Ouvrir-fermer de garage universel
- Montant avant garni de tissu
- Toit ouvrant électrique avec glace coulissante et entrebaillable et pare-soleil coulissant
- Système audio BOSE à réglage acoustique (200 watts)
- Dispositif antiblocage des roues (ABS) 4 voies



Votre très
sympathique
concessionnaire



Acompte	Mensualité
0 \$	468 \$
995 \$	428 \$
1 700 \$	398 \$

Les gens avisés lisent toujours les petits caractères et bouclent leur ceinture. Location de 24 mois basée sur un taux de 5,8 %. 398 \$/mois* (voir tableau). 447 \$/mois**. Taxes, immatriculation et assurances en sus. Acompte de 1 700 \$ ou échange équivalent. Frais de transport et préparation en sus (966,50 \$). Premier versement et dépôt de garantie de 450 \$ requis à la livraison. La valeur garantie est de 20 949,56 \$* (U4RG78 CK00), 26 192,60 \$** (U4TG78 GF00). Limite de 40 000 km. Frais de 8 cents du kilomètre excédentaire. Sur approbation du crédit par NCFI. Certaines caractéristiques peuvent varier d'un modèle à l'autre.

www.nissancanada.com
1 800 387-0122

La police belge tente d'évaluer les crimes du pasteur Pandey et de sa fille

Agence France-Presse
BRUXELLES

La police belge va tenter dans les prochains jours de déterminer l'ampleur exacte des crimes du tandem diabolique formé par le pasteur belgo-hongrois Andras Pandey et sa fille aînée Agnès, après les suprenants aveux faits par la jeune femme.

Arrêtée jeudi, Agnès Pandey a avoué avoir assassiné entre 1986 et 1990, avec son père, au moins cinq de ses proches, tués par balles ou à coups de masse.

Selon les enquêteurs, le « couple » infernal pourrait toutefois avoir fait au total une dizaine de victimes, les ossements découverts fin octobre chez Andras Pandey appartenant à quatre personnes étrangères à la famille.

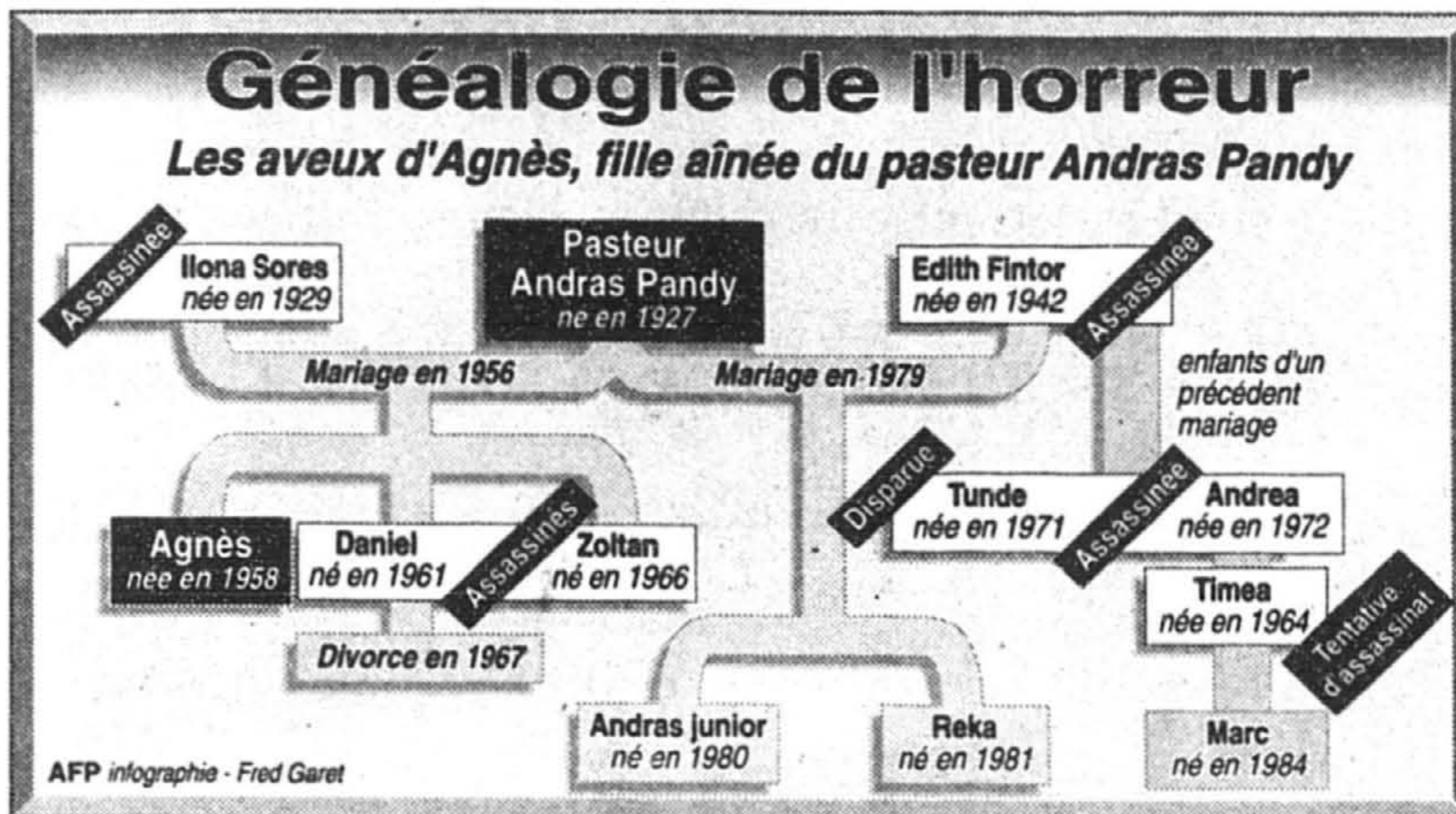
Âgée de 39 ans, la fille aînée du pasteur, qui était aussi son amante, a reconnu avoir abattu elle-même sa mère, Ilona Sores, et tué, en complicité avec son père, quatre autres proches : ses frères Daniel et Zoltan, Edit Fintor, la seconde épouse du pasteur, et Andrea, fille d'un premier mariage d'Edit.

Jamais retrouvés, leurs corps ont été découpés en morceaux par Andras Pandey.

« Certaines parties ont été dissoutes dans de l'acide. Les autres ont été mises dans des sacs plastiques et déposées près des abattoirs d'Anderlecht, à Bruxelles », a indiqué le commissaire de la police judiciaire de Bruxelles François Monsieur.

Agnès Pandey a par ailleurs déclaré ignorer le sort réservé à Tunde, une fille adoptive d'Andras née du premier lit d'Edit Fintor et elle aussi portée disparue. Née en 1971, Tunde est le sixième membre de la famille Pandey, pour l'assassinat duquel le pasteur et sa fille sont également inculpés.

Les enquêteurs ont renoncé hier à interroger Andras Pandey et sa fille et à les confronter, en raison de la fragilité psychologique d'Agnès et d'un chantage



exercé par le pasteur, qui réclame avant de parler 20 000 FB (environ 800 \$ CAN) afin de « cantiner » dans sa prison.

Le travail des policiers est également rendu délicat par la disparition des corps des proches, victimes du tandem diabolique.

« J'ai autre chose dans mon tiroir, a assuré ce week-end le commissaire Monsieur. Même sans corps, je peux facilement vérifier ses aveux. »

De source proche de l'enquête, on indiquait hier qu'une ou plusieurs armes susceptibles d'avoir servi aux crimes auraient été trouvées dans la maison où ceux-ci ont été commis, une bâtisse du quai de l'Industrie, dans le quartier bruxellois de Molenbeek.

Selon le commissaire Monsieur, les enquêteurs ne savent « strictement rien » sur le mobile précis des crimes d'Andras et Agnès Pandey.

« C'est le père qui commandait les assassinats », s'est-il borné à indiquer, ajoutant qu'Agnès était « sous l'emprise » du pasteur.

Les policiers s'interrogent en outre sur l'identité des ossements retrouvés fin oc-

tobre dans une autre maison bruxelloise de Pandey. Ces restes, ceux de quatre personnes, « n'appartiennent pas à la famille », a indiqué le commissaire Monsieur.

Le policier a cependant refusé de confirmer des informations de presse selon lesquelles le pasteur aurait, outre ses proches, assassiné seul une autre de ses filles et quatre jeunes Hongroises. Ses hommes n'ont pas recensé de « cas certains de personnes disparues en Hongrie ».

« Les Hongrois devront maintenant nous l'apprendre », a-t-il ajouté.

S'ils se confirmaient, ces crimes porteraient à une dizaine le nombre de victimes du pasteur et de sa fille.

Les aveux d'Agnès Pandey, un mois après l'arrestation de son père, qu'elle avait elle-même initialement accusé, ont fait l'effet d'une bombe en Belgique. Les enquêteurs ne s'expliquent pas le revirement de la jeune femme.

Pour le quotidien *La Dernière Heure*, l'affaire Pandey atteint « des sommets rarement égalés » dans l'horreur, dépassant celles du pédophile Marc Dutroux, du dépeceur de Mons ou des sanguinaires « tueurs du Brabant », un gang responsable de la mort de 28 personnes de 1982 à 1985 dans des attaques de supermarchés près de Bruxelles.

La mystérieuse Agnès Pandey...

Agence France-Presse
BRUXELLES

La personnalité d'Agnès Pandey, une jeune femme de 39 ans psychologiquement fragile, soumise à l'emprise totale de son père Andras dont elle était devenue l'amante, intrigue les enquêteurs belges.

Née en 1958, peu après l'arrivée de ses parents en Belgique, employée à la Bibliothèque nationale de Bruxelles, Agnès, une mince brunette au visage rendu ingrat par un bec-de-lièvre, menait jusqu'à ces derniers mois une vie apparemment sans histoires, rejoignant chaque soir son modeste domicile de Malines, à 35 km au nord de la capitale belge.

Un revirement spectaculaire est aujourd'hui au cœur des interrogations des policiers. Ils se demandent pourquoi la jeune femme a subitement avoué avoir tué cinq de ses proches avec son père, après avoir elle-même provoqué l'arrestation du pasteur, en l'accusant de ces crimes.

Pour les enquêteurs, l'une des « explications » résiderait sans doute dans la personnalité très perturbée d'Agnès. « Elle a craqué d'un seul coup », témoigne le commissaire bruxellois François Monsieur, évoquant l'audition fatidique de la fille du pasteur Pandey qu'il a lui-même menée le 20 novembre.

« D'abord, nous avons parlé d'autre chose. Et puis je lui ai mis le dossier sous le nez et je lui ai dit : 'On va parler sérieusement', explique-t-il.

Le commissaire interroge d'abord Agnès sur une tentative d'assassinat en 1985, à la demande de son père, de Timea, fille aînée d'un premier mariage d'Edit Fintor, la deuxième femme du pasteur. Elle aussi amante d'Andras Pandey, Timea, aujourd'hui âgée de 33 ans et vivant en Hongrie, a eu de cette « liaison » un enfant, Marc, que le pasteur voulait garder avec lui.

Agnès Pandey n'en est pas à sa première volte-face : de son propre aveu, la jeune femme était fascinée par son père, un lien qui pourrait expliquer son obéissance aux sordides injonctions du pasteur. Pourtant, Agnès avait dès 1992 accusé celui-ci d'inceste.

La fille d'Andras Pandey reste tout aussi mystérieuse pour ses voisins de la Muntstraat, à Malines.

« On l'a découverte en lisant les journaux. Je ne l'avais jamais rencontrée et mes voisins non plus », déclare Kurt De Greve, un voisin de la maison d'Agnès.

Au numéro 9, une modeste bâtisse de deux étages en briques rouges servait de domicile à la jeune femme. Un autocollant rouge « police judiciaire », scellant la porte, témoigne aujourd'hui de ses aveux criminels.

ERRATUM

Une erreur s'est glissée dans la lettre de l'offre d'abonnement que nous avons expédiée récemment. Ainsi, l'économie que représente un premier mois gratuit n'est pas de 99,99 \$, mais d'environ 25 \$, tel que mentionné dans le dépliant joint à l'envoi. Merci de votre compréhension.

Vidéotron

GAREAU Mazda Notre équipe fait la différence

C'EST PARTI les 98 SONT ARRIVÉES

GAGNANT DU PRIX SATISFACTION CLIENTS

Protégé 1998 SE **179 \$*** / mois

Modèle D4XJ58

Venez voir les 626 1998

*Location 24 mois, 20 000 km, 1 500 \$ comptant, TTP en sus. Détails disponibles sur place.

GAREAU Mazda 10175, av. Papineau Montréal **381-3987**

Depuis 30 ans...
Toujours les meilleurs prix.
COMPAREZ

JONC ANNIVERSAIRE OR 14KT
50 points total VENTE **428 \$**
1 carat total VENTE **588 \$**

BRACELET TENNIS

Le plus grand choix au Québec

Total	0.50 carat	VENTE	588 \$
1 carat	VENTE	788 \$	
3 carats	VENTE	1788 \$	

* Disponible également jusqu'à 5 carats
de la photo

Chaine incluse JE TE DONNE MON COEUR

Total	10 pts.	VENTE	158 \$
25 pts.	VENTE	288 \$	
50 pts.	VENTE	488 \$	
1 carat	VENTE	788 \$	
2 carat	VENTE	1488 \$	

Laboratoire de gemmologie. Atelier de création.

1997 Sondage Léger & Léger

Certains photos sont légèrement agrandies pour montrer le détail

LE PARCHEMIN
DEPUIS 1966

Mezzanine, MÉTRO Berri UQAM, 1500, rue Berri, Montréal
845-5243 sans frais 1-800-667-6878



Sierra de GMC

Le pick-up pleine grandeur de GMC.

«Polyvalence, fiabilité et puissance», trois mots qui en disent long sur le Sierra de GMC. • V6 de 4,3 litres développant 200 chevaux • Pont arrière autobloquant • Boîte automatique 4 rapports avec surmultiplicée • Freins antiblocage aux 4 roues • 2 sacs gonflables • Direction à assistance variable • Système antivol PASSLOCK • Caisse de 8 pieds à double paroi, permettant le chargement sur deux niveaux • Pare-chocs arrière avec marchepied • 2 prises d'alimentation auxiliaires et faisceau électrique de remorquage.

279 \$ / mois*
Location 36 mois
TRANSPORT INCLUS

Comptant	Mensualités
1 177 \$	279 \$ A
0 \$	316 \$ B



L'Association marketing des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec

*Offre d'une durée limitée réservée aux particuliers, s'appliquant aux Sierra 1500 4x2 SL de base neuves 1998 en stock comportant l'ensemble des équipements décrits ci-dessus. Location pour fins personnelles seulement. Photo à titre indicatif seulement. Paiements mensuels basés sur un bail de 36 mois avec ou sans versement initial ou échange équivalent (voir tableau). Sujet à l'approbation du crédit. Première mensualité et dépôt remboursable de 60 000 km. L'Assistance Routière et la Garantie GM TOTAL sont offertes sur tous les véhicules GM neufs pour une durée de 3 ans ou 60 000 km selon la première éventualité. Voyez votre concessionnaire participant pour tous les détails.

Une solution technologique inadéquate risque parfois d'aggraver les problèmes au lieu de les régler. Sans parler du stress qui s'ensuit. C'est ici qu'entrent en jeu l'expertise, le service et le soutien de nos revendeurs. Ils vous recommanderont une solution expressément conçue en fonction de vos besoins professionnels. Logiciel et matériel. Puis, ils s'assureront d'une compatibilité totale et d'une installation dans les règles de l'art. Notre but est simple : nous voulons vous offrir

À titre de plus grand fabricant de micro-ordinateurs au monde,
NOUS ESTIMONS QUE VOTRE TECHNOLOGIE
informatique devrait vous faire épargner plus que de l'argent.

la meilleure expérience de propriété qui soit dans l'industrie. Voilà pourquoi nous avons apporté des changements à la façon même dont nous construisons nos ordinateurs. Des changements qui permettent à nos revendeurs de vous fournir beaucoup plus facilement la solution qu'il vous faut. Voilà aussi pourquoi nous vous proposons des micro-ordinateurs adaptés à votre solution, à commencer par nos ordinateurs de bureau. Disponibles à point nommé, ils vous sont offerts à des prix fortement réduits. Somme toute, vous bénéficiez des économies de fabrication liées à l'achat direct, avec tous les avantages d'un revendeur. Ajoutez à cela notre réputation en matière de qualité, de fiabilité et d'innovation, et vous avez l'assurance d'un coût total de propriété réduit. Mieux encore, moins de maux de tête et de soucis, ce qui vous permet de vous concentrer sur la gestion de votre entreprise au lieu de vous préoccuper de vos ordinateurs. Ou des cheveux qui vous restent. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez nous appeler au 1 800 567-1616 ou visitez notre site Web au www.compaq.ca **COMPAQ**



Quoi faire cette semaine

Adresser vos communiqués à:
Rubrique Quoi faire
La Presse
7, rue St-Jacques
Montréal H2Y 1K9

CONFÉRENCES

■ **Au fil de l'écriture, de la capitale romaine à l'italique**, avec Yanick Durand, calligraphe, le mercredi 26 novembre à 19 h 30, à la bibliothèque de Brossard, 3200, boul. Lapinière (entrée rue Broadway). Avec démonstrations (plumes, encre, papiers et dessins d'alphabets). Entrée libre. Rens.: 923-7045.

■ **Histoire de la bande dessinée**, avec Marine Van Hoof et Patrick Beauquin, ce lundi 24 novembre à 13 h 30, à la salle Brébeuf du Pavillon Lalemant, 5625, av. Decelles. Organisée par la Fondation culturelle Troisième âge Jean de Brébeuf. Coût: 5 \$. Rens.: 342-9342 poste 412.

■ **La Côte Ouest américaine en vélo**, avec Véronique Allard, ce lundi 24 novembre à 19 h, à la Maison des Cyclistes, 1251, rue Rachel Est. Organisée par Vélo Québec. Coût: 10 \$. Réservations nécessaires: 521-8356.

■ **L'oeuvre de Victor Hugo**, avec Claudine Thibaut, le mardi 25 novembre à 19 h 30, à la bibliothèque municipale Guy-Bélisle, 80, boul. Arthur-Sauvé, Saint-Eustache. Entrée libre. Rens.: 974-5035.

■ **La politique étrangère étatsunienne**, avec Charles Dussy, le mardi 25 novembre à 19 h 30, au centre Henri-Lemieux, 7644, rue Édouard. LaSalle. Organisée par la Société historique Cavellier-de-LaSalle. Coût: 2 \$. Rens.: 366-5893.

■ **La peinture automatiste au Québec**, avec François-Marc Gagnon, le mardi 25 novembre à 19 h 30, à la maison de la culture Notre-Dame-de-Grâce, 3755, rue Botrel. Entrée libre. Rens.: 872-2157.

■ **Le ciel du mois de décembre**, par Alain Roussel, le mardi 25 novembre à 19 h 30, au Centre des loisirs Saint-Mathieu, 7110, 8e avenue. Phases de la lune, planètes, événements spéciaux, etc. Organisée par la Société d'astronomie de Montréal. Entrée libre. Rens.: 728-4422.

■ **Les duplex d'Écosse et de Montréal**, avec David Hanna, le mercredi 26 novembre à 18 h, au pavillon Macdonald-Harrington de l'Université McGill, 845, rue Sherbrooke Ouest, salle 212. Organisée par Héritage Montréal. Coût: 7 \$. Rens.: 286-2662.

■ **Comment apprendre le respect aux enfants?** avec Francine Nadeau, psychologue, le mercredi 26 novembre à 19 h 30, au Collège de Rosemont, carrefour des étudiants, 6400, 16e avenue. Organisée par le Regroupement des Centres de la petite enfance de l'île de Montréal. Coût: 12 \$. Rens.: 528-1442.

■ **Arts et musique au XIXe siècle à Vienne**, par Michelle Brunette, le mercredi 26 novembre à 20 h, à l'Auditorium Saint-Albert-le-Grand, 2715, chemin de la Côte-Sainte-Catherine (métro Université-de-Montréal). Organisée par l'Association culturelle T.X. Renaud. Musique et diapositives. Coût: 7 \$. Rens.: 332-4126.

■ **Le marketing des candidats politiques**, avec Guy Côté et André Morrow, le jeudi 27 novembre à 12 h, École des Hautes Études Commerciales, salle Banque de développement du Canada, 3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine (métro Université de Montréal). Entrée libre. Rens.: 340-6000.

■ **Astérix et les techniques de bandes dessinées**, par Claude Deprez-Masson, le jeudi 27 novembre à 13 h 30, au Centre communautaire Roussin, 12, 125, rue Notre-Dame Est, Pointe-aux-Trembles. Dans le cadre de la série Les Beaux Juifs du Centre Roussin. Coût: 7 \$. Rens.: 645-4519.

■ **Naples vue par les écrivains**, avec Rodolfo Amadeo, le jeudi 27 novembre à 18 h 30, au 1200, av. Dr. Penfield. Organisée par l'Institut culturel italien. Coût: 10 \$. Rens.: 849-3473.

■ **La pauvreté en mutation, diagnostic et perspective**, avec Jocelyne Lamoureux, Paule Leduc, Line Toupin, Josée Belleau, Marie-Anne Roy, Jean-Marc Fontan et plusieurs autres conférenciers, le vendredi 28 novembre de 8 h 30 à 17 h, à l'Université du Québec à Montréal, amphithéâtre AM-050, 1255, rue Saint-Denis (métro Berri-UQAM). Colloque organisé par le Conseil québécois de développement social et le Département de sociologie de l'UQAM. Entrée libre. Rens.: 987-3000 poste 4380.

■ **Le vieillissement différentiel au travail**, avec Catherine Teiger, le vendredi 28 novembre à 12 h, au 2815, boul. Édouard-Montpetit, salle 075 (métro Université-de-Montréal). Organisée par le Groupe de recherches sur les aspects sociaux de la santé et de la prévention de l'Université de Montréal. Entrée libre. Rens.: 343-6193.

■ **Pour une alternative politique**, avec Michel Chartrand, André Ferretti, Nicole Frascadore, Victor-Lévy Beaulieu, Léo-Paul Lauzon et plusieurs autres conférenciers, les vendredi 28 novembre à 19 h et samedi 29 novembre de 9 h à 17 h, au Collège de Maisonneuve, 3800, rue Sherbrooke Est (métro Pie IX), entrée rue Bourbonnière. Organisée par le Comité pour l'alternative politique. Coût: 10 \$. Rens.: 843-5236.

■ **Le transport d'hier**, avec Denis Latour, le vendredi 28 novembre à 19 h 30, au Centre Alphonse-Desjardins, 6755, 36e avenue. Organisée par la Société d'histoire Rosemont/Petite-Patrie. Coût: 6 \$. Rens.: 722-4558.

COURS, ATELIERS

■ **Urgences Santé chez les aînés**. Le Forum des citoyens aînés de Montréal offre l'atelier *Urgences Santé chez les aînés* pour les 50 ans et plus, le mardi 25 novembre à 13 h 30, à la bibliothèque Langelier, 6473, rue Sherbrooke. Exposé de 20 minutes, démonstration de l'équipement, conseils de prévention et visite d'un véhicule ambulancier. Entrée libre. Inscriptions nécessaires: 270-8464.

■ **Les quartiers de Montréal**. Les Ateliers d'éducation populaire organisent un souper thématique intitulé *Il était une fois...un quartier*, le mercredi 26 novembre de 16 h à 19 h, au 4273, rue Drolet. Coût: 3 \$. Rens.: 350-8881.

■ **Les droits des citoyens face à la police**. La Ligue des droits et libertés tient une autre session de formation et de sensibilisation intitulée *Les droits des citoyens face à la police*, le mercredi 26 novembre à 19 h, au 4416, boul. Saint-Laurent. Activité gratuite. Inscriptions requises: 849-7717.

riences lors d'étapes difficiles, organise une rencontre le mercredi 26 novembre à 18 h 30, au CLSC Ahuntsic, 1165, boul. Henri-Bourassa Est, local S-51. Un avocat répondra aux questions des participants; suivi d'un échange entre les pères sur leur vécu. Coût: 5 \$. Rens.: 384-0089.

■ **Apprivoiser le bégaiement**. L'Association des bégues du Canada qui offre du soutien à toute personne bégue désireuse d'améliorer son élocution, organise des rencontres tous les mercredis soirs à 19 h 30, au pavillon Mailloux, hôpital Notre-Dame, 1560, rue Sherbrooke Est. Rens.: 353-1042 ou écrire au 7801, rue Sainte-Claire, Montréal, H1L 1V8.

■ **Crises d'angoisses**. Le Groupe d'entraide GEME, pour les personnes qui souffrent d'anxiété ou de crises de panique, tient des réunions de partage tous les mardis de 13 h 30 à 15 h 30, au CLSC La Petite Patrie, 6520, rue Saint-Vallier. Entrée libre. Rens.: 653-9535.

Marronniers. Rens.: 255-4025.

■ **Le Centre d'action bénévole de Montréal** recherche un préposé à l'accueil et au secrétariat pour un organisme d'éducation populaire du Plateau Mont-Royal. Le Centre est situé au 235, rue Saint-Jacques. Rens.: 842-3351.

■ **La Société pour les enfants handicapés du Québec** recherche des bénévoles pour faire l'emballage de cadeaux pour la période des fêtes au Salon des métiers d'art à la Place Bonaventure. Rens.: 937-6171 poste 219.

■ **Le Pharillon**, maison d'hébergement pour des jeunes hommes toxico-manes, tient une soirée d'information pour les personnes qui désirent aider cette clientèle, le jeudi 27 novembre à 19 h, au Sanctuaire Marie-Reine-des-Coeurs, 3800, rue Bossuet. Rens.: 254-8560.

■ **Le Centre local d'accueil et de référence de la Commission scolaire du Sault-Sainte-Marie** recherche des lecteurs et lectrices bénévoles pour faire la lecture aux enfants, une demi-heure, deux fois par semaine. Située au 380, rue Provost, à Lachine. Rens.: 595-2038.

■ **Miaouf Adoption pour animaux** recherche des bénévoles pour de l'aide au déménagement dans leur nouveau refuge à Newton, les 28 et 29 novembre. Transport de cages, d'accessoires, de nourriture, de matériel d'entretien et aménagement des lieux. Rens.: 446-7260.

FEMMES

■ **Comment garder son identité?** Le Centre Info-Femmes tient une rencontre sur le thème *Préserver son identité, sa différence dans une relation de couple ou une relation amoureuse*, le mardi 25 novembre à 13 h 30, au 2185, rue Des Ormeaux. Entrée libre. Rens.: 355-4529

■ **Les effets de la pornographie**. Le Carrefour des femmes de Rosemont tient un café-rencontre ayant pour thème *Les effets de la pornographie dans notre société*, le mercredi 26 novembre de 13 h 30 à 15 h 30, au 5095, 9e avenue, local 203. Coût: 3 \$. Rens.: 525-3138.

■ **L'obsession de la minceur**. Le Centre d'éducation et d'action des femmes présente une conférence de Michelle Allard, intitulée *Taille universelle, une façon positive d'aborder son corps*, le mercredi 26 novembre à 13 h 30, au 1468, rue Fullum. Thèmes: Le rôle des médias, l'estime et l'acceptation de son corps. Service de halte garderie gratuit disponible en réservant au préalable. Entrée libre. Rens.: 524-5656, 524-3901.

■ **Emploi non traditionnel**. Options non traditionnelles offrent pour les femmes de la Rive-Sud un cours sur la recherche de stage d'intégration en entreprise dans les métiers non traditionnels à partir du lundi 1er décembre. Thèmes abordés: stratégies de recherche de stage, listes d'employeurs, réseau de contacts, supervision et support. L'organisme est situé au 125, rue Sainte-Foy, Longueuil. Inscriptions nécessaires: 646-1030.

■ **Automobile au féminin**. Le Carrefour socioculturel de Repentigny offre le cours *Automobile au féminin*, les lundis 1er, 8 et 15 décembre de 19 h à 22 h, au 8850, boul. Saint-Michel, à Montréal. Carrosserie, éléments mécaniques, batterie, pneus, etc. Cours donné par une mécanicienne. Coût: 45 \$. Inscriptions requises: 1-800-581-8412.

SANTÉ

■ **La douleur chez la personne âgée**. La Faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal présente une conférence intitulée *La douleur chez la personne âgée*, avec Louis Plamondon, Martine-Isabel Forest, Charles-Henri Rapin, Diane Lamarre et David J. Roy, ce lundi 24 novembre à 19 h, Pavillon 3200, rue Jean-Brillant à l'Université de Montréal. Coût: 13 \$. Rens.: 343-6090.

■ **Le Centre hospitalier universitaire de Montréal**. Le Secteur de la santé publique de la Faculté de médecine de l'Université de Montréal présente une conférence avec Cécile Cléroux, intitulée *La création du CHUM, un défi de gestion riche en innovation et apprentissage*, ce lundi 24 novembre de 12 h à 13 h, au pavillon Marguerite-d'Youville, 2375, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, local 1055. Entrée libre. Rens.: 343-6185.

■ **Alimentation et obésité**. Le Collectif action alternative en obésité offre des ateliers sans rendez-vous, animés par Michelle Allard, psychotérapeute spécialisée dans les troubles de l'alimentation et de l'image corporelle, tous les mardis soirs à 19 h, au Centre Lajeunesse, 7378, rue Lajeunesse, local 212 (métro Jean-Talon). Un lieu d'échange, de discussions et d'écoute pour apprendre à faire la paix avec son corps. Coût: 5 \$, première soirée gratuite. Rens.: 270-3779.

■ **Le test du VIH en 1997**. Le Réseau juridique canadien VIH/sida présente une conférence intitulée *Le test de séro-diagnostic du VIH en 1997, choix personnel ou responsabilité sociale?*, le mardi 25 novembre à 19 h, au Centre Saint-Pierre, 1212, rue Panet (métro Beaudry). Entrée libre. Rens.: 451-5457, 987-3000, poste 8773.

■ **La dépression**. L'Association québécoise des parents et amis du malade mental présente une conférence par Jacques Talbot, psychiatre, intitulée *La dépression*, le mardi 25 novembre à 20 h, à l'Auditorium du pavillon Mailloux, hôpital Notre-Dame, 1560, rue Sherbrooke Est, 6e étage (entrée rue Plessis). Entrée libre. Rens.: 524-7131.

■ **La schizophrénie**. L'Accolade Châ-

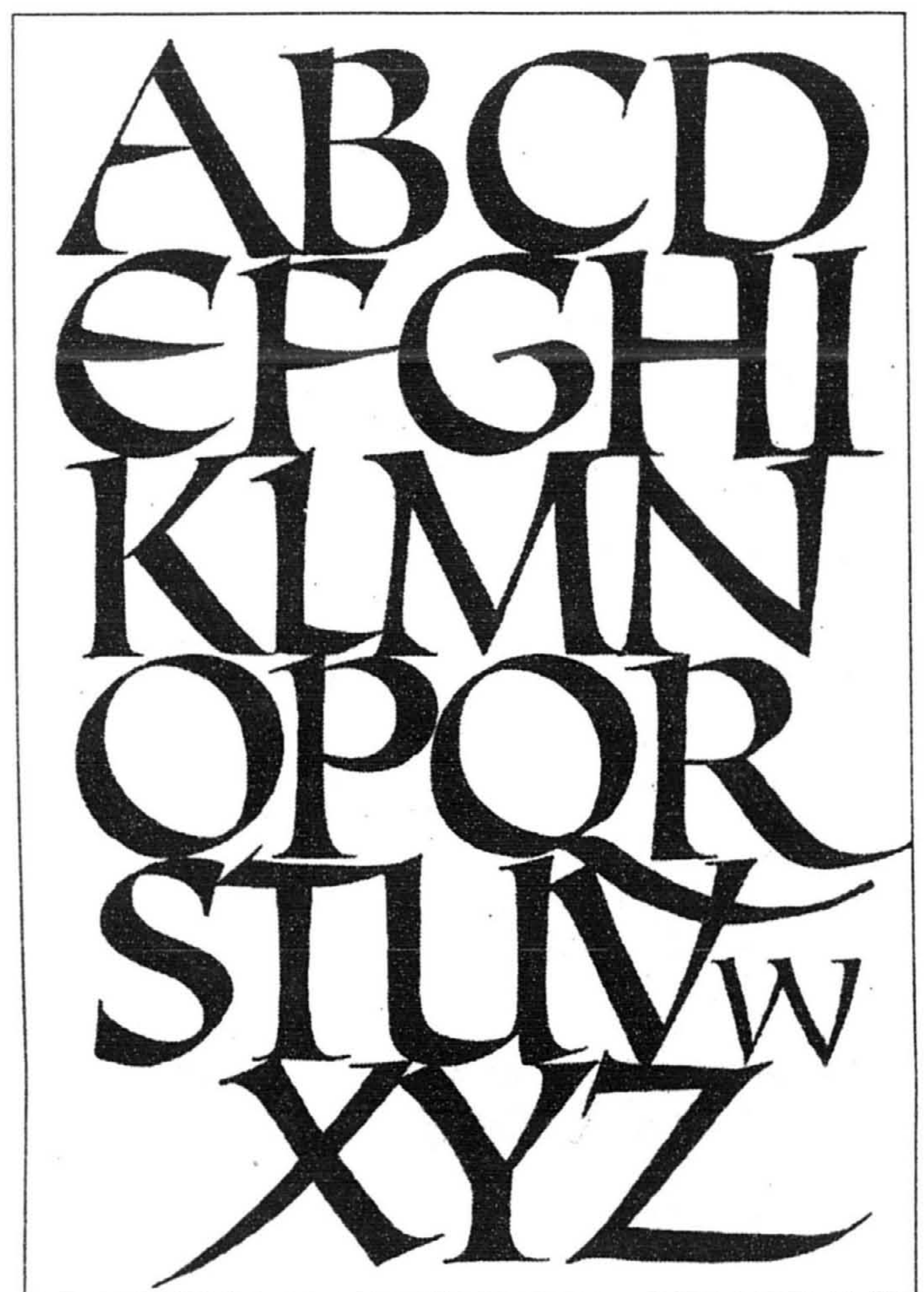


ILLUSTRATION ARTHUR BAKER

L'art de la calligraphie

Reflet des civilisations et des cultures, malgré l'apport indéniable des logiciels de dessin par ordinateur, l'art de bien former les caractères d'écriture à la main avec plumes et encre, la calligraphie, apporte un souci de perfection et détente à celles et ceux qui la pratiquent. Cette activité fera l'objet d'une conférence appuyée de quelques démonstrations par l'artiste Yanick Durand, ce mercredi à la bibliothèque municipale de Brossard. Voir à la section Conférences.

■ **Paléontologie**. La Société de paléontologie du Québec offre un atelier animé par Gilbert Pauzé sur l'identification des fossiles, le mercredi 26 novembre à 20 h, au château Ramezay, 280, rue Notre-Dame Est. Entrée libre. Rens.: 766-2261.

GROUPES D'ENTRAIDE

■ **La Coopérative d'éducation populaire des citoyens d'Olier** organise un spectacle bénéfice, à l'occasion de leur 25e anniversaire, le jeudi soir 27 novembre, au Medley, 1170, rue Saint-Denis, avec Éric Salvail, Manon d'Invernès, Lilo, Lise Maurais et Virus. Dans la deuxième partie du spectacle à 23 h, au coût de 8,50 \$, on pourra entendre les groupes Caféine et les Bodums ainsi que Les Secrétaires volants. Rens.: 525-1829.

La Coop Olier est un centre de dépannage offrant plusieurs services essentiels pour les familles à faible et à moyen revenu: club d'échange de vêtements pour enfants, cuisines collectives, banque de logements à partager, camp familial Les Cèdres, entraide et références.

■ **Repas communautaires pour personnes âgées**. Le Centre communautaire Place Vermeil offre des dîners communautaires dans une atmosphère familiale, pour personnes âgées de 45 ans et plus, du lundi au vendredi, sauf les jours fériés, de 11 h 30 à 13 h, au 1581, rue Alexandre-de-Sève. Coût: 2,75 \$ (non-membre), 2,50 \$ (membre). Rens.: 527-7822.

■ **Syndrome de fatigue chronique et fibromyalgie**. L'organisme OASIS SFC-FM organise une soirée d'information, animée par Julie Béchard, sur les problèmes légaux et financiers liés aux maladies du Syndrome de fatigue chronique et de fibromyalgie, le 25 novembre à 18 h 30, au CLSC du Plateau Mont-Royal, salle 212. Entrée libre. Inscriptions: 277-5541.

■ **Assumer son rôle de père**. RePÈRE, un organisme s'adressant aux pères désireux d'améliorer leur rôle avec leurs enfants et partager leurs expé-

■ **Consultation juridique**. Le YMCA Guy-Favreau offre gratuitement des consultations juridiques privées de 20 minutes avec un avocat d'expérience, en droit familial, droit commercial, immigration, litige, sur le logement, les contrats, etc, entre les lundis et vendredis de 18 h 30 à 21 h, au 200, boul. René-Lévesque Ouest. Inscriptions nécessaires au préalable: 845-4277.

BÉNÉVOLES DEMANDÉ(E)S

■ **Le Parrainage civique de Laval** recherche des bénévoles qui aimeraient partager quelques-unes de leurs activités avec des enfants ou adultes vivant avec une déficience intellectuelle. L'organisme est situé au 3619, autoroute 440 Ouest, Laval. Rens.: 973-1680.

■ **Le Centre de bénévolat de la Rive-Sud** recherche des bénévoles dans différents domaines: accompagnement et transport, aide aux emplettes, travail de bureau, marraine pour aide aux jeunes mères, etc. Le Centre organise une rencontre d'information ce lundi 24 novembre à 19 h 30, au 45, rue Argyle, Saint-Lambert. Rens.: 465-6130, 679-5916.

■ **Le Parrainage civique Montréal** recherche des bénévoles qui veulent partager des activités de loisirs environ cinq heures par mois avec des personnes ayant une déficience intellectuelle. L'organisme est situé au 3740, rue Berri. Rens.: 843-8813.

■ **Le Service bénévole de l'Est de Montréal** recherche des personnes pour un organisme venant en aide aux femmes en difficulté ainsi que pour un organisme à Saint-Michel qui vient en aide aux gens démunés, pour la distribution de denrées et de jouets. Le Service est situé au 2035, rue Sherbrooke Est. Rens.: 523-6599.

■ **Le Parrainage civique Les Marronniers** recherche des personnes désireuses de s'engager comme bénévoles auprès d'adultes présentant une déficience intellectuelle dans une relation d'aide amicale, trois heures par mois. L'organisme est situé au 5695, av. des

teaguay présente une conférence par David Bloom, intitulée *la schizophrénie*, le mercredi 26 novembre à 19 h 30, CLSC Châteauguay, salle Grandbois, 101, rue Lauzon. Entrée libre. Rens.: 699-7059.

■ **Les relevailles**. Alternative Naissance, groupe d'humanisation de la naissance, offre une soirée d'information sur les trucs et conseils pour faciliter les relevailles, le mercredi 26 novembre à 19 h, au 4826, rue Papineau. Coût: 5 \$ ou 7 \$ par couple. Inscription: 597-2336.

■ **La maladie d'Alzheimer**. La Société Alzheimer de Montréal présente une conférence intitulée *les questions reliées au diagnostic de la maladie d'Alzheimer*, le vendredi 28 novembre à 13 h 30, à la Résidence Paul Lizotte, 6850, boul. Gouin Est. Thèmes: diagnostic, impact de la maladie et ressources communautaires. Coût: 10 \$, 5 \$. Inscriptions et rns.: 931-4211.

■ **Développement du nouveau-né**. Les Relevailles de Montréal offrent le cours *Bébé s'éveille*, sur le développement du nouveau-né de 0 à 9 mois, les mardis 2, 9 et 16 décembre prochains de 13 h 30 à 15 h 30, au 750, 16e avenue, bureau 10, Pointe-aux-Trembles. Coût: 30 \$. Inscriptions et rns.: 640-6741.

CLUBS DE RECHERCHE D'EMPLOI

■ **Saint-Léonard**. Le Club de recherche d'emploi de l'Est tient une séance d'information, le mercredi 26 novembre à 9 h 30, pour les personnes de 18 ans et plus qui habitent l'Est de Montréal, prestataires de l'assurance-emploi, personnes ayant reçu des prestations au cours des 3 dernières années et les personnes sans revenu qui se cherchent actuellement un emploi, au 6025 rue Jean-Talon Est, à Saint-Léonard. Rens.: 256-1645.

■ **Sur la Rive-Sud**. Options Nouvelles offrent des ateliers gratuits pour aplainer les difficultés face à la recherche d'emploi, du lundi 8 décembre au vendredi 19 décembre de 9 h à 12 h. Sujets abordés: Les nouvelles compétences pour se maintenir en emploi; la communication comme outil de marketing, les normes du travail et la syndicalisation; les tests d'embauche, à quoi s'attendre. Les bureaux d'Options nouvelles sont situés au 125, boul. Sainte-Foy, Longueuil. Rens. et inscriptions: 646-1030.

■ **Centre-Sud, Plateau Mont-Royal et Mile-End**. Le Carrefour jeunesse-emploi offre un service d'aide à la recherche d'emploi pour les jeunes de 16 à 35 ans résidant dans le Centre-Sud, le Plateau Mont-Royal et le Mile-End, au 1212, rue Ontario Est ou au 4347, rue de La Roche, le lundi de 9 h à 17 h, le mardi de 12 h à 20 h 30, les mercredis et jeudis de 9 h à 17 h, le samedi de 11 h à 16 h (centre de La Roche seulement); vendredi fermé. Rens.: 528-6838.

■ **Montréal**. Le Centre Euréka offre des services d'aide aux chercheurs d'emploi de 40 ans et plus. Séances d'informations, les jeudis à 13 h 30, au 4377, rue Notre-Dame Ouest. Entrée libre. Rens. et inscriptions: 937-8998.

CULTUREL

■ **Langue et culture italienne**. Les Études italiennes de l'Université de Montréal offrent une soirée-causerie sur la langue et la culture italienne, ce lundi 24 novembre à 19 h, au pavillon Lionel-Groulx, salle C-8056, au 3150, rue Jean-Brillant. Thème: *I Mostri* de Dino Risi. Entrée libre. Rens.: 343-7141.

■ **Poésie**. Dans le cadre de l'événement interculturel Don Quichotte, le groupe Les Souffleurs de vers, de l'atelier poésie, écriture et dessin de l'organisme La 20taine, présente une soirée de poésie, le dimanche 30 novembre à 20 h, au 4677, rue Saint-Denis (métro Laurier). Louise Haley (madame Minou) sera parmi les invités. Coût: 3 \$. Rens.: 845-6568.

■ **Musique de chambre**. La Faculté de musique de l'Université McGill présente un concert de musique de chambre, le mercredi 26 novembre à 20 h, à la salle Redpath, 3461, rue McTavish. Au programme: Beethoven, Dvorák et Rachmaninov. Coordonnateur: Marcel Saint-Cyr. Entrée libre. Rens.: 398-4547.

DIVERS

■ **Enfants seuls à la maison**. Le Conseil canadien de la sécurité a publié une brochure contenant des activités pour les enfants qui se retrouvent seuls à la maison après l'école en attendant qu'un parent rentre du travail; la publication contient des conseils pratiques qui permet aux enfants de se débrouiller, prévenir les problèmes et composer avec les urgences sans l'aide d'un adulte, tout en les sensibilisant davantage à la sécurité. Pour obtenir un exemplaire, postez une enveloppe de 23 cm par 31 cm pré-adressée et affranchie (0,90 \$) au Conseil canadien de la sécurité, 1020, place Thomas Spratt, Ottawa (Ontario) K1G 5L5. Rens.: (613) 739-1535.

■ **Patinage libre**. L'aréna Mont-Royal offre une activité de patinage libre du lundi au vendredi de 16 h à 17 h, le samedi de 12 h à 14 h et le dimanche de 14 h à 16 h. Le patinage libre est gratuit en semaine. Durant la fin de semaine, le coût d'entrée est de: 2,75 \$ pour les 18 à 54 ans et de 2 \$ pour les 55 ans et plus; les enfants sont admis gratuitement en tout temps. L'aréna est située au 4365, rue Cartier.

Recherche et textes :
André Cloutier



La duchesse d'York s'est laissée photographier avec deux petites filles, hier à New York, à l'occasion d'une collecte de fonds pour un centre pédiatrique de la ville. Elle-même est mère de deux fillettes.

PHOTO REUTERS

Sarah Ferguson s'amuse enfin, à la télévision américaine

Associated Press
NEW YORK

On la croyait « indigne, sans attrait, inachevée », selon ses propres mots. Mais pour la première fois, Sarah Ferguson, aux abords de la quarantaine, dit s'amuser enfin, grâce aux *Aventures de la duchesse*, une émission spéciale diffusée samedi sur la chaîne américaine ABC.

La duchesse d'York a vaincu ses peurs et ses complexes d'infériorité pour animer cette émission, qui lui permet de prendre un grand bol d'air frais. Loin de la Grande-Bretagne et de ses tabloïds assassins, qui ne lui épargnent rien : son mariage raté avec le prince Andrew, ses kilos superflus, sa frénésie d'achats...

Transfigurée, « Fergie » plonge avec ravissement dans les eaux des Caraïbes, où on la voit, aux côtés de l'océanologue Jean-Michel Cousteau, nourrir — et même flatter de la main — d'énormes requins. Puis l'infatigable Sarah part faire de l'escalade dans le Colorado avec Erik Weihenmayer, alpiniste de premier ordre aveugle depuis l'âge de 12 ans.

Les *aventures de la duchesse* se poursuivent à dos de cheval dans le Wyoming, une randonnée ponctuée de quelques « Yaaa-aaaa ! » inspirés, avant de se terminer à Sonoma, en Californie, où le philosophe Sam Keen a installé un trapèze de cirque dans son jardin.

« Pour la première fois depuis 38 ans, j'ai trouvé quelque chose que j'aime faire », confie Sarah Ferguson, de passage à New York.

Bien prise dans une veste bleue marine et un pantalon de toile, la jeune femme sirote un soda.

Les *aventures de la duchesse* ont été tournées en moins d'un mois cet été, et Fergie en éprouve encore quelque fatigue. L'émission devait initialement être diffusée sur ABC en septembre, mais la mort le 31 août de la princesse Diana, son amie et confidente, a tout changé.

« Je ne voulais plus du tout travailler. Je voulais me mettre la tête dans le sable. Mais j'avais un contrat à honorer, et on a tout bouclé en trois semaines, raconte Fergie. Diana était et reste avec moi, et je ne dis pas cela à la légère. »

Sarah Ferguson, mère de deux petites filles, a donné de sa personne pour les *Aventures*, mais dément avoir pris des risques inutiles.

« Même avec les requins, je n'étais pas réellement en danger. Les peurs étaient dans ma tête », dit-elle.

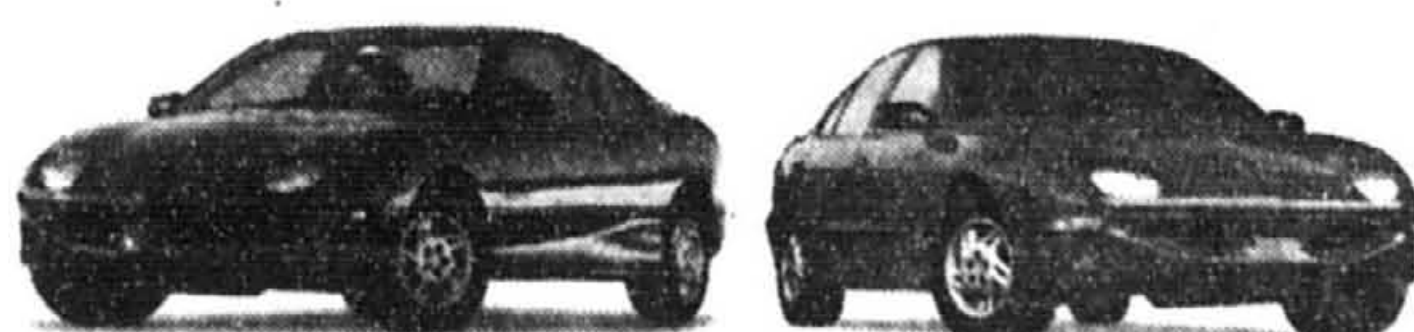
« Je suis sur ma voie », conclut Fergie, dont l'émission ne devrait pas être diffusée pour le moment à l'étranger.

2.9%*

C'est énoôorme !



Grand Am 1997-1998



Sunfire 2 et 4 portes 1998



Skylark 1997-1998



Offre d'une durée limitée

L'Association marketing des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec. *Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs en stock. Photos à titre indicatif. Taux de financement à l'achat de 2.9 % applicable sur des termes allant jusqu'à 48 mois. Taux de financement à l'achat de 4.9 % applicable sur des termes allant de 49 à 60 mois. Sujet à l'approbation du crédit. - L'Assistance Routière et la Garantie GM TOTALSM sont offertes sur tous les véhicules GM neufs pour une durée de 3 ans ou 60 000 km selon la première éventualité. - Rabais aux diplômés taxable et accordé selon les critères établis par le manufacturier. Voyez votre concessionnaire participant pour tous les détails.



Monde

L'EXPRESS
INTERNATIONAL



ÉGYPTÉ

La Grande-Bretagne et l'Afghanistan accusés

■ Six jours après l'attentat ayant coûté la vie à 58 touristes étrangers près de Louxor, le président Hosni Moubarak a accusé la Grande-Bretagne et l'Afghanistan de « protéger » des islamistes égyptiens. « Les terroristes sont protégés dans des pays comme l'Angleterre et l'Afghanistan... », a lancé M. Moubarak, lors de l'inauguration d'un musée sur la Nubie à Assouan. Six Britanniques ont été tués dans l'attentat de lundi dernier. Par le passé, Le Caire avait déjà critiqué le Royaume-Uni et d'autres pays européens en les accusant d'accorder l'asile aux islamistes égyptiens. On pense que plusieurs des dirigeants du principal mouvement extrémiste égyptien, la Jamaa Islamiya, opéreraient depuis l'Afghanistan.



Hosni
Moubarak

d'après AP

ULSTER

Adams salue Blair

■ Gerry Adams, le leader du Sinn Féin, l'aile politique de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), a rendu à Belfast un hommage inattendu aux « instincts » du premier ministre britannique, Tony Blair, sur l'Ulster. Cet hommage est intervenu après que le ministre en charge de l'Irlande du Nord, Mo Mowlam, eut annoncé que M. Blair allait rencontrer M. Adams avant Noël, probablement dans sa résidence du 10, Downing Street, ce qui serait la première fois depuis 1921 qu'un premier ministre recevait un leader du Sinn Féin dans sa résidence londonienne. S'exprimant devant près de 800 militants de son parti, M. Adams a affirmé que M. Blair était par instinct opposé à « l'occupation » de l'Irlande du Nord et en faveur d'un changement dans la province.

d'après AFP

CUBA

Mort d'un anticastiste

■ Le principal chef des opposants anticastistes, Jorge Mas Canosa, est mort hier à Miami. M. Mas Canosa, 58 ans, dirigeait la très radicale Fondation nationale cubano-américaine et vivait en exil depuis 38 ans. Cet homme d'affaires millionnaire, qui avait commencé comme laveur de vaisselle et était un personnage influent auprès de l'administration américaine, souffrait du mal de Paget, une maladie des os incurable. Il a joué un rôle central, grâce à ses nombreux contacts, dans l'adoption par les parlementaires américains de lois destinées à internationaliser l'embargo américain en vigueur contre Cuba. Il était également au nombre des fondateurs de Radio Martí, financée par Washington afin de transmettre « une information non contrôlée » à la population cubaine.

d'après AFP

SOUDAN

Réfugiés érythréens

■ Le gouvernement soudanais a accusé les autorités érythréennes de refuser le retour volontaire de réfugiés érythréens installés au Soudan. Le Soudan affirme accueillir environ 500 000 réfugiés érythréens qui croissent, selon lui, les difficultés économiques du pays après la réduction drastique de l'assistance internationale. Le commissaire soudanais aux réfugiés, Abdel Aal, a indiqué avoir proposé au directeur régional du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Alan Peter, la tenue au Soudan d'une réunion des pays africains concernés par les problèmes des réfugiés. Les réfugiés soudanais, qui fuient la guerre dans le sud du pays, sont éparpillés entre l'Ouganda, le Kenya, la République centrafricaine et l'Érythrée.

d'après AFP

Irak: nouvelle crise possible

Le président Clinton en avertit le forum de l'APEC

Agence France-Presse
VANCOUVER

Les États-Unis, déterminés à faire prévaloir leur ligne de fermeté, ont averti hier qu'une nouvelle crise avec l'Irak menaçait si Bagdad tentait d'interdire l'accès de certains lieux aux inspecteurs de l'ONU chargés de son désarmement.

Les positions respectives de Washington et du régime de Bagdad montraient clairement que le retour en Irak vendredi des inspecteurs de l'ONU chargés du désarmement de ce pays ne signifiait pas que tout était réglé.

Au travail samedi

Ces inspecteurs ont repris leur travail samedi sans encombre, mais n'ont pas encore essayé de pénétrer dans les installations sensibles où, à en croire Bagdad, ils n'ont pas le droit d'aller. Le test se produira lorsqu'ils demanderont à s'y rendre.

« Il se peut que la crise ne soit pas terminée », a lancé le président Bill Clinton à Vancouver, où il se trouvait pour participer aujourd'hui et mardi au 5e Sommet des leaders du forum de Coopération

Asie-pacifique (APEC).

« Il est clair qu'une quantité énorme de travail reste à faire là-bas, particulièrement dans les domaines chimique et bactériologique », a-t-il déclaré, se disant « déterminé » à ce que la Commission spéciale de l'ONU sur le désarmement de l'Irak (UNSCOM) « puisse remplir le mandat qui lui a été confié par les Nations unies ».

Au centre de cette nouvelle controverse se trouve l'affirmation de Bagdad selon laquelle les inspecteurs de l'ONU n'ont pas le droit de fouiller certaines installations en vertu d'accords conclus avec l'ONU.

Le secrétaire au Pentagone, William Cohen, qui parlait à Washington dans une interview à la chaîne NBC, a indiqué que les lieux en

question étaient au nombre de 63 et que Washington rejetait totalement cette interprétation.

L'entourage de M. Clinton a asséné le même message à Vancouver. « Il n'y a pas d'accords disant que certains endroits sont exclus » des inspections, a assuré l'adjoint du conseiller présidentiel pour la sécurité nationale, Jim Steinberg.

La position des États-Unis est que l'UNSCOM et son chef, le diplomate australien Richard Butler, « doivent avoir tout l'accès dont ils estiment avoir besoin », a-t-il dit.

M. Steinberg a expliqué que les résolutions de l'ONU régissant le travail de l'UNSCOM avaient été votées en vertu du chapitre 7 de la charte de l'ONU et que ce chapitre « a préséance sur l'autorité des États » membres.

Si l'Irak refusait de laisser les experts de l'ONU aller où ils veulent, les États-Unis essaieraient de régler l'affaire au sein du Conseil



Bill
Clinton

de sécurité, comme ils l'ont fait jusqu'à maintenant, a assuré M. Steinberg.

Mais « après cela, le président a une série d'options et il n'exclut rien », a-t-il dit dans une allusion à la voie militaire.

L'imposant dispositif militaire déployé par les États-Unis ces trois dernières semaines dans le Golfe est d'ailleurs toujours en place et Washington n'a manifestement aucune intention de l'alléger dans l'immédiat.

Pour sa part, le secrétaire d'État américain, Madeleine Albright, qui se trouve également à Vancouver, a estimé hier dans une interview à la chaîne ABC que la levée des sanctions contre l'Irak risquait de prendre plus de temps en raison de la suspension pendant près de trois semaines des travaux de l'UNSCOM.

M. Clinton avait personnellement opposé samedi une fin de non-recevoir au président russe Boris Eltsine, qui avait prôné dans une conversation téléphonique que l'UNSCOM reforme les dossiers du nucléaire et des missiles et que les sanctions soient allégées.

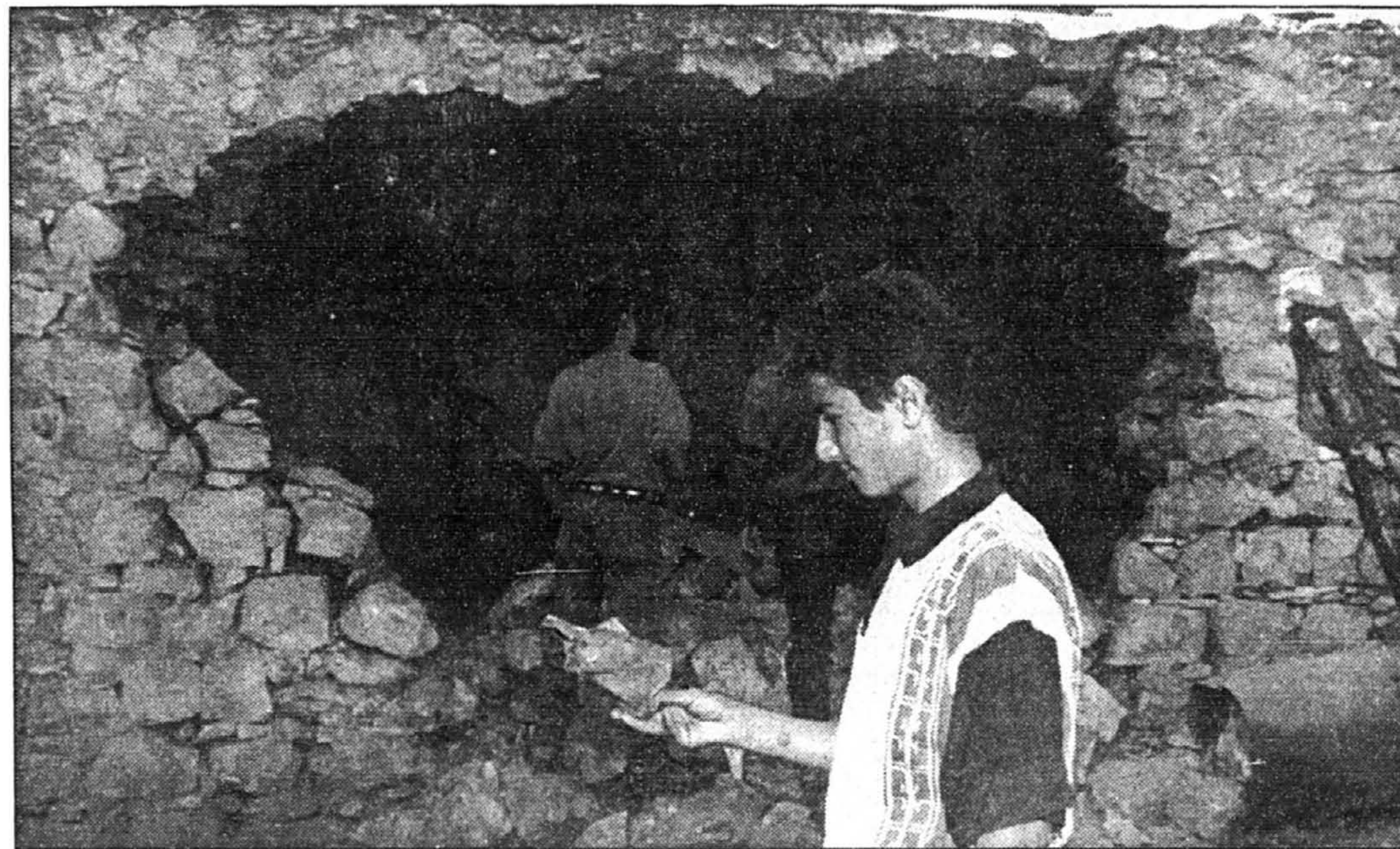


PHOTO AP

Ce garçon inspecte les ruines d'un immeuble bombardé par les forces islamistes dans le village de Beit Lif, près de la frontière israélienne, au Liban Sud.

Affrontements au Liban Sud: 13 morts

d'après AFP
TYR, Liban

Treize Libanais, neuf civils et quatre combattants anti-israéliens, ont été tués hier lors de violents affrontements à l'intérieur de la zone occupée par Israël au Liban sud.

Huit civils libanais et deux militaires israéliens ont en outre été blessés lors d'un duel d'artillerie qui a embrasé les abords du secteur occidental de la zone occupée.

En trois heures, l'armée israélienne et sa milice auxiliaire, l'Armée du Liban Sud (ALS), ont tiré plus de 200 obus, et la chasse israélienne a mené deux raids aériens,

alors que les combattants des mouvements chiites pro-syrien Amal et pro-iranien Hezbollah tiraient une cinquantaine de projectiles.

Neuf civils ont été tués et sept autres blessés, dont trois grièvement, lors du bombardement par les combattants anti-israéliens du village de Beit-Lif, dans le secteur occidental de la zone occupée.

Il s'agit du bilan le plus lourd pour les civils depuis le bombardement israélien, le 18 août, de la ville de Saïda (40 km au sud de Beyrouth) et ses environs, où dix civils avaient été tués et 42 blessés.

Le chef de l'ALS, Antoine Lahad, a accusé « l'État libanais, le Hezbollah et Amal d'avoir voulu, en

perpétrant ce crime barbare, libérer le Liban Sud à l'occasion du 54^e anniversaire de l'indépendance », célébré samedi à Beyrouth.

Ce bombardement est intervenu après un accrochage, dans la nuit de samedi à dimanche, entre une patrouille israélienne et un commando d'Amal, dont les quatre membres ont été tués.

Amal a revendiqué l'attaque au mortier, hier matin, de positions de l'armée israélienne et de l'ALS dans ce secteur, sans faire état de victimes dans ses propres rangs. Depuis le début de l'année, 11 combattants d'Amal, dirigé par le président du Parlement, Nabih Berri, ont été tués au Liban Sud.

Milan Kucan réélu à la présidence en Slovaquie

d'après AFP
LJUBLJANA

Le président sortant de Slovaquie, Milan Kucan, a été réélu hier pour un deuxième mandat de cinq ans avec 55,57 % des suffrages, a annoncé la commission électorale après le dépouillement de 99,88 % des bulletins de vote.

M. Kucan devance le candidat du Parti populaire slovaque (SLS), Janez Podobnik, qui recueille 18,42 % des voix. En troisième position, avec 9,39 %, arrive Jozse Bernik, candidat commun du parti des Démocrates chrétiens (SKD) et du Parti social démocrate de Slovaquie (SDS).



Milan
Kucan

M. Kucan, 56 ans, premier président depuis l'accession du pays à l'indépendance en 1992, était largement favori. Il avait besoin de réunir sur son nom plus de 50 % des suffrages pour éviter un second tour.

Sept autres candidats étaient en lice. M. Kucan avait été élu avec 64 % des voix au premier tour en décembre 1992 et avait accédé au poste de premier président de la Slovaquie indépendante.

La victoire de M. Kucan, dont la fonction est largement honorifique dans le régime parlementaire, donnera à l'étranger un signal positif pour la stabilité de la Slovaquie.

REPÈRES / France

Jospin intronise son successeur

MICHEL CONRATH
de l'Agence France-Presse, BREST

Le premier ministre Lionel Jospin a intronisé son successeur François Hollande à la tête du Parti socialiste français, à l'issue d'un congrès de rassemblement du PS à Brest, en Bretagne.

Représentant de la génération montante, M. Hollande, 43 ans, doit être confirmé dans ce poste de premier secrétaire du principal parti de gouvernement par un vote direct de ses militants jeudi.

Il a remercié M. Jospin, 60 ans, de lui avoir laissé, après ses deux années passées à la tête du PS, « un parti victorieux, rassemble et fier ».

François Hollande aura pour seul adversaire jeudi un animateur de la tendance contestataire de la gauche socialiste, crédité d'à peine plus de 10 % des intentions de vote. Les tenants de ce courant ont notamment exprimé leur inquiétude de voir l'Europe « se diluer dans le libéra-

lisme », reprochant aux dirigeants du PS d'avoir éludé ce débat.

À la fin de ce congrès, Lionel Jospin et François Hollande ont été longuement ovationnés ensemble par les participants, tandis qu'à l'hymne national succédait l'hymne européen.

M. Jospin, au plus haut dans les sondages de popularité, a profité de son discours de clôture pour répondre sans ménagements aux critiques du chef de l'État, le gaulliste Jacques Chirac.

Ce dernier avait mis en garde, dans un texte publié jeudi au sommet européen de Luxembourg, « contre le mirage d'expérimentations hasardeuses (pouvant) affecter gravement l'efficacité de la lutte contre le chômage », une allusion à peine voilée à la réduction de la durée légale du travail et à la création de centaines de milliers d'emplois subventionnés pour les jeunes, décidées par le gouvernement Jospin.

Le premier ministre lui a rétorqué que ces « emplois jeunes » et

la semaine de 35 heures n'étaient « pas des expérimentations hasardeuses, mais des prises de risques fructueuses ». Plaidant pour « réhabiliter la volonté politique » sans nier les « réalités économiques », il a vigoureusement défendu ces mesures visant à « faire bouger les choses dans la société française » en faveur de sa priorité absolue : la lutte contre un taux de chômage record de 12,5 %.

Concernant l'UE, il a estimé que les « engagements » pris à Luxembourg marquaient le « début d'une démarche qui va permettre de rééquilibrer les objectifs de l'Europe ». Le « gouvernement économique » qu'il appelle de ses vœux doit être une « instance dans laquelle les gouvernements discutent », sans avoir le pouvoir de « dicter à la France sa politique économique », a-t-il précisé.

Le premier ministre socialiste a enfin rappelé que le traité d'Amsterdam « ne pouvait satisfaire » son gouvernement. « Nous le ferons évoluer », a-t-il assuré, ajoutant

que la « réforme des institutions serait un préalable à l'élargissement ».

Ce congrès du PS a été marqué par la venue du leader du Parti communiste, Robert Hue, une première depuis la scission entre socialistes et communistes français remontant à 1920, dans la foulée de la révolution bolchévique à Moscou.

Se demandant à l'issue des travaux s'il fallait aller plus loin dans la « vie commune » entre PS et PCF, M. Hollande a estimé qu'il ne fallait pas « brusquer les choses », mais « laisser la porte ouverte pour ceux qui voudraient venir nous rejoindre ».

M. Hue, dont le parti compte trois membres au sein du gouvernement Jospin, a pour sa part jugé « absurde » de vouloir faire un « congrès (de 1920) à l'envers » en réunissant le PCF avec le PS. Il a souligné avec insistance que « c'est précisément la diversité, le pluralisme, qui font la force de la gauche ».

La réforme de l'éducation et de la santé a produit un système à deux vitesses au Chili



Gilles Paquin

envoyé spécial,
La Presse à SANTIAGO

L'hôpital San Juan de Dios est le dernier établissement public construit à Santiago. C'était en 1957! Après il y a eu les années de vache maigre, puis le virage vers la privatisation.

Bon an mal an, l'hôpital continue néanmoins de fournir des services à plus d'un million de personnes qui n'ont pas les moyens de s'offrir des soins dans une clinique privée.

Le grand établissement universitaire de l'ouest de la capitale est cependant en piteux état. Les patients s'entassent à huit par chambres, les locaux sont sales et l'équipement désuet.

En déambulant dans le sombre corridor qui mène à l'urgence, le docteur Jaime Micolich repousse machinalement une civière couverte de rouille. Il hausse les épaules, presque tout ici est dans le même état.

De l'autre côté de la capitale, dans le quartier chic de Providencia, la société Banmédica exploite un hôpital privé doté de l'équipement le plus moderne. Spécialistes, clinique dentaire et ambulances, tout est à l'usage exclusif des 8000 familles ou groupes qui souscrivent à son assurance-santé.

Une vingtaine d'entreprises de ce genre, les institutions prévisionnelles de santé (Isapres), ont vu le jour au lendemain de la réforme de la sécurité sociale de 1981. Cette ouverture décrétée par Pinochet a consacré l'existence du Chili à deux vitesses dans la santé comme dans l'éducation.

Tous les travailleurs doivent verser 7 % de leurs revenus à la sécurité sociale, sans dépasser un pla-

fond équivalent au revenu minimum. Les cotisations sont ensuite versées, soit au régime public, le Fonds national de la santé (FONASA), soit à une Isapres. Ces dernières exigent une cotisation supplémentaire variant selon la nature des services souhaités.

Cette assurance privée complémentaire coûte cher, dit Micolich. Lui-même inscrit auprès d'une Isapres, il doit déboursier 100 000 pesos par mois (300 \$) pour son assurance personnelle, celle de sa femme et de ses trois enfants.

C'est la moitié du salaire mensuel d'un ouvrier ou d'un employé de bureau.

D'après lui, 70 % des Chiliens comptent sur le système public tandis que de 15 à 18 % optent pour le privé et que les autres profitent des services de première classe offerts par les hôpitaux militaires.

« Le système est pervers. Quand on est jeune, donc en bonne santé, on a les moyens de s'abonner à une Isapres. Mais quand on devient vieux et plus vulnérable, on se rabat sur le public qui est surchargé », dit Micolich.

Ce régime à deux vitesses incite également les médecins à travailler dans le privé où ils peuvent gagner 10 fois plus que dans le public. C'est d'ailleurs le choix que font plus de 40 % de ceux-ci, tandis que les autres partagent leur temps entre les deux.

Pour le président de la Concertation, Enrique Krauss, ces critiques sont excessives. Selon lui, le régime s'est grandement amélioré depuis l'avènement du gouvernement démocratique. Le budget de la santé a connu une hausse de 140 % sur 10 ans, souligne-t-il.

« On ne doit pas rêver, il faut être réaliste et voir ce qu'on peut faire avec les moyens que nous avons. Nous sommes encore un pays en voie de développement », dit Krauss.

La politique des militaires était axée sur la privatisation de la san-



« On ne doit pas rêver, il faut être réaliste et voir ce qu'on peut faire avec les moyens que nous avons. Nous sommes encore un pays en voie de développement », dit Enrique Krauss, du groupe Concertation.

té, celle de la Concertation voit plutôt le secteur privé comme un service complémentaire au régime universel, ajoute Krauss.

Le chef de l'opposition, Alberto Espina, croit pour sa part que les fonds consacrés à la santé sont suffisants. Selon lui, les carences des services publics proviennent surtout de la mauvaise gestion des hôpitaux.

Il reste que les cliniques de quartier, dont la gamme de services est plus étendue que celle de nos CLSC, manquent également de fonds. Les médecins répuent à travailler dans ces établissements publics et les ressources manquent souvent pour acheter les médicaments.

L'État fait certains efforts dans le secteur public, mais on ne connaît pas sa politique à long terme, estime pour sa part le radiologue Samuel Gac.

Même s'il a le privilège de travailler dans le tout nouveau centre de référence Salvador-Allende, une

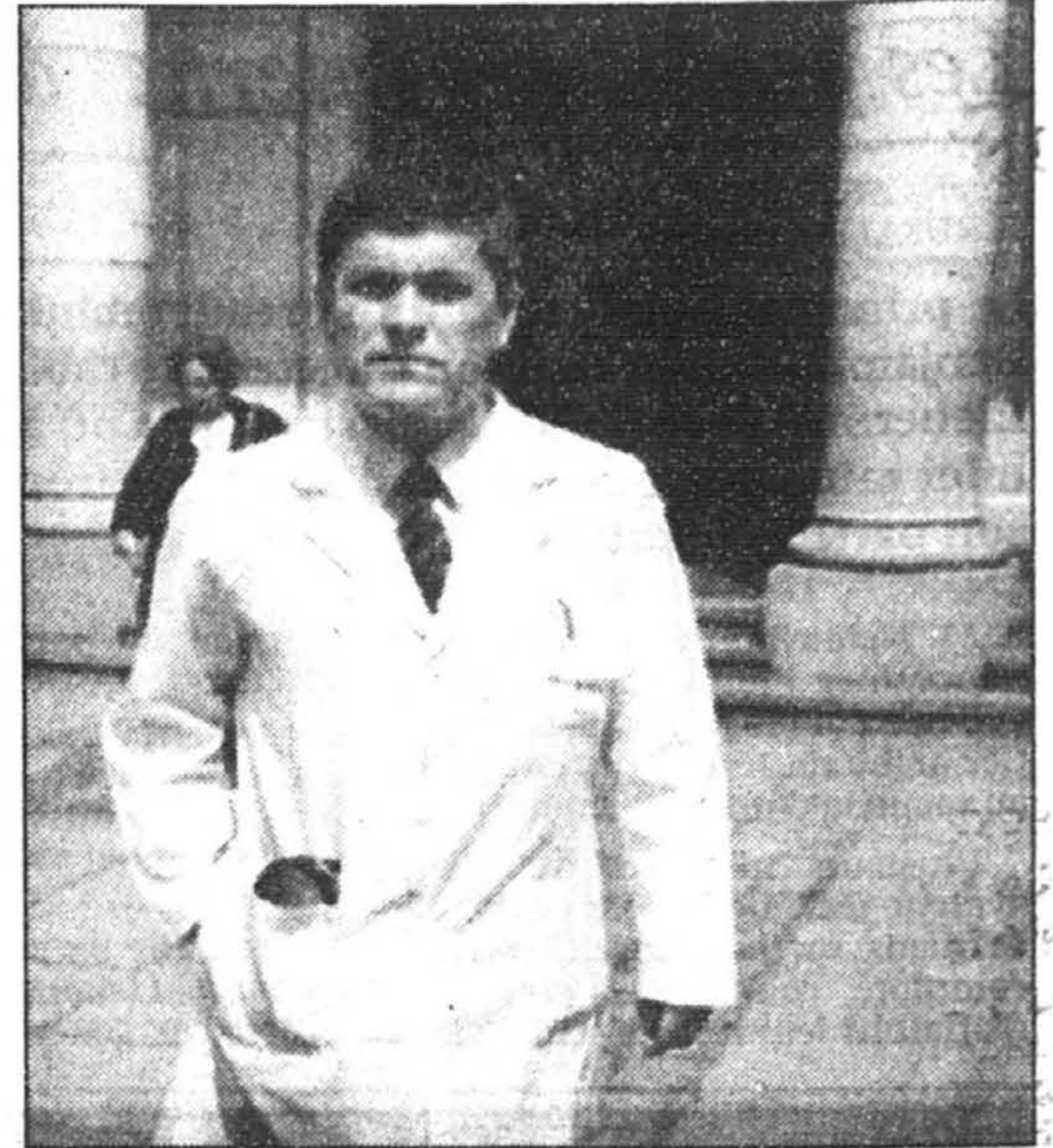
institution publique qui possède tout l'équipement dont rêve son collègue Micolich, Gac s'inquiète de l'avenir.

« Nous avons une excellente clinique, mais il reste à voir comment elle sera maintenue. On ne semble pas prévoir l'entretien des locaux et de l'équipement dans le public et les choses se détériorent », dit-il.

L'éducation : un luxe

La politique de privatisation du régime Pinochet a également débouché sur un régime à deux vitesses dans le monde de l'éducation. Au primaire et au secondaire, cela se traduit par l'existence de trois catégories d'écoles : les municipales gratuites ; les partiellement subventionnées et les totalement privées.

Selon des professeurs, les enfants qui ont des problèmes personnels ou familiaux se retrouvent la plupart du temps dans les écoles municipales qui reçoivent environ 70 % des jeunes.



PHOTOS GILLES PAQUIN. La Presse

D'après le Dr Jaime Micolich, 70 % des Chiliens comptent sur le système public tandis que de 15 à 18 % optent pour le privé et que les autres profitent des services de première classe offerts par les hôpitaux militaires.

Les autres se partagent le reste de la clientèle et sélectionnent les élèves selon le revenu familial.

S'il juge ce système satisfaisant, Enrique Krauss reconnaît cependant que la privatisation a provoqué « un certain désordre dans l'offre des services » au niveau de la formation universitaire.

Et comment : il y a maintenant une quarantaine d'universités à Santiago. Les cinq grandes universités publiques continuent cependant d'avoir la cote et leurs diplômés sont plus respectés par les employeurs, dit l'économiste Manuel Hidalgo.

Les droits de scolarité dans les institutions publiques sont deux fois plus élevés qu'au Québec et ils le sont encore davantage dans les établissements privés.

Selon Hidalgo, l'éducation n'est plus un bien public depuis que l'État a adopté la loi sur l'autofinancement des institutions d'enseignement en 1981. Il faut maintenant être riche pour aller à l'université.

La face cachée du miracle économique

GILLES PAQUIN
SANTIAGO

Les militaires aiment l'ordre et ceux du Chili peut-être plus que les autres. C'est d'ailleurs une des raisons qui les a poussés à chasser Salvador Allende du pouvoir pour ensuite faire le ménage dans Santiago.

Ils ont mis un peu de temps à y arriver, mais à la fin du régime militaire il y avait 100 000 pauvres de moins dans les beaux quartiers de la capitale. La plupart de ces derniers se retrouvaient parqués sur des lotissements en friche en périphérie, notamment dans la commune de La Pintana.

« De 1982 à 1990 les militaires ont expulsé 40 000 personnes de Santiago pour les installer ici. Environ 60 000 autres sont venus après parce que les terrains ne coûtaient presque rien », raconte le maire de La Pintana, Jaime Pavez.

Professeur d'histoire avant d'accéder à la mairie en 1993, Pavez est

intarissable lorsqu'il parle de l'arrivée de ses nouveaux concitoyens et surtout des changements survenus ici depuis ce temps.

Selon lui, l'opération des militaires faisait d'une pierre deux coups. Dans un premier temps elle permettait la démolition de logements insalubres pour les remplacer par des immeubles plus rentables, puis elle regroupait les pauvres pour mieux les contrôler.

C'était l'application concrète de la « doctrine de sécurité nationale » développée par les Américains pour contenir la montée du communisme en Amérique Latine, explique le maire. La ville était découpée en secteurs plus ou moins favorables au régime pour faciliter l'intervention de l'armée.

De 1982 à 1992, la population de La Pintana est passée de 73 000 à 186 000 habitants, mais les services municipaux ne suivaient pas. Pratiquement tout était à faire, dit le maire. Il n'y avait même pas de transport en commun pour amener les gens travailler au centre-ville, à une heure de là.

Comme 96 % des gens sont exemptés de la taxe foncière en raison de leur faible revenu, la commune doit compter sur des subventions ponctuelles de l'État et sur la participation des citoyens. Un effort considérable de la part de familles dont le revenu moyen oscille entre 150 000 et 200 000 pesos par mois (500 \$ à 600 \$ canadiens).

Ainsi, la ville a offert un terrain, des arbres et des fleurs aux habi-

tants qui ont accepté d'aménager eux-mêmes un parc dans leur quartier ; elle a pavé 80 % des rues moyennant une contribution de 10 % de la part des riverains et donné de la peinture à ceux qui voulaient repeindre leur maison.

Il ne faut pas oublier que nous avons également construit un centre culture et trois cliniques médicales, installé l'éclairage dans les rues, ouvert une piste cyclable et

planté des milliers d'arbres provenant de la pépinière municipale, dit-il avec fierté.

Même si La Pintana a beaucoup changé depuis le temps des militaires, elle reste l'envers du décor par rapport aux riches communes de Las Condes ou de Providencia. Le miracle économique chilien n'a pas encore touché les habitants de la ceinture de pauvreté qui entoure la capitale.

Assemblées publiques



Étude des prévisions budgétaires 1998 des services municipaux et des sociétés paramunicipales

Lieux : Salle du conseil de l'hôtel de ville, 275, rue Notre-Dame Est
Salle 202, Édifice Lucien-Saulnier, 155, rue Notre-Dame Est
(métro Champ-de-Mars)

Le lundi 1^{er} décembre 1997

Commission des finances et du développement économique
(salle du conseil et salle 202)

9 h 30 Présentation générale du budget de la Ville
(salle du conseil)
Direction générale (salle du conseil)
14 h Service des immeubles (salle 202)
Service de l'approvisionnement et du soutien technique
(salle 202)

Commission de l'administration et des services aux citoyens
(salle du conseil)

14 h Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM)
Corporation des habitations Jeanne-Mance (CHJM)
Service de l'habitation
19 h Société du parc des Îles
Service des relations avec les citoyens

Le mardi 2 décembre 1997

Commission des finances et du développement économique
(salle du conseil)

9 h 30 Service du personnel
Service du secrétariat administratif
14 h Service de la gestion financière des caisses de retraite
Service des finances et du contrôle budgétaire
Service du greffe

Le jeudi 4 décembre 1997

Commission de l'administration et des services aux citoyens
(salle du conseil)

9 h 30 Service de la prévention des incendies
Bureau du vérificateur
14 h Service des permis et inspections
Service de l'urbanisme

Commission des finances et du développement économique
(salle 202)

14 h Service du développement économique

Le vendredi 5 décembre 1997

Commission de l'administration et des services aux citoyens
(salle 202)

9 h 30 Service de la circulation et du transport
14 h Service des sports, des loisirs et du développement social

Commission des finances et du développement économique
(salle du conseil)

9 h 30 Service du contentieux
14 h Service des travaux publics
Commission des services électriques

Le lundi 8 décembre 1997

Commission de l'administration et des services aux citoyens
(salle du conseil)

9 h 30 Service des parcs, des jardins et des espaces verts
14 h Service de la propreté
Service de la culture

Commission des finances et du développement économique
(salle 202 et salle du conseil)

14 h Service de la sécurité du revenu (salle 202)
19 h Société de développement de Montréal (SDM)
(salle du conseil)

Le mardi 9 décembre 1997

14 h Délibérations de la Commission de l'administration et des services aux citoyens
(salle 202)
14 h Délibérations de la Commission des finances et du développement économique
(salle du conseil)

Chaque assemblée comprend une période de questions et de commentaires du public. Les personnes qui désirent y participer sont invitées à s'inscrire à l'entrée de la salle dans les 30 minutes précédant l'assemblée ou durant la pause.

Renseignements et documentation

Division du soutien aux élus, aux commissions et aux comités
Service du greffe
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal H2Y 1C6
Tél.: 872-3770 - Téléc.: 872-9964

La documentation sera également disponible pour consultation dans les bureaux Accès Montréal à partir du 25 novembre.

Le greffier,
M^{re} Léon Laberge

VENTE FIN DES TRAVAUX LIQUIDATION 97

CADEAUX DE NOËL**

À L'ACHAT D'UN MODÈLE 1997
VOUS OBTENEZ 1000 \$ COMPTANT!

4.8% 60 MOIS MODÈLES 97

ELANTRA 97 MEILLEUR ACHAT GARANTI

TIBURON 97 MEILLEUR COUPÉ SPORT DE L'ANNÉE

SONATA 97

LOUEZ L'ACCENT 1998 À PARTIR DE *168 \$ / MOIS
OU L'ELANTRA 1998 À PARTIR DE *198 \$ / MOIS

**NE PEUT ÊTRE JUMÉLÉ À AUCUNE AUTRE PROMOTION.
*LOC 48 MOIS, 850 \$ COMPTANT, 20 000 KM PAR AN
6 100 KM SUPP. V.R. GARANTIE, 1.17 \$ EN SUS.
TAUX DE FINANCEMENT À PARTIR DE 1.8 %
SUR CERTAINS MODÈLES 1997. DÉTAILS EN MAGASIN

LE PROGRAMME D'ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES HYUNDAI
Par l'entremise de Club Auto, organisme affilié à la CAA

Gabriel HYUNDAI

7020, boul. Henri-Bourassa Est, Anjou 329-7777

Monde

Le chef de cabinet de Netanyahu démissionne

Les problèmes internes du Likoud n'empêchent pas l'expansion des colonies juives

d'après AFP et AP
JÉRUSALEM

Le principal collaborateur du premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, son directeur de cabinet, Avigdor Lieberman, a remis sa démission, qu'a dû accepter le premier ministre pour essayer d'apaiser la fronde au sein de son parti, le Likoud.

M. Netanyahu a par ailleurs annoncé hier l'implantation de nouvelles colonies juives dans le quartier arabe de Jérusalem, en réponse au meurtre d'un étudiant juif.

Plusieurs ministres du Likoud avaient réclamé la tête de M. Lieberman, qu'ils accusaient d'avoir comploté contre eux en tentant d'affaiblir leur rôle au sein de la di-

rection du parti, au profit de M. Netanyahu.

M. Netanyahu a déclaré dans un communiqué : « Je suis très triste après la démission d'un ami solide et fidèle, qui est à mes côtés depuis des années. »

Homme de l'ombre, M. Avigdor « Ivet » Lieberman, 38 ans, était le directeur général de la présidence

du Conseil depuis l'arrivée au pouvoir de M. Netanyahu en juin 1996.

Émigré de l'ex-Union soviétique en Israël en 1978, M. Lieberman, qui vit dans une colonie de Cisjordanie, était déjà le bras droit de M. Netanyahu lorsqu'il était chef de l'opposition.

Son influence sur M. Netanyahu est jugée considérable par les commentateurs. « Tout ce qui arrive dans ce pays, le meilleur comme le pire, est dû à Ivet Lieberman », a dit de lui le ministre des Sciences, Michael Eytan, qui avait réclamé sa démission.

Baptisé « Raspoutine » par la presse qui ne l'aime pas — il le rend bien —, M. Lieberman milite à la droite de l'échiquier politique israélien depuis ses années d'étu-

diant à l'Université hébraïque de Jérusalem.

L'opposition travailliste a applaudi à sa démission. « C'est un nouveau domino qui est tombé et qui conduira à terme à la chute de ce gouvernement », s'est félicité la députée travailliste Dalia Itzik.

Le premier ministre et chef du Likoud doit faire face depuis la semaine dernière à une fronde de responsables du parti, qui lui reprochent des irrégularités lors d'une convention du Likoud, tenue au début du mois, dont M. Lieberman se serait rendu coupable.

Nouvelles colonies

M. Netanyahu a annoncé de nouvelles colonies juives dans le quartier arabe de Jérusalem, en réponse

au meurtre d'un étudiant juif.

Aussitôt après la déclaration de M. Netanyahu, un groupe de colons s'est lancé dans des préparatifs pour occuper une maison — revendiquée par une association juive — dans la vieille ville de Jérusalem, où l'étudiant en religion de 26 ans a été tué jeudi. Gabriel Hirschberg a été abattu à Jérusalem-Est par un tir d'armes automatiques, alors qu'il revenait dans un foyer d'étudiants. Un autre étudiant a été blessé dans la même attaque. Les soupçons de la police se sont tournés vers des militants palestiniens.

« Nous honorerons la mémoire de Gabi en construisant à Jérusalem », a expliqué le premier ministre, qui s'est rendu hier matin sur les lieux de l'assassinat.

TOUT TERRAIN TOUT CONFORT

369\$
par mois

TRANSPORT INCLUS
AUCUN DÉPÔT DE SÉCURITÉ REQUIS
Première mensualité exigée. Immatriculation, assurances et taxes en sus.
Des frais de **0.08 \$ du kilomètre** après **36 000 kilomètres** et d'autres conditions s'appliquent.

319\$
par mois



Explorer XLS 4x4 1998 4 portes

- MOTEUR V6 DE 4 LITRES SOHC, 205 CH
- Boîte automatique 5 vitesses
- Climatiseur
- Fauteuils Capitaine
- Groupe électrique : lève-glaces, verrouillage des portes, rétroviseurs extérieurs, bouton de verrouillage/déverrouillage dans aire de chargement
- Volant réglable
- Programmeur de vitesse
- Glaces unidirectionnelles
- Radio AM/FM stéréo/cassettes
- Porte-bagages



LE PLAISIR DE CHANGER DE VÉHICULE AUX DEUX ANS
OPTION D'ACHAT À VALEUR GARANTIE
MINIMISEZ VOTRE OBLIGATION FINANCIÈRE

CHOISISSEZ LE PAIEMENT QUI VOUS CONVIENT LE MIEUX

Explorer XLS 98 4 portes	MISE DE FONDS ou échange équivalent	Explorer 98 2 portes
MENSUALITÉ LOCATION 24 MOIS		MENSUALITÉ LOCATION 24 MOIS
369\$	3 995\$	319\$
469\$	1 995\$	419\$

LOCATION SANS COMPTANT DISPONIBLE

Notre site web : www.acfmq.qc.ca

Explorer Sport 4x4 1998 2 portes

- MOTEUR V6 DE 4 LITRES
- Boîte automatique 5 vitesses
- Climatiseur
- Groupe électrique
- Groupe Sport haut de gamme :
 - Moulures de passage de roues platine moyen
 - Marchepieds latéraux tubulaires platine moyen
 - Jantes 16" en aluminium poli
 - Pare-chocs avant/arrière platine moyen
 - Pneus P255/70R x 16
- Radio AM/FM stéréo/lecteur laser
- Porte-bagages



FORD

**Vos concessionnaires Ford et vos
concessionnaires Lincoln Mercury**



**MERCURY
LINCOLN**